

N°754 -755  
DU 22  
AU 28 NOVEMBRE 2014

1,5€

10, rue de Solferino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • Sarah Proust  
CO-DIRECTRICE DE LA PUBLICATION  
Florence Bonetti

• RÉDACTRICE EN CHEF Sarah Nafti  
• MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)  
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)  
Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE :

0114P11223

• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité  
par Solfé Communications,  
tiré à 189 000 exemplaires

# « Il nous faut reconstruire une identité politique »

Jean-Christophe Cambadélis



Réunis samedi 15 novembre à Paris, les membres du conseil national ont voté à l'unanimité pour la date du congrès proposée par le premier secrétaire. Il aura lieu les 5, 6 et 7 juin 2015. Le conseil national était également l'occasion de revenir sur les États généraux qui s'achèvent samedi 6 décembre. Les militants votent sur la charte qui en est issue mercredi 3 décembre.



AG  
EN  
DA

**6 décembre**

*Clôture des États généraux à Paris*

**13 décembre**

*Conseil national*

# LES INTERVENTIONS



## JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Bien, chers amis, chers camarades, petite introduction pour vous dire quelques mots. D'abord vous parler de nos deux objectifs de la fin de l'année et de l'année à venir, c'est-à-dire la préparation des Etats généraux, Guillaume vient d'en parler, mais aussi la préparation de nos élections départementales et régionales, et bien sûr de notre congrès.

Il y a un élément qui est en train de mûrir dans la vie politique française, si vous écoutez bien ce que disent la plupart des commentateurs, la plupart des partis politiques, c'est que la clé de la crise politique, la clé de la situation politique, c'est l'éclatement du Parti socialiste. Et on veut que ce dernier fasse l'impasse sur la fin du quinquennat et fasse l'impasse sur l'élection présidentielle. Parce que le Front national est trop haut et que le Parti socialiste serait dans l'incapacité, avec son candidat, d'être au deuxième tour de l'élection présidentielle, et que pour battre le Front national, il faudrait une offre politique personnelle et politique nouvelle qui passe par l'éclatement du Parti socialiste. Ceci nous place, indépendamment des responsabilités que nous avons les uns et les autres dans nos collectivités, dans notre action parlementaire, pour certains d'entre nous, devant des responsabilités très importantes. Nous devons aborder à la fois nos débats et les processus électoraux avec cette question en tête : l'unité du Parti socialiste, la nature du Parti socialiste, sa place est un élément fondamental de la période, comme on disait hier.

Parce qu'il n'y a pas de situation de rechange, il n'y a pas d'alternative politique constituée hors Parti socialiste. J'attire votre attention sur le fait que nos partenaires, qui parfois nous combattent et parfois sont avec nous, ne sont pas en situation de représenter la gauche. Aujourd'hui, pour des raisons historiques et politiques, le Parti socialiste a sur les épaules l'ensemble d'une culture, l'ensemble d'une histoire, et l'ensemble d'un espoir. Et c'est pour cela que je voudrais appeler les uns et les autres non pas à abdiquer sur leurs idées, cela est impossible, mais de pratiquer le débat interne avec le maximum de sérieux, de sérénité et de maîtrise.

J'ai lancé un appel à l'unité il y a quelques semaines parce que, franchement, la cacophonie en notre sein était à ce point que cela indiquait ce pronostic que je formule devant vous, de ce que pourrait être l'éparpillement du Parti socialiste et, au-delà, la marginalisation de la gauche. Et donc, nous avons un travail à faire de responsabilité, et en même temps de francs débats jusqu'au bout sur ce qui nous oppose et ce qui nous rassemble. Il y a deux temps dans le moment que nous allons vivre. Le premier temps, c'est celui des Etats généraux. Les Etats généraux, c'est ce qui nous distingue des autres, c'est notre carte d'identité. Et j'espère, et nous ferons tout, nous y travaillons avec Guillaume, avec Henri, avec Alain, la plume à la main, en prenant tout ce qu'ont dit les militants, nous espérons qu'il y aura un moment de rassemblement pour montrer ce qu'est la carte d'identité du Parti socialiste, et je l'ai déjà expli-

qué de nombreuses fois, dans ce tripartisme qui commence, une identité électorale, une identité nécessaire, une distinction vis-à-vis des autres.

Et puis, il y aura le temps du congrès qui sera une distinction entre nous, mais avec l'esprit de faire réussir la fin du quinquennat, et non pas de faire échouer celui-ci. Nous ne faisons pas l'impasse sur la réussite de la fin du quinquennat et nous ne faisons pas l'impasse sur les élections présidentielles. Pas simplement pour des raisons électorales, mais pour le destin de notre pays et le destin de notre parti.

Alors, ceci étant dit, il y aura, mais nous en reparlerons en décembre et en janvier, des élections extrêmement importantes. Je vous l'ai dit, je suis très inquiet pour ces élections, tout le monde peut l'être. Nous sommes dans une situation difficile, un peu intermédiaire, où notre peuple regarde mais n'a pas encore décidé. La situation, croyez-moi, est beaucoup plus volatile qu'on veut bien le dire. Il y a un moment d'écoute dans notre pays, et il ne faut pas le tromper, il faut être en capacité de lui donner un débouché. Les élections départementales seront difficiles parce que la division de la gauche est là, au-delà des phénomènes que nous avons connus, politiques, évidemment, lors des élections municipales, voire - pourquoi pas ? - des élections européennes. Nous faisons tout pour que l'ensemble de la gauche et les écologistes se rassemblent. Ce n'est pas facile parce qu'il y a de fortes divergences entre les formations et que parfois on préfère l'échec global de la gauche plutôt que le succès de certains. Dans ces élections départementales, le Parti socialiste peut perdre un certain nombre de départements et de conseils généraux. Très bien. Mais d'autres formations jouent leur peau. Et moi, je ne suis pas de ceux qui pensent que dans la crise générale de la gauche, la disparition de tel ou tel parti de la gauche permettrait, par le marché politique, une clarification politique. Voilà pourquoi je suis pour le rassemblement de l'ensemble des forces de gauche et des écologistes aux élections départementales.

Nous nous entretenons avec les dirigeants de ces formations, mais vous le constatez sur le terrain, ce n'est pas si simple que cela. Les élections régionales sont beaucoup plus lointaines évidemment, mais elles seront aussi pour nous un moment difficile et un combat que nous devrions gagner dans un certain nombre de régions, même si nous ne nous faisons pas l'illusion de faire le grand chelem.

Au milieu de tout cela, dans ces difficultés, dans cette bataille que nous menons, que le gouvernement mène pour le redressement du pays, il y aura notre congrès. J'ai souhaité que la décision de la date pour le congrès soit un moment d'unité, parce que, regardez la presse aujourd'hui, il n'aurait été rien de pire que les uns et les autres s'écharpentent sur des dates pour le congrès, où on aurait mis telle ou telle personnalité par rap-

port à tel ou tel moment du congrès. Il y avait plusieurs dates pour celui-ci. La première date, c'était 2016. Je comprends le raisonnement. Le raisonnement était que, dans ce moment que nous traversons avec les élections, départementales et régionales, ne pas ajouter un moment de division. C'était un raisonnement qui se tenait. Mais si nous voulions faire un congrès qui ait du sens en 2016, c'était un congrès qui ouvrirait la présidentielle. Et donc, c'est un congrès qui était tardif, en 2016, non pas en mars, comme les dates ont été proposées, mais vraisemblablement en décembre lorsque nous saurons mieux ce qui peut se passer en termes de candidats à la présidentielle. Or, mes chers camarades, tout le monde peut comprendre que dans le besoin de discuter du Parti socialiste, si nous avons attendu octobre ou novembre 2016, nous aurions eu quelques soucis et nous aurions passé plus de temps à débattre sur la question de la date que sur la question de la nature du congrès ou de ce qui s'y passerait dedans.

Ensuite, il est probable qu'en 2016, fin 2016, le débat sur les primaires ou pas les primaires aurait écrasé le débat du Parti socialiste. Enfin, je suis favorable à un congrès du Parti socialiste utile et qui pèse donc sur la fin du quinquennat. Et donc, 2016 ne me semblait pas une date permettant d'être pratiquée et en même temps de nous rassembler.

Une autre date a été avancée, celle du 9 au 11 octobre. C'est une date qui se passait donc entre les élections départementales et les élections régionales, au lendemain des grandes vacances, et qui pose un problème parce que c'est une date trop près des élections régionales. Et on aurait fait assez facilement le reproche de ne pas vouloir débattre parce qu'il y avait cette échéance électorale derrière nous, et je pense, à juste raison, de l'autre côté, que les camarades engagés dans la bataille des régionales ne souhaitaient pas obligatoirement avoir trop près de cette échéance un moment qui peut être un moment de débat profond entre nous. Et puis, cela voulait dire que notre rendez-vous de La Rochelle était un moment de la préparation de ce congrès et nous nous connaissons tous, cela voulait dire un moment à La Rochelle qui n'était pas obligatoirement un moment de rassemblement. Donc, pour toutes ces raisons, je pense que cette route n'était pas non plus praticable.

Il y avait aussi la proposition d'un congrès du 26 au 28 juin 2015. Certains camarades portaient, assez nombreux, cette date. Elle se heurte à un problème, là, simplement technique, c'est que nos échéances, après, c'est-à-dire l'élection des premiers fédéraux, l'installation du Conseil national, nous repoussaient au mois de juillet, mi-juillet, et je ne crois pas que c'était un moment où tout le monde pouvait être rassemblé. J'ai exploré, avec les camarades de la commission, la possibilité d'un congrès beaucoup plus tôt, qui permettait ou qui aurait pu permettre à la fois de

mener notre débat et d'avoir ce congrès derrière nous pour préparer les échéances électorales.

Les camarades disaient, et j'étais sensible à cet argument, que, dans quelques semaines, Nicolas Sarkozy allait s'emparer de l'UMP, transformer cette organisation et faire des élections départementales son premier test politique. Et il a besoin, Nicolas Sarkozy, d'emporter les élections départementales pour essayer de tordre le débat interne à l'UMP et le conflit qui l'oppose à Juppé. Et nous, si nous attendons pendant que, eux, s'organisent, évidemment, nous ne sommes pas en situation d'emblée de combattre avec l'UMP, qui s'appellera je ne sais pas comment à ce moment-là. C'est important parce que je pense que le combat bipolaire entre la gauche et la droite est un combat nécessaire pour combattre le Front national.

Donc, on a cherché, on a regardé s'il était possible de faire un congrès beaucoup plus tôt, ce qui aurait réglé nos problèmes vu le nombre de camarades qui exigeaient un congrès très, très rapidement, nous aurions pu ainsi les satisfaire, et il y avait deux dates. Du 13 au 15 mars, mais là on se heurtait à la fois à la proximité des élections et au fait que, malheureusement, il y a des vacances au mois de février, et honnêtement, faire des débats par zone ne me semblait pas tout à fait praticable. Il y avait une dernière possibilité, c'était de faire le congrès du 6 au 8 février 2015, encore plus tôt. Les statuts le permettent. Mais cela voulait dire qu'il n'y avait pas de contributions, que nous allions directement aux motions. Je connais assez ma formation politique pour savoir que ce moment des contributions est un moment indépassable. Il faudra qu'un jour, on en discute, mes chers amis, mes chers camarades, car je crains que ça n'intéresse, au final, que nous. Mais la contribution est un moment de l'attention qui permet de déboucher sur l'orientation. Donc cette voie était aussi difficile.

La proposition que je vous fais donc, une fois qu'on a éliminé toutes les autres, c'est un congrès du 5 au 7 juin, ce qui nous laisse du temps à la fois pour organiser notre calendrier, mettre en place les commissions de préparation du congrès et d'avoir un temps pour les contributions, et un débat suffisamment important, selon nos statuts, pour les motions et le vote des militants. Le 13 décembre, lors de notre Conseil national extraordinaire sur l'organisation, nous adopterons définitivement, comme le veulent les statuts, le programme de notre congrès, c'est-à-dire son calendrier, les dates auxquelles il faut rendre les contributions, les motions, etc. Et puis, nous choisirons ensemble le lieu du congrès, qui n'est jamais secondaire bien sûr, mais enfin il ne faut pas lui donner une force symbolique qui n'a pas lieu d'être.

Donc voilà, chers camarades : Etats généraux qui fixent notre cadre commun, notre carte d'identité, qui nous définit par rapport aux autres, réforme

du parti, rassemblement fin janvier de l'ensemble de nos candidats aux élections départementales et régionales pour une grande convention sur la fracture territoriale, campagne des élections départementales, congrès, La Rochelle, campagne des élections régionales, voilà les grandes dates qui sont nécessaires pour que le Parti socialiste se redéfinisse et sorte au mieux de cette année 2015. Merci.



## GUILLAUME BACHELAY

Mes camarades, un mois s'est écoulé depuis notre précédent conseil national, et le prochain se déroulera dans 30 jours. Le premier secrétaire avait dit que les réunions de notre parlement seraient plus régulières et donc durant ce dernier trimestre, il se sera réuni chaque mois. Chaque fois, d'ailleurs, ensemble, nous avons fixé les objectifs, les tâches prioritaires, toujours dans le respect de chacune et de chacun, avec le souci de l'unité qu'a rappelé Jean-Christophe le 3 octobre dans son appel solennel.

Trois points figurent à l'ordre du jour de nos travaux : la situation politique, les États généraux et le calendrier de notre congrès. Et avant d'aller plus avant, je veux revenir, comme nous le faisons à chaque fois, parce que nous avons souhaité revenir avec Jean-Christophe à cette bonne tradition, revenir sur les temps forts de la vie de nos instances, rapidement, de nos expressions publiques au cours des dernières semaines écoulées, les quatre qui nous séparent du dernier conseil national. Et d'ailleurs, vous trouverez un résumé plus complet dans le rapport d'activités qui vous a été destiné et remis en arrivant.

Le premier enjeu, c'est l'Europe. Nous avons évoqué, lors du secrétariat national du 28 octobre, le plan énergie climat 2030 de l'Union et l'accord des 28 au conseil européen, quatre jours plus tôt. Et il faut prendre la mesure de ce résultat. Les positions de départ entre les États-membres n'étaient pas faites d'un bloc, c'est le moins que l'on puisse dire. Mais la négociation a débouché sur un plan

ambitieux, important avant le rendez-vous de Lima, stratégique avant celui qui aura lieu dans un an, à Paris, la Conférence climat. La volonté de la France portée par le président de la République a contribué à faire franchir un cap à l'Union et l'adoption ici à l'Assemblée, en première lecture de la loi sur la transition énergétique, a été incontestablement un atout pour convaincre et pour entraîner.

Par un communiqué de nos secrétaires nationaux, Clotilde Valter, Philippe Cordery, le Parti s'est félicité des résultats du conseil européen : réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, hausse de la part des énergies renouvelables, système de compensation pour les pays les plus pauvres. C'est un acte fort de l'Union européenne vis-à-vis du monde. Et d'ailleurs, il faut s'en réjouir, cette semaine la Chine et les États-Unis ont heureusement perçu le signal, j'allais même dire l'alerte, de l'Union européenne. Alerte qui était d'autant plus forte et fondée que le GIEC avait rendu public il y a quelques jours son dernier rapport, dernier rapport qui montre à quel point il y a urgence climatique, à quel point le temps presse parce qu'il n'y a pas de deuxième planète. Et celui qui nous l'a dit, c'était Jean Jouzel qui est venu lors de la dernière audition des États généraux à Solférino, c'était une petite semaine, co-prix Nobel avec le GIEC, qui nous a rappelé cette urgence climatique.

L'autre volet de notre réflexion européenne concerne la déflation. La déflation, nous, nous l'avons diagnostiquée voilà déjà longtemps et elle menace aujourd'hui tous les États-Membres, sans excep-

tion. À la suite du scrutin de mai dernier, le rapport de force établi par les sociaux-démocrates et socialistes au Parlement européen a contribué à la mise en place, à la mise en chantier du plan Juncker puisque c'est ainsi qu'il faut paraît-il l'appeler : 300 milliards d'euros en trois ans pour des investissements. Et pour donner un contenu à ce plan, parce que la bataille contre la déflation est une priorité, sauf pour l'UMP, qui, lors du débat budgétaire dans l'hémicycle, ici à l'Assemblée, ne semble connaître, en matière de déflation, ni le mot ni la chose. Eh bien, notre bureau national a adopté, c'était le 4 novembre, un memorandum qui avait été préparé par notre camarade Philippe Cordery.

Et que dit-il ce memorandum ? que nous souhaitons la mobilisation des financements publics et privés, de financements nouveaux, c'est-à-dire pas seulement du recyclage, autour de priorités claires : la transition écologique et numérique, la formation et l'emploi des jeunes, la mobilité durable, la recherche. Nous proposons que ces financements supplémentaires soient portés par le développement de "project bonds", l'émission d'obligations par la banque européenne d'investissement et à terme, à long terme, nous évoquons aussi, mais il faut fixer cet horizon, une agence européenne du Trésor. En outre, nous plaçons pour un livret d'épargne européen qui permettrait de flécher l'épargne privée vers des investissements productifs et innovants.

Toutes les flexibilités budgétaires, toutes les marges d'actions comme on dit en bon français, qui sont prévues dans les traités, doivent être utilisées pour que soit activée la relance de l'économie et prise en compte la conjoncture dans la trajectoire de réduction des déficits.

Avec notre premier secrétaire qui en est le vice-président, nous avons porté ce texte au sein du PSE, proposé aux partis frères une position et une stratégie commune et d'ailleurs des initiatives sont en préparation, également en lien avec nos parlementaires européens et nationaux.

Ces dernières semaines, nombreux aussi ont été les événements qui ont scandé la marche du monde : il y a eu des élections au Brésil, en Tunisie, en Ukraine, le parti, à chaque fois, s'est exprimé, a analysé ses résultats et hier encore, puisque j'évoque l'Ukraine, nous avons dit notre inquiétude face aux très violents affrontements, aux très violents combats qui ont lieu à Donetsk.

Ce dernier mois a été aussi marqué par le décès du sergent Thomas Dupuis lors d'une opération des forces françaises contre un groupe armé terroriste au Nord du Mali, le Parti a salué sa mémoire, a présenté ses condoléances à sa famille et à ses compagnons d'armes. Au Burkino Faso, l'ancien président a quitté le pouvoir et fui le pays. C'est une nouvelle ère pour le peuple burkinabais. La transition démocratique doit désormais être engagée et réussie. Et nous formons le vœu d'élections libres, organisées dès que possible. Mais à coup sûr, la fin de l'ère Compaoré est un tournant pour cette région de l'Afrique.

Il y a quelques jours, l'Organisation mondiale de la santé établissait que près de 5 200 victimes ont succombé au virus Ebola sur les 14 000 cas recensés à ce jour en Afrique de l'Est. Et l'effort contre la propagation du virus est international. La France y prend toute sa part, le Parti socialiste a rendu hommage au courage des personnels de la Croix Rouge française, de Médecins sans frontières et nous soutenons l'appel, notamment relayé par la banque mondiale, de la création d'un fonds d'urgence.

En France, la période récente fut endeuillée par le décès de Rémi Fraisse au cours d'affrontements survenus sur le site du barrage de Sivens et au nom du Parti, Jean-Christophe se dit profondément attristé par la mort de ce jeune manifestant et il souhaitait que l'enquête établisse rapidement les circonstances exactes de ce drame. Hier, notre secrétaire national à la justice, aux libertés d'une part, à la sécurité d'autre part, Marie-Pierre de la Gontrie et Olivia Polsky, ont rappelé les enquêtes administratives diligentées et salué les premières mesures prises par le gouvernement dès la première enquête achevée.

Ces dernières semaines furent particulièrement consacrées, dans notre agenda de travail, aux enjeux de la réforme territoriale. Le 21 octobre, sur la base d'un rapport qui avait été établi par une secrétaire nationale, Estelle Grelier, à l'issue d'une concertation, d'une discussion, d'échanges avec Pierre Cohen et la FNESER, avec les camarades qui, au Parlement, sont particulièrement en charge de ce sujet, nos camarades qui sont présents aussi dans les associations pluralistes, le bureau national a discuté des orientations du projet du gouvernement. Ce rapport construit l'architecture d'ensemble autour d'un bloc local, de régions renforcées, d'un conseil départemental aux compétences clarifiées, d'un État stratège et comme disent les technocrates, péréquateur et d'une Europe de l'investissement et des projets. Et en soutien de cette nouvelle architecture territoriale, le bureau national a plaidé pour que soit assoupli le seuil de 20 000 habitants pour les intercommunalités en fonction des spécificités des territoires et puis pour un cadre départemental d'actions publiques, décliner trois options à partir de 2020 et aussi, j'y insiste, pour des Assises de l'investissement public.

Nous avons exprimé des sujets de vigilance également sur l'autonomie fiscale et financière des collectivités mais aussi sur les interrogations des personnels territoriaux, la prise en compte des inquiétudes, ou des interrogations du mouvement sportif, du mouvement culturel, d'éducation populaire, et au Sénat, dans son allocution, le Premier ministre a confirmé les trois possibilités ouvertes pour l'organisation des conseils départementaux : la modulation du seuil pour les intercommunalités, la hausse du taux de fonds de compensation de la TVA, l'attribution de 12 milliards d'euros pour les contrats de plan État-Région et il a annoncé le maintien du fonds d'amorçage pour les rythmes scolaires, demande forte également que nous avons formulée au Parti. Nous poursuivons le dia-

logue constructif avec le gouvernement, nos parlementaires, dans la perspective de l'examen en fin d'année du projet de loi.

Enfin, au cours du mois qui vient de s'écouler, des chercheurs ont dit leurs inquiétudes sur la situation de l'emploi scientifique. Notre secrétaire nationale, Isabelle This-Saint-Jean, a présenté un rapport très précis au secrétariat national le 7 octobre. Vous en trouverez d'ailleurs dans le rapport d'activités une mention que nous avons voulue complète, particulièrement sur ce sujet. Voilà mes camarades, rapidement résumé, le travail que nous avons accompli durant le mois écoulé. Et j'en viens à nos états généraux.

Il y a 80 jours, nous les lancions à la Rochelle. 80 jours pour un tour de notre identité, un tour du monde, un tour de notre identité dans le monde. Cette démarche, un parti qui sollicite ses militants pour reformuler à partir de leurs contributions son identité, cette démarche est inédite. Elle n'est pas seulement inédite dans l'histoire du Parti socialiste, elle est inédite dans le débat public. Et je pense que nous devons le porter, l'affirmer, le rappeler, dans un moment où il y a une crise de confiance dans la politique et en particulier vis-à-vis des formations politiques, nous le savons bien. Donc il faut restituer cette innovation et la restituer dans le fil de celles, les innovations, que notre parti a déjà apportées, que nous avons apportées dans le passé par nos choix, par nos débats, par nos votes. Je pense au non-cumul des mandats, je pense à la parité, je pense à la primaire citoyenne. Il y a cette nécessité d'une avant-garde démocratique que le Parti socialiste porte. Et parions que nos États généraux seront un jour, à mon avis bientôt, par certains, à mon avis beaucoup, copiés sans être collés et imités sans être égalés. C'est pourquoi je crois que notre démarche a été mobilisatrice. Moi, depuis quelques jours, je suis dans les lettres. Mais je voudrais vous donner quelques chiffres, non pas par fétichisme, non pas par religion de la quantité mais parce que ces données que je vais vous donner, elles vous ont déjà été communiquées. Vous avez d'ailleurs un document qui le restitue, un triptyque. Ils disent ces chiffres la somme de volonté, de temps, d'énergie, d'idées qui ont été mobilisés dans les fédérations, les sections, mais aussi par les camarades car il y a eu beaucoup de contributions individuelles, par les sensibilités du parti, par des personnalités de notre parti et puis aussi par des camarades ministres.

Parmi les douze thèmes qui ont été soumis au débat, trois grandes familles d'enjeux ont surgi : les questions liées à la démocratie. Dans toutes ces dimensions, j'y insiste, pas seulement politiques, et quand elles sont politiques, pas seulement institutionnelles. Ces questions sont évoquées mais elles n'épuisent pas le sujet. Plus de 900 contributions ont porté sur le thème qui était Démocratie et représentation, sur les 5 600 qui ont été déposées jusqu'à samedi dernier. Deuxième grande famille, les problématiques liées au modèle de développement, à l'idée d'une croissance nouvelle, à la fois productive et qualitative, à la puissance publique

qui doit faire face à des défis nouveaux, à des inégalités, toujours aussi insupportables, n'en sont pas moins plus complexes que jadis. Et puis surtout, surtout, à l'émergence de la prise en compte en tout débat et en tout choix de l'urgence climatique, de l'urgence environnementale.

Le troisième champ de réflexion, c'est tout ce qui concerne la régulation à tous les échelons par l'action publique. D'autres contributions nous sont venues dans le cadre des auditions que nous avons organisées et qui étaient mises en ligne dans le cadre du comité national de pilotage. Nous nous étions fixé cette exigence d'entrée de jeu. Et d'ailleurs, je dis exigence, en vérité, il s'agit d'un besoin, il s'agit de pouvoir échanger avec la société civile, de dialoguer, de débattre avec des gens qui nous font part de leur pensée et auxquels on communique les nôtres. Chaque semaine, deux fois, parfois trois, peut-être quatre, nous avons eu des échanges passionnants qui ont eu lieu à Solférino, chercheurs, philosophes, géographes, sociologues, climatologues, entrepreneurs, responsables d'ONG ou de mouvements de jeunesse, élus. Il y en a eu deux. Saybah Dagoma et Pervenche Bérès que je remercie, l'une sur le juste échange, l'autre sur la construction européenne, ont accepté de nous apporter leur analyse, leur expertise.

J'ai évoqué tout à l'heure Jean Jouzel, co-prix Nobel de la paix avec le GIEC, qui a conclu notre série d'auditions mais je pourrais aussi citer Fabienne Ferrerons de la Joc, Louis Gallois, Olivier de Schutter qui est l'ancien directeur général de l'ONU pour la sécurité alimentaire, Myriam Revault d'Allonnes, François Chérèque, Jean-Louis Bianco qui nous a si bien parlé de laïcité et puis je pense à une audition remarquable, en tout cas moi je l'ai vécue comme tel, avec Mathilde Dupré et Lucie Watrinet qui sont toutes deux de l'ONG CCFD Terre solidaire et qui, en particulier, évoquaient la lutte contre l'optimisation fiscale des multinationales et l'obligation pour elles d'être soumises à des exigences de responsabilité sociale et environnementale.

Dans ces séances de cogitation, parfois d'interpellation, des enjeux décisifs ont été abordés pour mieux comprendre au fond le monde nouveau qui surgit, avec des grands bouleversements, des grands chambardements géopolitiques, climatiques, culturels, économiques, financiers, sociaux, agricoles. Ces auditions ont été diffusées sur le net, je le disais, elles ont été relayées dans le document, le 7 essentiel que nous avons adressé chaque semaine et puis dans l'hebdo, bien sûr.

Mais avec Jean-Christophe, on en a parlé l'autre jour, nous voudrions qu'une trace sous forme d'acte ou de livret soit réalisé de ces auditions, soit conservé et accessible plus largement aux militants et à chacune et chacun de vous. Donc on va travailler à ça.

Deux autres chiffres pour terminer : 1 500. C'est le nombre d'événements qui se sont déroulés en métropole, en outre-mer, au sein des fédérations des

Français de l'étranger. Et puis l'autre chiffre, c'est 100 000, c'est le nombre de visites sur le site Internet des États généraux.

Mes camarades, à La Rochelle, nous avons lancé 100 jours pour définir la carte d'identité des socialistes, pour redéfinir la carte d'identité des socialistes. Et dans ce qui nous sépare du 6 décembre, jour de notre grand rassemblement national, que nous concevons comme ont été conçus les États généraux, une charte va être proposée au bureau national avant d'être soumise aux militants, conformément à la résolution que nous avons adoptée à la mi-juillet. Et nous avons commencé hier soir, avec les membres du comité national de pilotage, l'examen d'un projet de texte qui se poursuivra lundi prochain à partir des remarques, des amendements qui auront été adressés d'ici là dans l'interalle.

Nous souhaitons que les militants reçoivent à leur domicile le texte plusieurs jours avant d'avoir à se prononcer. Et donc compte tenu, pardon mais ça existe, des contraintes d'impression, d'acheminement, eh bien, et parce que notre précédent conseil national, à juste titre, avait repoussé au 8 novembre, c'est une bonne idée, la possibilité de déposer des contributions, nous examinerons donc mardi le projet de charte. Celui-ci a été élaboré à partir des textes reçus qui ont été recensés, lus, analysés et je vais vous expliquer comment et vraiment je souhaite le dire précisément.

Pendant dix semaines, une synthèse hebdomadaire, thème par thème, a été rédigée, adressée aux membres de comité de pilotage. Ces photographies précises ont d'ailleurs été extrêmement utiles au moment d'établir la cartographie. Depuis dix semaines, pour ce qui me concerne, je me suis consacré avec exigence, avec cœur aussi, aidé, je veux le dire, des collaborateurs du siège national qui, en plus du travail qu'ils effectuent chaque jour auprès des secrétaires nationaux, ont rempli cette mission supplémentaire, lourde, exigeante, avec beaucoup de rigueur, sans compter leur temps et leurs efforts. Et je veux ici, je suis sûr en votre nom, les en remercier. De même que, pour ma part, par mes applaudissements, je remercie pour leurs conseils deux amis, Alain Bergounioux et Henri Weber.

Le travail a été considérable et il va permettre la réalisation de deux documents. D'une part, la charte de l'identité socialiste qui sera soumise aux militants le 3 décembre, je vais y venir dans un instant. Elle est notre référence collective et elle se décline en grandes directions d'actions. C'est cela une charte et c'est nécessairement un texte ramassé, un texte court, ouvert mais nécessairement court. Et puis en vue du 6 décembre, pour l'information de chacun, mais aussi pour nourrir les futurs rendez-vous de notre réflexion collective, nous allons établir un cahier des États généraux qui recensera les propositions qui, parce que trop techniques, ou ne peuvent pas rentrer dans la charte, sinon ça n'en est pas une d'ailleurs, mais qui doivent avoir une

trace, une durée, une permanence. Donc il y a pour les militants une double garantie, que leur participation, parce que c'est souvent la question qu'on pose, c'est : à quoi ça va servir ? Où ça va aller ? Où on le retrouvera ? C'est la double garantie que leur participation sera durable, qu'elle aura une trace durable, que la lettre et l'esprit des États généraux continueront de souffler sur nos travaux au-delà des États généraux eux-mêmes.

Charte de l'identité, ai-je dit. La charte, c'est quoi ? La charte, c'est, je l'avais dit lors de notre précédent conseil national, c'est l'échelon intermédiaire, d'une certaine manière, entre la déclaration de principe, nous l'avons adoptée, c'était en 2008, et puis une plateforme programmatique. La charte, c'est le cadre commun dans lequel s'inscrit et vit le débat, c'est ce qui fait qu'une pensée est à la fois permanente et vivante. C'est un point de repère qui est un point d'appui. La charte, c'est ce qui nous rassemble, c'est ce qui nous oriente, c'est ce qui éclaire notre action aux responsabilités dans la durée et c'est ce qui, c'était présent dans un grand nombre de contributions, et souvent d'ailleurs d'une manière très touchante, très émouvante, c'est aussi ce qui donne du sens à nos vies, c'est aussi ce qui donne du sens à notre engagement.

C'est ce qui nous oriente dans le monde avec ses mutations, avec ses espoirs, avec ses défis, avec ses injustices, ses menaces aussi, mais comprendre le monde, ce qu'il a d'inédit, ce qu'il a de neuf, ce n'est évidemment pas, c'est dit par les camarades, intériorisé la contrainte, c'est identifier les leviers pour le surmonter parce que c'est une marche qui va, mais parfois, où va-t-elle cette marche de la mondialisation ? L'identité, c'est aussi, je le disais, ce qui nous rend identifiable car, dans le débat public, on n'est jamais seul. Donc ce qui nous singularise, c'est aussi, une fois qu'on a dit tout ça, ce qui nous permet de nous confronter à d'autres. Comme les militants, comme vous, moi, je crois que la bataille des idées décide de beaucoup et que pour la gagner, il faut se définir positivement, partir de soi, fièrement, lucidement. Mais ce que nous sommes est mécaniquement une réponse aussi, une résistance souvent à d'autres idéologiques, à d'autres discours. Le néolibéralisme, le nationalisme, le fatalisme et son dernier avatar le déclinisme, mais aussi l'obscurantisme et la pensée magique qui dit le souhaitable sans dire le possible. C'est cela la charte de l'identité socialiste. Elle s'inscrit dans la bataille pour la justice sociale, l'efficacité économique, le combat écologique, l'émancipation. Emancipation éducative, émancipation démocratique. L'internationalisme qui, aujourd'hui, dans le monde tel qu'il est, consiste à humaniser la mondialisation. Et tout ça, ça s'appelle le progrès humain.

Dans toutes ses dimensions et d'abord dans sa dimension économique et sociale, nous l'affirmons, face au bloc réactionnaire, à l'hystérie identitaire qui, en France, en Europe, on pourrait en donner cent exemples, ailleurs encore, a pour objet, ont pour objet, de détruire de démolir, d'asservir. Et en même temps, et les contributions le formulaient

souvent, pas seulement pour évoquer l'ambivalence de la science ou de la technologie, mais pour aborder au fond le sens du monde, nous savons qu'en 2014 le progrès ne peut pas avoir le même contenu qu'il y a un siècle, qu'il y a 50 ans, qu'il y a seulement même 20 ans et d'abord et surtout parce qu'il y a de réchauffement climatique qui est le défi de l'humanité. Combattre pour le progrès, c'est donc aussi débattre de son sens, de son contenu, de son équilibre, de ses limites. D'où cette volonté continue des socialistes d'un nouveau modèle de développement, pas moins productif mais plus qualitatif, plus éducatif, plus coopératif, plus collaboratif, en tout domaine : économie, relations sociales, aménagement du territoire, politiques publiques, culture, vie démocratique et à tous les échelons, du local au global. Et qui, sinon les socialistes, le fera ?

Je n'évoquerai pas de façon exhaustive le projet qui vous sera adressé dans quelques jours, ainsi qu'aux militants et dont le comité de pilotage a commencé de débattre en vue de notre bureau. Simplement je veux vous dire quelques mots de son architecture d'ensemble, de ses principaux piliers.

D'abord, nous sommes fiers et forts de nos valeurs. Voilà ce que nous disent les contributeurs. Fiers et forts. En réalité, elles sont nées, beaucoup y font allusion, parce qu'il y a d'ailleurs, c'était très important dans les contributions, moi ça m'a plu, il y a l'inscription de notre combat dans une histoire longue, nos idées qui sont nées avec les idées de la Révolution et avec les idéaux de l'encyclopédie. Beaucoup de camarades ont insisté sur ce temps long. La liberté et la justice, l'égalité et la solidarité, la laïcité et la responsabilité, l'Europe et l'internationalisme, elles sont nos valeurs indissociables de la République. Bien sûr, pour que nos valeurs éclairent le nouveau siècle, nous avons un devoir de fidélité et d'inventivité, chacun le comprend et chacun le dit, de fidélité à ce qui est le cœur du socialisme : l'émancipation qui conjugue l'autonomie individuelle la justice sociale, la prise en compte du bien commun, et ça commence par le respect de la planète le bien commun, aujourd'hui, quand on est socialiste. La démocratie qui renvoie dos à dos les populismes et l'oligarchie. L'égalité qui ne doit pas être une rhétorique, qui ne doit pas être une abstraction, mais qui doit être une égalité réelle, à l'école, dans l'entreprise, dans l'accès au logement, à la santé, dans le refus des discriminations. La politique qui doit primer sur l'économisme parce que tout ne s'achète pas, et que tout ne se vend pas. Et puis le collectif, parce que l'individu et nous ne lui sommes pas hostiles à l'individu, mais nous disons qu'il ne peut pas être solitaire, il doit être solidaire. Fidélité à l'essentiel et en même temps inventivité, parce que rien n'est pire, quand on veut faire gagner ses idées, que d'avoir un monde de retrait ou un monde de retard.

L'idée socialiste, elle est vivante. Elle tient compte du contexte, du réel mais elle doit toujours, toujours, servir notre projet d'émancipation. Unité des fins, pluralité des moyens, c'est notre perspective à nous, socialistes et nous le savons bien. Alors pour

sortir de la crise, qui n'est pas une crise mais qui est un changement de monde, pour donner à ce monde-là l'orientation que nous souhaitons, l'orientation de nos valeurs, il y a d'abord, et les contributions nous y aident, même si souvent leurs réponses posent des questions, à elles-mêmes d'ailleurs, souvent les contributions étaient formulées sous forme de questionnements tellement la demande de sens est grande. Il faut comprendre la nature du monde tel qu'il est aujourd'hui. Un monde qui surgit et dont la géographie et l'économie bougent sans cesse. Oui, la planète atteint un point de non retour et la transition écologique, énergétique, la préservation du climat sont vitales. Le capitalisme, on le sait, devient mondial et financier. Et la mondialisation elle-même, elle est ambivalente. Elle est synonyme d'avancées, d'opportunités, c'est vrai pour tous les continents, mais elle est aussi synonyme de défis et de dangers et c'est vrai pour tous les peuples. Le salariat, que nous défendons, il s'est fragmenté avec l'individualisation, avec l'automatisation du travail, mais aussi avec la mise en concurrence des travailleurs ici avec les travailleurs des pays à bas coût. Et puis parce que, face à la spéculation, on a besoin d'une alliance de ceux qui produisent celui aussi les contributions le disent. De même qu'elles évoquent beaucoup, j'en ai dit un mot, l'individualisme qui, comme l'on disait dans l'un des thèmes qui était proposé, dit plus souvent « je » que « nous », préfère les droits aux devoirs, l'immédiateté au temps long et à l'intérêt général. Et ça change beaucoup de choses, le surissement de cette individualisme égoïste.

Autre donnée majeure, les grands récits qui avaient structuré les débats idéologiques depuis le 19<sup>e</sup> siècle sont brouillés, c'est le moins qu'on puisse dire. Et du coup, la représentation d'une société désirable s'en trouve diluée, elle s'en trouve floutée, quand parfois elle n'a pas disparu. Et puis la démocratie est devenue médiatique et numérique et, là aussi, ça change beaucoup de choses et d'abord pour les partis politiques parce qu'il y a une demande de pratiques moins verticales. Et nos États généraux sont une première réponse à cette aspiration qui n'est d'ailleurs pas seulement une aspiration des militants, c'est une aspiration des citoyens. C'est pourquoi l'identité socialiste renouvelée est indispensable, c'est pourquoi elle est irremplaçable et les contributions ont dessiné, dans ces nouvelles conditions historiques, là, de notre action, les piliers de notre identité, en disant à la fois les urgences et la permanence.

Il y a la social-écologie, ou l'écosocialisme, je n'y reviens pas, qui est un changement de paradigme en tout, c'est aussi, et c'est lié, une mondialisation maîtrisée et humanisée face à la finance qu'il faut réguler, le juste échange qu'il faut affirmer, le multilatéralisme qu'il faut, pour une large part, repenser, le marché qu'il faut cantonner, L'Europe, évidemment l'Europe, parce que elle donne aux nations la taille critique, les nations qui la compose, la masse critique pour peser dans le monde, enfin à condition que cette Europe-là investisse, qu'elle protège, qu'elle se démocratise et puis l'éducation

est réaffirmée car le savoir, l'école, la formation, c'est la condition de l'émancipation. Et nous savons que dans le nouveau monde la première des matières premières, ce sera la matière grise à tous les âges de la vie, du primaire au supérieur mais aussi dans le reste de sa vie. C'est pourquoi, quand on est socialiste, l'éducation, le savoir, ça doit être le premier projet, le premier sujet, le premier budget.

Autre conviction, autre mobilisation, pour avoir de nouveau la croissance, il faut une croissance nouvelle. C'est une thématique que nous avons abordée lors de la campagne européenne et qui est très présente dans les contributions, cette thématique de la nouvelle croissance. Pour produire et créer des emplois, pour redistribuer la richesse, pour investir dans les secteurs d'avenir, oui, la croissance, mais une croissance plus juste, plus équilibrée. Je disais tout à l'heure, c'est un mot très important et qui revient très souvent dans les contributions comme dans les auditions du comité de pilotage, plus qualitative. C'est pourquoi il faut une politique industrielle, de bonnes conditions de travail, des entreprises performantes mais aussi engagées, des salariés plus associés, une ville, une mobilité durable, bref j'ajoute de nouveaux indicateurs pour estimer, calculer la richesse. Bref, c'est ça la croissance qualitative.

Pour ça, il faut aussi une puissance publique qui soit présente, active. Il ne s'agit pas de se substituer, de la substituer à l'initiative privée, on a tranché cette question depuis longtemps, mais d'orienter, de réguler le marché, de fixer des priorités d'intérêt général dans l'économie et, j'y reviens, en matière de transition écologique et énergétique. Et c'est pour qu'elle puisse agir pleinement que la puissance publique a besoin de la souveraineté financière.

L'État, c'est aussi l'État qui protège, qui permet de construire l'autonomie, de partager les richesses, de sécuriser la vie des gens. Bref, de combattre les inégalités qui sont toujours insupportables, mais je le disais aujourd'hui, plus complexes qu'autrefois. C'est vrai à l'école, c'est vrai dans l'accès au logement, c'est vrai dans d'autres domaines. J'ajoute la nécessité de bâtir un État social-écologique parce que si la priorité c'est la transition écologique, les politiques publiques et d'abord l'État doivent se convertir, s'orienter vers cette exigence de transition.

Société du bien-vivre où chacun, chaque homme, chaque femme, puisse réaliser ses potentialités, créer, accéder à l'art, aux oeuvres de l'esprit, à la culture, participer à la cité. C'est aussi une société qui bâtit des droits nouveaux et nous y insistons, et puis l'identité socialiste, je le dis, elle est inséparable de l'identité républicaine et la question de la laïcité qui était centrale dans les contributions, sera également centrale dans notre charte.

Enfin, et ça c'est plus qu'un horizon, c'est aussi notre méthode, il y a la démocratie, je l'ai évoqué pour commencer et je termine par-là, cette démocratie doit être accomplie dans toutes ses dimensions : politiques, à la fois représentative et participative, sociale, démocratie territoriale, démocratie

culturelle, prospective, parce qu'il faut anticiper pour se projeter, parce qu'il faut voir loin pour être au plus près et puis réaffirmer la raison. La raison face à la violence des mots, la raison face à la brutalité des comportements, la violence face à la démesure. Ça aussi c'est une demande très forte de nos contributeurs.

Voilà mes camarades ce qui charpente notre réflexion collective, notre travail, ce à quoi nous avons travaillé et travaillons encore à partir des contributions qui sont le coeur des États généraux, qui inspirent le projet de charte. Elle est notre référence commune. Et je vous le dis : dans un monde que surplombent tant d'ombres, il faut de nouvelles lumières. Et c'est ça être socialiste, se questionner, éclairer, agir, dans un monde qui ne nous attend pas.



## ÉMERIC BRÉHIER

Mes chers camarades, nous sommes ici en Conseil national, qui est une période un peu spécifique puisque nous sommes à la fois dans la dernière phase des États généraux, comme l'a rappelé d'ailleurs brillamment Guillaume tout à l'heure, et d'ores et déjà, suite à l'intervention de notre premier secrétaire, dans la prochaine phase, qui passionne les foules - ici ; dehors j'en suis un peu moins sûr -, notre congrès.

Deux ou trois remarques par rapport à ces deux éléments, au nom de mes camarades de « *Besoin de gauche* ». Dans les États généraux et dans le comité de pilotage, nous avons posé nombre de questions. Je voudrais juste rappeler quand même, et d'ailleurs Guillaume l'a fait incidemment tout à l'heure, quand tu parlais de la mondialisation, le Parti socialiste, ici comme ailleurs, naît de la première mondialisation. Et historiquement, nous avons été confrontés, et c'est ce qui a fait nombre de débats dans notre histoire, à deux questions fondamentales : la question sociale et la question démocratique. Ces deux questions, à chaque fois, perdurent, et suscitent et créent nos éléments de débat et notre identité. Il n'empêche que ces deux questions sont percutées de plein fouet depuis de nombreuses années désormais par une autre question : la question écologique. Guillaume l'a abordée longuement. Il est évident que nos États généraux devront prendre à cœur de régler cette épineuse question qui impacte la question sociale et la question démocratique. Mais au surplomb de tout cela, et ce parti a une vieille histoire en faveur de la construction euro-

péenne. Le Parti socialiste d'Épinay, un de ses premiers grands gros débats, c'est la convention de Bagnolet, en 1973, où nous avons à l'époque, déjà, eu de lourds débats sur la question européenne. Il avait fallu, à l'époque, mon cher Jean-Christophe, que le premier secrétaire d'alors, François Mitterrand, mette tout son poids dans la bataille pour que le Parti socialiste suive la ligne qu'il avait lui-même préconisée. Donc, ce sont ces quatre questions qui doivent fondamentalement orienter notre réflexion : la question européenne, la question sociale, la question démocratique, et la question écologique.

Et nous devons être capables, au travers de ces États généraux, de nous retrouver dans ce qui fait notre bien commun, notre identité, et c'est fort de ces biens communs, de cette identité commune qu'alors nous pourrions affronter les débats légitimes, normaux, que nous devons avoir lors de nos congrès, car nos congrès ne sont rien d'autre qu'à chaque fois des congrès d'orientation de la ligne politique. Et à cet égard, je le dis très franchement, contrairement à ce qui a pu être écrit de ci, de là, il n'y avait pas seulement que quelques camarades qui étaient favorables à ce que le congrès n'ait pas lieu en 2016, mais que ce congrès ait lieu en 2015. C'est une volonté partagée, c'est une volonté commune. Donc, pour notre part, nous sommes extrêmement satisfaits que le congrès puisse se dérouler en juin 2015, même si, chacun le sait, on le voyait bien aux réactions des uns et des autres, lorsque Jean-Christophe abordait les différentes hypothèses

de date, aucune date n'est totalement satisfaisante entre les élections départementales, les élections régionales, le contexte économique et social, la perspective de l'élection présidentielle. Mais ce doit être notre force, d'être capable, fort de notre identité réaffirmée lors de ces États généraux, d'aborder ce congrès d'orientation de notre ligne politique, non pas en rétroviseur, mais pour voir les années qui viennent. Donc, merci Jean-Christophe de cette proposition, et nous serons nombreux, je n'en doute pas, à la valider. Merci chers camarades.





KARINE BERGER

Mes chers camarades, Guillaume l'a rappelé de manière d'ailleurs très convaincante, nous agissons, nous décidons, nous votons des lois, et nous faisons avancer le progrès dans ce pays. Et pourtant, dans le même temps, nous savons tous que la gauche, celle qui nous a portés au pouvoir, semble s'impatienter. Alors, c'est peut-être parce que, comme chaque fois, nous avons une sorte de tension entre l'exercice du pouvoir et sa conquête. Toujours est-il qu'aujourd'hui, notre objectif, après la conquête du pouvoir, après un exercice qui est actuellement difficile, doit être la reconquête du pouvoir, comme Jean-Christophe l'a évoqué. La reconquête du pouvoir, elle passe nécessairement par l'établissement, le rétablissement de notre identité. Et c'est bien évidemment la première démarche des États généraux que de refixer cette identité.

Je regardais cette semaine l'ensemble des contributions, enfin pas l'ensemble, il y en a trop, mais une partie des contributions des États généraux. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la gauche a des idées. Qui peut prétendre, après cet exercice, que les socialistes n'ont pas des propositions et n'ont pas des idées ? Eh bien, puisque nous sommes au pouvoir, il suffit désormais de les appliquer.

Avec d'autres membres de mon groupe « *Cohérence socialiste* », nous avons fait un certain nombre de propositions et je voudrais en évoquer quelques-unes. Tout d'abord, faire en sorte que la laïcité ne reste pas dans les mains et dans la voix

du Front national, tel que nous sommes en train de le constater depuis quelques mois. Combattre le Front national sur ce terrain-là, ça passe peut-être aussi par le fait de changer nos réflexes qui, parfois, s'apparentent à une forme de politique un peu ad hoc et qui ferait par exemple que, au sein du Parti socialiste, nous pourrions imaginer une charte qui fasse que nos élus ne se rendent jamais, je dis bien jamais, à des offices religieux en tant qu'élus. Peut-être que la laïcité, le combat pour la laïcité, ça passe d'abord par un changement de certaines de nos habitudes. Et puis, avec d'autres camarades, des secrétaires fédéraux à l'économie, nous avons aussi essayé de faire des propositions sur la question de la fiscalité, le fait de rétablir une confiance en l'impôt, de rétablir la capacité que nous avons, y compris dans l'exercice du pouvoir, de faire confiance à l'impôt pour ressouder le sentiment républicain.

Et puis, il y a d'autres propositions. Il y a des propositions sur les institutions. Là, c'est assez marquant de voir qu'on revient au fond à ce qu'écrivait François Mitterrand dès 1971 : la V<sup>e</sup> République est en mesure, aujourd'hui, d'abandonner son petit côté autoritaire et de laisser le Parlement décider et le président présider. Bref, nous avons énormément d'idées. Et il est évident que si la gauche est aujourd'hui, pour certains, en danger, ce n'est certainement pas faute d'idées.

Alors pourquoi, dans ce cas-là, nous avons ce sentiment de flottement ? Eh bien, je pense, il faut le dire, c'est parce que nous avons, depuis quelques mois, depuis peut-être quelques se-

maines en tout cas, le sentiment de vivre un débat interdit. Le débat interdit, il est entre ce que nous voulons faire, entre toutes ces idées qui apparaissent à l'occasion des États généraux, et puis parfois ce que nous votons. Un débat interdit qui, à mes yeux, est le véritable danger pour notre unité et pour notre majorité. Notre parti a le devoir de préserver l'unité en crevant l'abcès de ce débat interdit. Ce sera bien évidemment l'un des rôles de notre congrès après les États généraux.

Je veux vous donner simplement un exemple qui m'a frappé quand tu as pris la parole, Guillaume. Le jour-même, le jour même où le Parti socialiste auditionnait Lucie Watrinet sur la lutte contre l'optimisation fiscale et les paradis fiscaux, le jour-même où les États généraux prenaient la contribution de lutte contre l'optimisation fiscale et l'évasion fiscale, au Parlement, nous avons vu nos amendements sur le sujet repoussés avec un avis négatif du gouvernement, le jour-même. C'est un exemple, et ce n'est qu'un exemple qui, au fond, ne doit pas cacher l'ensemble des progrès et l'ensemble des lignes que nous avons réussi à avancer au cours de ces dernières semaines sur le budget. Mais c'est un exemple qui, je le crois, est assez symbolique de tout ce qui nous reste à faire à l'intérieur de ce congrès. Nous devons utiliser ce moment pour clarifier nos débats, notamment ces fameux débats interdits, nous devons utiliser ce moment, évidemment, pour que la prise de responsabilité collective soit celle du rassemblement autour de l'exercice du pouvoir, et pas contre l'exercice du pouvoir. Nous avons le devoir de faire en sorte que ce congrès fixe les voies, les moyens, et les fins de la reconquête de 2017. C'est le moment où les militants doivent choisir, c'est le moment où les militants socialistes doivent nous dire quelles sont les voies les moyens de cette reconquête et de cette deuxième partie du quinquennat. Jean-Christophe, tu as raison de rappeler que le congrès ne peut être rien d'autre que la réussite de la fin du quinquennat. Mais je pense qu'il faut dire dès ce matin que c'est aux militants de fixer les conditions de cette réussite en juin prochain.



## JUAN ANTONIO REDERO

Le temps des contributions aux États généraux du PS est arrivé à son terme. Notre motion y a pris toute sa place en contribuant largement, en solo ou à plusieurs sur le site dédié, en participant dans les sections et les fédérations à l'écriture de multiples textes proposés, mais également en formulant dès juin 2014 dix propositions pour changer le PS. Dix propositions qui ont reçu la signature de près de 1200 de nos camarades issus de toutes les sensibilités de notre parti. Ce travail devra, c'est sûr, être mené à son terme. Mais il convient d'ajouter à ce chantier une vaste réflexion sur notre fonctionnement.

Le congrès de Toulouse a vu naître une nouvelle génération de militants, issus du terrain ou venus d'autres horizons : associatifs, paramunicipaux, syndicaux, voire des trois à la fois. Ils voulaient être représentés par des camarades qui leur ressemblent vraiment. Certes maladroits, certes peu au fait des pratiques de l'appareil. Ils ont essayé de faire entendre leur voix au-delà de la musique convenue, imposée d'en haut.

En concentrant tous les élus socialistes sur une seule motion, le parti a pérennisé une nouvelle caste professionnelle de la politique, s'exemptant de tout compte à rendre aux militants. Les privilèges accompagnant ces statuts leur donnent donc des droits divins de cooptation, de désignation et de reconduction sur tous les mandats exécutifs. Ces privilèges leur donnent bien plus que la simple majorité dans toutes les sections et toutes les fédérations, ils usent et abusent sans vergogne du partage équitable.

L'exemple du choix de ticket pour les cantonales en est le meilleur exemple. Et ce alors même que des milliers d'élus socialistes sont partis au casse-pipe depuis deux ans. Les européennes ont été le théâtre d'une mobilisation minimale de la part de ce qu'il reste de militants, en particulier là où il y a eu des parachutages. Même les grands élus sur le terrain n'ont pas mené campagne. Au point que notre candidate socialiste s'en est plainte dans notre grande région du Sud-Ouest. Nos élus ne militent plus que quand ils sont eux-mêmes candidats.

Si ce magnifique tourbillon des idées que sont les États généraux sert à pérenniser ce fonctionnement du pouvoir entre les mains de quelques-uns, alors le recul sans précédent de notre parti en termes de siège va se poursuivre sur tout le territoire, et surtout, le Front national va percer partout, avec ses candidats jeunes et déterminés qui tiendront un discours populiste, un discours de stigmatisation qui peut séduire les populations désespérées qui ne croient plus aux politiques.

Adieu associations solidaires, adieu aides aux plus démunis, adieu à la culture, adieu au millefeuille administratif qui fera leur popularité. Ils ont déjà montré de quoi ils sont capables. L'avenir est entre nos mains. Sans l'installation d'une vraie démocratie sincère et inclusive dans notre parti et dans l'ensemble de la société, nous allons, nous en sommes persuadés sans être de grands analystes politiques, dans le mur sur lequel nous nous écraserons pour avoir fermé les

yeux devant l'évidence. Le temps de l'oligarchie au sein du parti est révolu. Les militants l'ont clairement exprimé.

Je voulais terminer d'un mot dans ma langue natale, puisque nous sommes européens : *podem*, qui veut dire, nous pouvons le faire. Ce n'est pas seulement un slogan, mais c'est déjà le nom d'un parti très jeune en Espagne qui monte, issu du mouvement des Indignés.

Mais je profite de cette tribune, suite à l'annonce de la date du congrès début juin en 2015, pour lancer un appel à nos camarades qui veulent le changement prévu pour hier, qu'ils rejoignent les 1200 signataires de la pétition lancée par « *Oser la gauche socialiste* », pour que les mots réunis au cours de ces mois passés, ne servent pas d'écran de fumée à nos barons nationaux afin de continuer leurs pratiques politiciennes mais qu'ils servent de clé pour ouvrir la porte à la démocratie. Une démocratie participative, seule garante de toutes les libertés, de l'égalité pour tous et de la fraternité entre les peuples. Merci.





## JULIETTE MÉADEL

Chers amis, chers camarades, je voulais revenir sur les États généraux du parti, mais j'entends que, même si le congrès n'a pas encore commencé, on a l'impression qu'on est déjà un peu dans une phase de congrès. Je voulais juste m'arrêter, avant qu'on en arrive au congrès, puisque ça va venir vite, je voudrais m'arrêter juste un instant sur l'identité du parti que nous sommes en train d'élaborer ensemble. Alors, j'entends que nous aurions besoin de redéfinir notre identité parce que nous ne saurions pas qui nous sommes. Mais rien n'est plus faux quand on juge, quand on lit ces contributions, on voit bien que ce ciment, ces valeurs partagées, sont fortes. Et cette identité sera le ciment du parti au lendemain du congrès. Ce ne sont pas que des mots, comme ça, convenus. Loin de là. C'est assez frappant de voir comment dans les contributions, et en particulier il y a les contributions les plus importantes qui ont concerné la question démocratique. Et la question démocratique avec une visée pas du tout de renverser la table puisque nos concitoyens et nous militants, nous avons bien compris que la question n'est pas le tuyautage républicain, institutionnel ou la gouvernance. La vraie question, c'est, comment nous faisons vivre cette démocratie, et comment, dans le cadre républicain actuel, nous réussissons à la vivifier, à lui donner du sens et à renouveler la façon dont nous décidons, dont les responsables politiques se saisissent et entendent le message qui leur est délivré. Alors non, cette identité, nous ne la redéfinissons pas parce que nous ne savons pas qui nous sommes. Nous savons très bien qui nous

sommes, mais c'est vrai que le monde a changé plus vite que le Parti socialiste. Donc, le travail que nous sommes en train de faire, c'est une forme de rattrapage idéologique face à un temps qui s'est accéléré, et toute la question, maintenant, c'est de savoir comment nous ancrons nos valeurs, comment nous ancrons cette identité dans un monde qui a été bouleversé. La globalisation et l'interdépendance entre les économies, ce lien indestructible aujourd'hui, c'est la mécanique de l'aile de papillon entre une décision qui est prise à l'autre bout de la planète et ses répercussions sur la réorganisation d'une entreprise dans un territoire, ces mécaniques-là, même aussi les flux numériques, les flux migratoires, ce mouvement qui s'accélère a diminué le sentiment pour les États d'avoir du pouvoir sur le changement et du pouvoir sur nos sociétés.

Alors évidemment, les outils traditionnels de politique publique semblent décalés, inefficaces, ringards pour certains, et c'est ces outils-là que nous devons aussi réinventer. Mais dans les États généraux du parti, nous n'en sommes pas aux outils, nous n'en sommes pas à savoir s'il faut diminuer d'un point ou de deux point la TVA, nous n'en sommes pas à savoir s'il faut doser un peu plus ou un peu moins la demande par rapport à l'offre. De toute façon, on sait bien que les deux fonctionnent ensemble. Donc, le sujet n'est pas là, le sujet, ça n'est pas l'outil de politique publique, le sujet, c'est notre identité, c'est-à-dire ce pour quoi nous sommes prêts à nous battre, et ce qui nous touche le plus. Autrement dit, la

façon dont nous luttons contre les injustices, la façon dont nous incarnons une stabilité face à un capitalisme instable, un capitalisme instable mais pérenne, un capitalisme qui bouleverse les vies, nos vies, sur une simple décision prise dans un conseil d'administration, où l'objectif, c'est la rentabilité financière maximum, un capitalisme instable parce que c'est un capitalisme qui s'appuie sur le pouvoir des banques, qui utilise la menace de la faillite bancaire pour obtenir le soutien des États. C'est ce capitalisme-là avec lequel nous devons non pas composer, mais avec lequel nous devons rappeler l'importance de l'intervention de la puissance publique, et avec lequel nous devons, et c'est l'un des points forts des États généraux, inventer ce nouvel interventionnisme public. C'est-à-dire un État qui sait, sur la finance, se mettre d'accord avec d'autres États, au niveau européen, au niveau mondial, lutter contre les paradis fiscaux, et l'union bancaire a commencé à faire du travail, mais il faudra aussi que nous ayons la capacité, nous, en France, de dire, y compris lorsque le président de la Commission européenne qui est l'ancien président d'un pays qui a pratiqué l'évasion fiscale à grande échelle, il faudra que nous soyons capables de dire que ces pratiques-là, aujourd'hui, ne doivent plus avoir lieu. D'ailleurs, le secrétaire général de l'OCDE l'a dit hier dans Le Monde : la lutte contre la fraude fiscale, contre le secret bancaire, sont aujourd'hui des causes mondiales et nationales.

Alors, il nous faudra, chers camarades, à la fin de ces États généraux, être stables, confiants, sûrs de notre identité et le travail qui est mené par Guillaume en donne des prémices tout à fait favorables, et je crois qu'il nous faudra, ensuite, qualifier cette identité, et je trouve que le mot de progressisme social pourrait être l'une des façons de qualifier cette identité, non pas avec cette idée que dans progressisme, il n'y a que le progrès scientifique et technique, mais avec l'idée que dans progressisme, il y a social, autrement dit que la bataille pour le progressisme social, c'est l'idée de donner à chacun la possibilité d'avoir une vie bonne, comme disait le philosophe, mais surtout d'avoir les moyens de s'émanciper sur le plan social. Et je crois que le progressisme s'inscrit donc à rebours complet du conservatisme. Le conservatisme qui bloque les avancées de la société, le conservatisme qui bloque le progrès pour l'égalité.

Et puis, il y a aussi dans cette idée de progressisme social, il y a aussi ce combat pour l'avenir. Alors, nous avons en France, je crois, une fragilité, une difficulté à vouloir anticiper l'avenir. On a vu le masochisme français, la Une des hebdomadaires de cette semaine, le pessimisme. Et ne nous y trompons pas, il sert des mouvements qui sont de plus en plus violents. Je veux parler évidemment, non pas du vote Front national qui monte dans les urnes, mais des mouvements de rue. Il y a évidemment les mouvements, les Black blocs et autres petits mouvements de jeunesse dangereux, mais il n'y a pas que ça, d'ailleurs, ce

ne sont pas des mouvements de jeunesse. Mais il n'y a pas que ça. Il y a aussi maintenant le patronat qui s'y met. C'est-à-dire qu'on est dans un moment de durcissement, de radicalisation, qui nous oblige, nous, à faire face à cette radicalisation avec beaucoup de sérénité et beaucoup de stabilité. Cette radicalité qui monte, elle est explosive, et je voudrais dire ici qu'elle nous oblige à faire preuve de sang-froid.

Je conclurai avec cette idée de la nouvelle démocratie, cette idée d'une démocratie que nous devons contribuer à réinventer. Je n'ai pas l'impression que dans notre fonctionnement politique général, nous n'ayons pas la possibilité de dire les choses pour être assez... On a un système médiatique qui offre à tout un chacun la possibilité de s'exprimer, y compris quand il n'est pas d'accord, donc il n'y a pas de débat qui ne serait pas autorisé, et je crois que c'est ça la richesse et du PS et de la France, c'est qu'il permet à chacun d'exprimer, à chacun de la société civile d'exprimer une pensée pour faire, comme le disait un grand homme que vous connaissez bien, pour faire en sorte que mille fleurs s'épanouissent. Merci.



## EDUARDO RIHAN-CYPEL

Chers amis, chers camarades, monsieur le Premier secrétaire, non, non, je ne ferai pas d'allusion à d'autres sujets d'actualité, je viens ici à la tribune de notre Conseil national pour vous dire, à la fin de ce processus des États généraux que nous avons conduit, des socialistes, qui a permis à des centaines et des centaines et des centaines de contributions, des milliers de contributions, et donc à des milliers de militants, de socialistes, d'élus, de cadres, de dirigeants de notre famille politique de s'exprimer et d'aborder les idées et les idéaux pour demain, pour reformuler notre identité comme l'a souhaité le premier secrétaire et pour préparer, justement, notre tâche d'avenir. Mais au moment où nous finissons ce processus des États généraux et que nous avons donc commencé par les idées, viendra maintenant celui du congrès dont la date est proposée aujourd'hui début juin 2015, et pour laquelle la sensibilité à laquelle j'appartiens validera et je suis convaincu que cette salle et ce Conseil national saura valider ce moment. Les dates sont toujours difficiles. Il y a parfois davantage d'inconvénients que de choses positives mais c'est ainsi, il faudra bien que nous le fassions. La date est là, et nous, pour notre part, nous allons la valider. Mais il reste quand même un sujet, parce que nous connaissons tous, ici dans cette salle, notre capacité à mener parfois des débats qui ne sont pas tout à fait utiles, qui ne sont pas tout à fait sincères, qui ne sont pas toujours authentiques, et je prends y compris ma part de responsabilité.

Si ce congrès doit être utile, et il le sera, il doit être à une et seule condition : il doit être d'abord

utile aux Français, il doit être utile à la France. C'est à eux que nous devons nous adresser, bien sûr à nous-mêmes, et d'une certaine manière, pour que ce congrès soit utile aux Français, il doit être d'abord utile aux socialistes et c'est la raison pour laquelle je souhaite que nous ayons des débats vraiment authentiques, non pas simplement avec quelques coups tactiques pour avoir ici ou là quelque intérêts de court terme à l'intérieur d'une famille politique, la nôtre, qui à bout de souffle, il faut le reconnaître, compte tenu de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Et chacun, me semble-t-il, a sa part de responsabilité. Donc, je souhaite et nous souhaitons que ce débat et ce congrès soient utiles aux Français, à condition que nous abordions les vraies questions qui intéressent la gauche, qui intéressent ou inquiètent les socialistes, et par voie de conséquence, sauront intéresser les Français.

Je pense par exemple, parce que je suis un élu de ces territoires, que nous devons aussi nous adresser à ces Français qui doutent, d'abord aux Français de gauche, d'abord aux Français qui ont fait confiance aux socialistes pour gouverner, ces Français qui sont dans les territoires de la France périphérique, qui souffrent. Il y a cette France qu'on dit des oubliés, mais c'est à nous de ne pas les oublier, c'est à nous d'aller vers eux, en parlant leur langage et pas simplement une langue qui soit uniquement compréhensible des socialistes.

Cette idée me paraît fondamentale. Elle est d'autant plus fondamentale que je pense avec un

certain nombre d'entre vous que nous sommes à un tournant historique en France. Et la question, elle est simple : est-ce que les socialistes seront à la hauteur du moment historique que traverse notre pays ? Ou est-ce que nous serons uniquement intéressés par nous-mêmes, incapables de nous dresser vers les enjeux d'avenir qui se posent à la France, qui se posent à l'Europe et qui se posent évidemment à l'ensemble du monde, sur tous les sujets qui sont là ?

L'année prochaine, au moment où nous tiendrons notre congrès, se tiendra aussi la grande conférence nationale sur le climat. Ce n'est pas un petit moment dans l'histoire de la France, ce n'est pas un petit moment dans l'histoire de l'Europe, et c'est encore moins un petit moment dans l'histoire de l'humanité. Mes camarades, nous devons être à la hauteur de ce moment qui me semble historique et commencer à dessiner ce que j'appelle depuis quelque temps la gauche de l'après-crise parce que, en 2008 ou en 2007, le monde a failli basculer. Et nous n'avons pas su trouver toutes les réponses, et ce d'autant plus que c'était davantage des gouvernements conservateurs qui étaient aux responsabilités mais d'une certaine façon, par la crise, un certain nombre de nos fondamentaux idéologiques ont gagné. Et je souhaite en effet que les socialistes, parce que la tentation hégémonique de la finance reste un horizon indépassable pour les socialistes et pour la gauche. Et nous devons être à la hauteur de trouver des règles, des régulations nouvelles, là où le capitalisme a bouleversé tout sur son passage et aujourd'hui, nous assistons à une lutte mortelle, à un combat sans pitié entre l'autorité de la chose publique et la force des intérêts privés. C'est un combat du XXI<sup>e</sup> siècle. Et je souhaite que les socialistes soient capables d'apporter des réponses, soient capables d'apporter des idées qui non seulement nous intéressent nous-mêmes mais qui soient capables de mobiliser les Français, mobiliser les Européens, tous les progressistes, pour mettre des règles là où le capitalisme mondialisé et financiarisé a bouleversé tout sur son passage en matière de régulation de l'État providence.

À nous, en conséquence, de renouveler tout cela, de ne rien abandonner de nos valeurs, d'être parfaitement capables d'inventer les solutions d'avenir, de ne rien nous interdire dès lors que nous sommes fidèles à ce que nous sommes. Eh bien, je crois que ce sont des bons ingrédients pour non seulement aborder ce Conseil national, commencer à préparer notre congrès et nous adresser à la hauteur qu'il convient devant les Français.



## PASCALE BOISTARD

Bonjour à toutes et à tous, bon, c'est la dernière fois que je prendrais la parole en tant que première fédérale, je passe la main à un moment du vote sur les États généraux et j'en suis très heureuse pour celles et ceux qui auront à assumer cette tâche magnifique mais aussi parfois compliquée, il faut le dire, surtout depuis un certain temps.

Ce que je voulais vous dire, et je reconnais des camarades de la Somme là-bas, c'est d'abord merci à Jean-Christophe et à toute l'équipe d'avoir, oui, entendu les militants, et fixé ce calendrier pour notre congrès. Mais avant toute chose, et c'est Juliette qui le disait tout à l'heure, nous sommes riches de propositions, riches d'idées multiples et variées, nous avons un devoir qui doit être un devoir qui s'applique à toutes et à tous, c'est le devoir de nous respecter. Nous pouvons ne pas être d'accord sur tout, nous pouvons avoir aussi des idées d'évolution dans le fonctionnement de notre parti, mais je crois que le respect, c'est aussi une des valeurs que nous devons partager, et que pousser la porte du Parti socialiste n'est jamais un engagement anodin. Il se construit en général sur la base de beaucoup de valeurs, mais aussi sur un parcours personnel, un parcours d'engagements qui se construisent et qui nous font, un jour, pousser cette porte de ce parti qu'on a facilement envie, souvent, de critiquer, mais qui, finalement, nous réunit toujours puisque, aujourd'hui, nous sommes quand même assez nombreux.

Je voulais vous dire aussi, sur notre identité, si vous voulons partager aussi une identité riche de toutes celles et ceux qui composent ce parti, il ne faudra pas se limiter à juste réaffirmer que nous sommes féministes, parce qu'il ne faudrait pas oublier tous les mots en « *iste* » ou « *isme* », mais il faudrait, et c'est une des réussites de ce gouvernement et des parlementaires, et des militants sur le terrain, peut-être, y appliquer notre méthode, que nous mettons en acte dans le réel, qui est cette transversalité du féminisme. Ici, tous ceux qui ont poussé la porte du Parti socialiste savent d'emblée qu'ils étaient aussi féministes et ce n'est pas un combat des uns contre les unes ou les unes contre les uns mais c'est bien un combat qui nous anime tous et toutes, et je souhaiterais qu'au-delà de la démocratie et de la citoyenneté, nous sachions aussi que nous pouvons penser la politique, une politique dans nos collectivités par exemple, en pensant à la présence de toutes et tous dans la cité, et donc la présence de toutes et tous aussi dans notre projet et notre identité. Merci.



## YANN GALUT

Chers camarades, cher Jean-Christophe, tout d'abord merci à toi et à la direction du parti d'avoir lancé cette initiative des États généraux du PS. Je crois qu'on est tous d'accord pour dire qu'il faut non seulement réfléchir mais redéfinir notre identité. Mais je crois qu'il y a un autre débat que nous ne devons pas négliger et je ne sais pas si ce débat, on le situe dans les États généraux ou dans le futur congrès, mais moi, il m'interpelle maintenant depuis deux ans, deux ans et demi que nous sommes en responsabilité : avons-nous mesuré le choc des primaires ? Avons-nous mesuré ce que ça représente dans notre fonctionnement, pour le Parti, pour le président de la République et pour la majorité du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ?

À partir du moment où ce sont les sympathisants, le peuple de gauche qui a désigné notre candidat, après bien sûr un processus que nous avons voulu, que nous avons voté, que nous avons acté, que nous avons accompagné, la nature même du rôle du Parti socialiste se pose en question. Concrètement, depuis deux ans, deux ans et demi, au-delà de tout ce qui est fait, au-delà de tous les communiqués, de toutes les prises de position que tu as rappelées Guillaume, concrètement, mes chers camarades, à quoi servons-nous dans le processus actuel ? Comment faire qu'il y ait une liaison logique, cohérente, entre le Parti socialiste, le groupe socialiste, le peuple de gauche et le gouvernement ? Oui, il faut le reconnaître, aujourd'hui, nous avons, sur ce point-là, un problème de positionnement et un problème

de fonctionnement. Le fait d'avoir eu recours à ces primaires que nous soutenons, que je salue, qui nous ont permis cette victoire en mai 2012 nous pose ce problème de fonctionnement institutionnel entre le parti, le groupe et le président de la République.

Je vais être très franc avec vous : il y a des débats interdits. Au groupe socialiste, toutes les semaines, tous les mois, nous avons des questionnements. Et les questions que nous avons, comment sont-elles tranchées ? Je vais vous donner un exemple aussi très concret : on a un vrai débat, on a eu un vrai débat parce que ce n'était pas une question anodine. Le président de la République, le gouvernement a annoncé en décembre 2012 le fameux CICE. Pourquoi pas ? Mais c'était quand même un changement d'orientation, un changement de paradigme qui n'avait pas été abordé, ni dans notre programme socialiste, ni dans la campagne des présidentielles. Tout simplement une baisse de charges massive pour les entreprises pour, bien sûr, relancer la compétitivité et l'innovation, mais moi, ce qui me pose problème, et ce qui m'interpelle, l'idée est peut-être bonne, elle va peut-être fonctionner, mais qui l'a validée ? Est-ce que nous pouvons faire en sorte, accepter que seul le président de la République, dans le dispositif actuel, décide de l'orientation ? Est-ce qu'il y a un moment donné, même si nous avons voté pour au groupe socialiste, est-ce qu'à un moment donné, ce genre de questions ne peuvent pas être tranchées, débattues positivement ou non par les militants du

Parti socialiste ? Et donc, c'est ça la question qu'il faut que nous nous posions : la relation entre le Parti socialiste et les questions essentielles qui sont posées par le gouvernement dans la période où nous avançons ensemble.

Karine Berger l'a rappelé : au moment même où notre parti est en pointe depuis des mois et des mois sur la lutte contre l'évasion fiscale, sur la lutte contre l'optimisation fiscale, nous avons un refus du gouvernement sur des amendements qui avancent sur cette question-là. N'y a-t-il pas une place dans notre organisation pour faire en sorte que ces grands débats-là, qui sont des grands débats d'orientation, soient tranchés. Par qui ? Par ceux qui nous mandatent. Parce que c'est vrai que parfois on est un peu seul au groupe pour dire : qui je représente ? Quel doit être mon vote ? Et donc moi, je pense que, non seulement, il faut bien entendu s'interroger sur l'identité du Parti socialiste, sur notre charte, sur nos valeurs, mais il faut aussi qu'on trouve un fonctionnement qui fasse que les militants que vous êtes, les militants que nous sommes puissent se retrouver dans les grandes orientations et dans des grands débats.

Vous savez, il est de tradition depuis quelques temps, beaucoup à droite et parfois à gauche, qu'on fasse la référence à l'Allemagne, dans son mode de fonctionnement. On peut aussi faire la référence à ce qui se passe en Italie, qu'on soit, là aussi, d'accord ou pas. Moi, ce que je remarque et ce que je constate, c'est que les projets de Matteo Renzi, qu'on les apprécie ou pas, il prend le temps, dans toutes les grandes orientations qui sont les siennes, de venir dans le Parti socialiste italien, de poser la question aux militants et aux cadres du Parti socialiste et de faire trancher les débats.

Donc, je crois, cher Jean-Christophe, chers camarades, que cette question-là, du fonctionnement du Parti socialiste, et aussi du suivi, un autre exemple qu'il faut mettre en débat : 300 candidats socialistes aux élections législatives, 300 candidats socialistes qui s'engagent par exemple au non-cumul des mandats, 300 candidats socialistes qui signent une lettre à l'époque à la première secrétaire nationale, Martine Aubry, à démissionner de leur poste de non-cumul des mandats au 30 septembre 2012. Combien d'entre nous l'ont fait ? Posons-nous aussi cette question-là, du rôle du Parti socialiste aussi par rapport à ses élus.

Pour conclure, mes chers camarades, merci à toi Jean-Christophe d'avoir organisé ces États généraux, merci aussi parce que nous avons besoin de trancher les débats et clarifier les choses, de faire que notre congrès soit en juin 2015. Mais faisons aussi en sorte de renouveler nos pratiques et nos fonctionnements pour que, tout simplement, les grandes décisions d'orientation politique soient tranchées aussi au sein de notre parti. Je vous remercie.



## BENOÎT HAMON

Mes chers camarades, je vais évoquer principalement une question liée à l'actualité et essayer de la relier d'ailleurs aux propos qui ont été ceux de Guillaume Bachelay sur l'identité du parti. Vous dire pour commencer que j'approuve, pour ce qui me concerne, le choix de la date du congrès pour juin 2015. Je pense que c'est le bon moment. Jean-Christophe Cambadélis l'a dit. Que nous aurons à dénouer un certain nombre de débats. Il a évoqué le fait qu'il considérait que la clé de la crise, aux yeux des commentateurs, c'était l'éclatement du Parti socialiste. Karine a dit, à ses yeux, que la clé de la crise de confiance de notre électorat, vis-à-vis de ce que nous faisons, c'est d'abord l'action, ce débat interdit qu'elle évoque, entre ce que nous pouvons dire et ce que, simultanément, nous faisons. Et nous aurons ce débat. Nous l'aurons en temps et en heure, il a commencé aujourd'hui et je m'en réjouis. J'y participerai. Nous l'aurons pour voir de quelle manière le congrès du Parti socialiste, juste après des élections cantonales vis-à-vis desquelles il ne faut évidemment pas abdiquer, annonçant à l'avance une défaite, comme il ne faut pas abdiquer face à la défaite annoncée aux régionales et notamment face au Front national.

Je pense qu'on est aujourd'hui nombreux à écouter ce qui se dit, à voir justement les commentateurs nous annoncer que Marine Le Pen pourrait être présidente de Région. Il ne s'agit pas juste de nous contenter de participer à une forme de prophétie auto-réalisatrice, mais bien de mettre en place une stratégie à tout le moins pour essayer

d'éviter de toutes nos forces que cette perspective ne se réalise.

Le débat, nous l'aurons, et je me réjouis qu'il puisse s'organiser, se distribuer de la façon dont je l'ai d'ores et déjà entendu ce matin. Mais je voudrais faire le lien, pardon, je vais parler d'actualités, peut-être que je n'étais pas attendu sur le sujet, mais avec ce qu'a dit Guillaume Bachelay sur notre identité. Il a dit cette phrase qui est très juste : « *L'identité, ça permet d'être identifiable.* » Et nous avons, dans notre actualité, matière à nous réjouir du fait que les socialistes, sans être embarrassés par leur passé, dans la fidélité à des orientations historiques, vont proposer au vote de l'Assemblée nationale et du Sénat une résolution sur la reconnaissance de l'État de Palestine, qui va être un acte politique et symbolique extrêmement fort. Je le dis parce que nous l'avons fait dans un climat de débat au sein du groupe socialiste d'une très grande qualité, quelles que soient les nuances et les positions qui pouvaient être celles des uns et des autres. Nous l'avons fait dans un dialogue avec le gouvernement, qui n'était pas simple. L'intérêt de notre diplomatie n'est pas forcément d'être mise sous pression par l'Assemblée nationale et probablement sur le même texte, je le souhaite, le Sénat demain, avec une invitation à ce que le gouvernement reconnaisse l'État de Palestine. Mais pourquoi l'avons-nous fait ? État palestinien, comme quoi il y a des débats ! Pourquoi l'avons-nous fait ? D'abord parce que nous voulions être fidèle justement à cette histoire qui, depuis le discours de François Mitterrand à la Knesset amène les socialistes à dire

qu'il faut deux États qui coexistent en paix. Dans les frontières de 1967 et depuis, en assumant le fait que Jérusalem soit la capitale des deux États. C'est notre position historique, pas simple, mais c'est notre position historique, et nous la portons. Nous avons aujourd'hui un contexte, de surcroît, en Israël et en Palestine qui nous amène à dire quoi ? Que le processus de paix est totalement bloqué, que ceux qui ont voix au chapitre sont d'abord ceux qui ne veulent pas reprendre les discussions et qui conduisent un cycle infernal de violence, cycle infernal de violence qui se traduit en ce moment par des attaques aux voitures béliers contre des passants dans les villes d'Israël, qui répondaient à une intervention bordure protectrice à Gaza qui a fait des centaines de morts. Bref, un cycle de violence.

Nous avons voulu dire quoi ? Qu'après la décision du gouvernement suédois de reconnaître l'État palestinien, après la décision du parlement britannique d'inviter son gouvernement, lui aussi membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies, comme nous, ce qui n'est pas neutre, à reconnaître l'État palestinien, nous devons faire ou prendre une décision de la même nature.

Et je veux en revenir sur le contexte national et terminer par cela. C'est aussi l'intérêt très pragmatique de la France parce que nous avons intérêt à la stabilité dans le bassin méditerranéen ; et nous savons que ce conflit matrice à bien des égards explique l'instabilité du bassin méditerranéen. Et sert d'ailleurs de prétexte à toutes les instrumentalisation, notamment quand on confond anti-sionisme et antisémitisme délibérément, ou quand l'antisémitisme est le prétexte à une recrudescence réel de l'antisémitisme aujourd'hui, en France.

Eh bien, à travers cet acte politique et symbolique fort, que va faire le Parti socialiste ? Couper l'herbe sous le pied à tous ceux qui veulent importer ce conflit ici, non pas en lui donnant une lecture politique mais en lui donnant une lecture religieuse : juifs contre musulmans. Nous allons couper l'herbe sous le pied à ceux qui disent : « *Sur ce sujet, c'est toujours deux poids deux mesures.* » Eh bien, c'est le Parti socialiste qui va être à l'initiative de cette résolution. Et comme membre de la commission des affaires étrangères, qui a travaillé sur ces questions depuis quelques semaines, je me réjouis que le 28 novembre, alors que ce débat nous l'avons commencé il y a quelques semaines, le 28 novembre, dans quelques jours, solennellement, l'Assemblée nationale française va inviter, je l'espère, le vote n'a pas encore eu lieu, le gouvernement français à reconnaître l'État palestinien. Et le Sénat derrière. Cet acte-là, dans le contexte qui est le nôtre, où justement on parle du lien entre ce que nous disons, ce que nous voudrions faire, à horizon plus ou moins lointain et ce que nous faisons, je pense que c'est un acte important, utile, et je n'ai pas peur de le dire aussi, utile vis-à-vis

d'une partie de notre électorat qui a eu l'impression, à un moment, que nous n'étions plus tout à fait sur cette position historique qui était celle de la gauche et des socialistes vis-à-vis de l'issue à ce conflit.

Je pense que c'est important, moi je ne voulais parler que de ça pour l'instant, il y aura matière à discuter beaucoup, mais je pense que ça nous permet de faire le lien justement avec l'utilité d'un travail sur notre identité et ce que nous faisons aujourd'hui, on voit là qu'on peut parfaitement être socialiste sans être embarrassé par l'histoire du socialisme.



## ELSA DI MEO

Le hasard de la liste d'inscription va me permettre, Benoît, de répondre tout de suite à ta première inquiétude qui était celle de la mise en place d'une stratégie sur la question de la lutte contre le Front national.

Je voudrais juste en profiter pour dire que je suis un peu déçue depuis le début de la matinée, je sais que c'était très important pour tout le monde que la date du congrès soit convoquée, mais parce que la phase des États généraux, quand on regarde les textes des États généraux, ça a une richesse particulière, c'est que les militants l'ont fait sans enjeux de pouvoir. Et on y trouve, du coup, non seulement beaucoup de choses mais aussi beaucoup de réponses qui ont une complexité, qui ont une vérité qui est, à mon sens, d'une richesse exceptionnelle et qui doit prendre le temps d'être portée aujourd'hui, et qui doit prendre le temps que les socialistes se l'approprient avant de rentrer dans une phase de congrès qui, de toute façon, je ne m'en inquiète pas, aura lieu.

Alors, je disais, la question de la stratégie du Parti socialiste contre le Front national, et plus largement contre l'extrême droite ou la droite extrême. Cela fait déjà quelques années qu'un certain nombre de nos camarades travaillent sur ces questions-là. Nous sommes une génération qui a été particulièrement marquée par le 21 avril, ça a été évoqué tout à l'heure, c'est évoqué de manière permanente dans les contributions des camarades, sur la phase politique qui s'est

ouverte à ce moment-là, et sur la nécessité aujourd'hui d'anticiper un certain nombre de phénomènes pour ne pas voir se reproduire des moments aussi tristes. Mais le choix que nous avons fait, à la demande de Jean-Christophe, je pense notamment avec Sarah Proust, vous retrouverez notre contribution aux États généraux en la matière, c'est depuis les élections municipales, depuis les élections européennes, de construire une stratégie non pas pyramidale du haut vers le bas, mais dans l'autre sens, et de voir, avec les réalités de terrain, au-delà des idées préconçues que nous avons, par exemple, et sur lesquelles on peut, bien évidemment, être en partie d'accord de se dire : ce sont uniquement nos électeurs qui restent à la maison.

Mais non, il n'y a pas d'adhésion à un certain nombre de questions, de xénophobie, de racisme ou de remise en question du vivre ensemble. C'est de partir de ce que les militants nous disaient sur les villes, dans les départements, dans les régions qu'on cite aujourd'hui comme possible ligne de mire pour 2015. Et c'est une stratégie qu'on conçoit petit à petit, qui va amener à un séminaire qui se portera le week-end des 29 et 30 novembre, je me permets une petite blague : pendant que certains camarades porteront des réunions visant à préparer le prochain congrès, nous aurons la définition de cette stratégie nationale, de celle du parti, de celle des militants, dans l'urgence politique dans laquelle on est, et en fidélité avec nos valeurs socialistes. Stratégie d'ailleurs que vous pouvez commencer à voir très

clairement. Le nouveau tract de campagne nationale du PS qui pointe par exemple la fermeture par le Front national d'un centre social à Fréjus. Ce n'est pas juste une anecdote, c'est de dire : oui, on est en capacité, sur des questions comme celle-là de montrer la supercherie du projet du Front national, on est en capacité de faire en sorte de porter une vision du vivre ensemble qui est différente de celle du Front national, et de rappeler point par point, à l'épreuve des faits, que le Front national n'est pas aujourd'hui le porteur d'une soi-disant vision de gauche renouvelée, sociale, égalitaire, solidaire ou laïque.

Alors oui, c'est important de rappeler cela dans la période, c'est important de qualifier, c'est important aussi de mettre à l'épreuve de la réalité, pas uniquement médiatique, ce qu'est en train de faire le Front national.

Je voudrais vous dire que, de fait, il y a deux sujets qui me semblent, en tout cas, particulièrement importants dans cette nécessité de mener le combat et de faire exister dans notre identité socialiste deux sujets. D'abord, d'avoir un discours clair, net et précis sur la question des quartiers populaires. Là où l'extrême droite, la droite extrême portent très clairement un discours et une vision de la société qui met à l'écart un certain nombre des enfants de la République, je crois, et quand on lit les textes des États généraux, que plus que jamais, cette question, elle doit être au cœur même de notre identité socialiste, elle doit revenir comme un discours qui est porté collectivement sur la vision qu'on a de la société, je vous disais tout à l'heure, sur la vision qu'on a du vivre ensemble, et là, sur les ressentis par une partie de la population que, même là où, hier, ce centre social à Fréjus existait, il n'a pas permis, il ne leur a pas permis de trouver pleinement leur place dans la République.

Deuxième enjeu derrière ce discours, des choses très vraies ont été dites tout à l'heure sur la Palestine ; moi, je voulais dire qu'on parle beaucoup en ce moment de la nécessité de ne pas laisser la ruralité en abandon et en déshérence de la parole et du discours de la gauche. Pour moi, c'est également le cas pour nos quartiers populaires. C'est également le cas parce que, aujourd'hui, la course de vitesse qui est enclenchée sur ces quartiers-là, elle n'est même plus entre la gauche ou une partie de l'extrême droite, elle est entre deux extrêmes droites qui se renvoient dos à dos, que ce soit aujourd'hui les pro-Soral ou les intégristes religieux. Et que là-dedans, si nous ne sommes pas là pour être une colonne vertébrale, bien évidemment, nous aurons non seulement perdu le combat, mais nous aurons demain encore plus de mal à réaffirmer la République.

Deuxième débat, il en découle, et j'irai très rapidement. Quand on voit les attaques qui peuvent avoir lieu aujourd'hui contre les étrangers de la part du Front national, contre les immigrés de la part de Fillon ou de la droite extrême, il faut que nous soyons clairs avec nous-mêmes. Il ne s'agit

pas, bien évidemment, de dénoncer des étrangers, mais des Français fantasmés, qui seraient moins français que d'autres, qui seraient moins français que vous et moi. Je crois que c'est important que nous reprenions pleinement ce combat avec un discours qui ne soit pas uniquement un discours défensif. Et je me permets de vous dire que moi, j'ai du mal à comprendre qu'on se félicite en ce moment des conclusions de l'Europe sur un présumé tourisme social, parce que je crois que nous avons, à partir de ces questions-là, aussi un discours et une bataille culturelle, et une bataille contre l'idéologie dominante à mener.

Bref, je crois que ce sont des combats qui ne doivent pas apparaître comme des éléments annexes ou connexes de notre identité, mais comme des piliers parmi l'ensemble des piliers fondamentaux, y compris, et je conclurai là-dessus, parce que nous ne sommes pas de ceux dans l'histoire qui ont pensé que le combat pour les droits humains, que le combat pour l'égalité étaient des combats qui se résoudraient au lendemain d'une résolution de la question sociale. Donc, je crois que nous ne pouvons pas réduire les débats qui sont aujourd'hui ceux du Front national en questions sociales ou en questions géospatiales, et qu'il faut que le 6 décembre prochain, ce soit partie prenante de notre stratégie de reconquête de notre identité.



## CHRISTOPHE BORGEL

Mes chers camarades, d'abord les États généraux, parce que c'est le cœur de ce Conseil national. D'abord, merci à toi Guillaume, parce que la question, pour ceux qui ont fait des réunions dans les fédérations au cours de ces États généraux, la question de nos adhérents, la première qui venait, c'était : ce n'est pas la première fois que le Parti, dans un moment de difficulté, fait un grand exercice démocratique. Mais est-ce qu'il y a seulement quelqu'un, à Paris, ça m'a encore été dit à Limoges mercredi soir, dans la fédération de la Haute-Vienne, dans la réunion conclusive des États généraux en Haute-Vienne, est-ce qu'il y a seulement quelqu'un à Paris qui lit ce que nous avons écrit ? Parce que tu nous dis, me disaient les camarades, que bien sûr, ce sera pris en compte ; mais est-ce qu'il y a quelqu'un qui les lit ? J'ai pu, grâce à toi, répondre que oui, puisque, de mardi en mardi, et au bureau national, à côté de moi, tu as ton gros dossier avec les contributions, les unes après les autres.

Et merci à toi, parce que le travail de prise en compte de ce qui est dit, pour ne pas en faire une espèce de synthèse littéraire qui n'aurait aucun sens et aucune dynamique politique, n'était pas simple. Je ne sais pas ce que sera ce texte, puisque, après la discussion de ce Conseil national, je crois qu'il y a encore un comité de pilotage pour en boucler l'écriture, mais ce que tu nous as dit montre qu'il y a à la fois de la prise en compte et une mise en dynamique.

Alors, personne n'attend du texte des États généraux qu'il résolve des débats du moment que nous

avons, et c'est bien normal, de bureaux nationaux en bureaux nationaux, dans la vie du groupe parlementaire ou dans nos conseils nationaux, sur tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. Jean-Christophe l'a dit, ce texte, il doit montrer l'identité des socialistes. Et franchement, en écoutant Guillaume tout à l'heure, je n'ai pas eu l'impression que l'exercice que nous faisons depuis maintenant trois mois consistait à s'interroger sur le sexe des anges, mais bien plus que l'exercice que nous faisons, c'était en partant de valeurs qui sont les nôtres, de les interroger et surtout d'interroger le moment historique que traverse la France, l'Europe, le monde, pour que ces valeurs continuent à vivre, et que ces valeurs ne soient pas simplement des énoncés pour des effets de tribune, mais bien des réalités pour les hommes et les femmes de notre pays, de notre continent et du monde.

Donc je crois, moi, que ce travail est essentiel, et je crois qu'il faut collectivement que nous ayons une attention à le poursuivre jusqu'au bout. Les bouleversements auxquels nous sommes confrontés ne sont pas mineurs ! Et pour certains, sans être totalement nouveaux, ils sont considérablement renforcés par les événements de cette fin d'année 2015.

Je ne prendrai qu'un exemple en illustration de cette partie de mon intervention : la question de la fraternité. Valeur essentielle pour des socialistes qui pensent que, même dans un monde où l'individualisme progresse, le vivre ensemble, ce qui fait sens, ce qui fait collectif doit poursuivre son

chemin. Mais faire vivre la fraternité dans notre pays, dans un moment où il doute, dans un moment où le pessimisme est là, dans un moment où la figure de l'autre, telle que certains la désignent, s'incarne à l'autre bout de la planète, pas à l'autre bout totalement, dans des guerres comme une figure facilement reconnaissable dans nos quartiers, mes camarades, on peut venir à une tribune et parler de la fraternité. La faire vivre, être capable d'assumer cette bataille, dans un moment où, y compris dans notre électorat, cet aspect-là est présent, ce sont des éléments d'affirmation de notre identité, et d'une affirmation non pas simplement théorique, et donc un petit peu éthérée, mais une affirmation qui a les deux pieds dans la réalité que nous vivons.

Deuxièmement, je voudrais reprendre un point que Jean-Christophe a évoqué au début de son intervention, qui me paraît fondamental, et le lier à la préparation de nos élections. Camarades de gauche, à notre gauche, en tout cas ils le prétendent, mais aussi de droite, le pari, c'est que le Parti socialiste éclatera. Pour certains, parce qu'ils pensent que c'est ce qui leur permettra d'être les premiers à gauche - si la gauche est dégagée du paysage, la belle affaire ! -, et pour d'autres, parce qu'ils pensent que c'est ce qui leur permettra d'ouvrir une autre période, dont la figure pourrait commencer à s'incarner autour de la candidature d'Alain Juppé, refusant le retour de Sarkozy, refusant le basculement dans le populisme frontiste.

Je crois que c'est une question qui n'est pas à prendre à la légère. Il ne s'agit pas de voir dans le propos de notre premier secrétaire une volonté d'utiliser encore une fois l'argument du rassemblement pour empêcher les débats. Je crois qu'il a été attentif à ce qu'ils puissent avoir lieu et se mener, et puis de toute façon, celui qui voudrait les empêcher n'est pas franchement capable de le faire, quand on voit la vigueur du débat dans nos rangs, et au-delà de nos rangs. Je crois vraiment qu'il faut avoir cet élément à l'esprit. Quand je vois la désinvolture avec laquelle mon homologue des Verts traite le débat que nous avons eu sur le rassemblement au moment des départementales, en disant : « *Les socialistes, c'est open-bar* », mais franchement, vu ce qu'ils font, ça va être compliqué d'y répondre. Je suis effrayé non pas par la formule, mais par la désinvolture vis-à-vis de ce qui se présente aux élections départementales.

J'ai eu l'occasion de le dire devant notre Conseil national à plusieurs reprises : le Front national, mes camarades, je veux le répéter pour que chacun se le rappelle, n'est pas remonté sur la scène électorale de notre pays aux élections présidentielles mais aux élections cantonales de 2011. Sur les 1 700 cantons en jeu, il y en a plus de 400 où le Front national était présent au second tour. À l'époque, pour se maintenir, il fallait 10 % des inscrits, et la participation était d'une autre nature que ce qu'elle sera à ces élections cantonales. Aujourd'hui, pour se maintenir, il faut 12,5 % des inscrits, et la participation sera plus faible. Donc, n'en doutons pas une seule seconde, le nombre de cantons où il y aura des triangulaires sera extrêmement limité.

Et je le dis, mes camarades, quel que soit le point de vue que nous avons, les uns et les autres vis-à-vis de ce que fait le gouvernement, quel que soit ce que nous

disons dans le débat parlementaire, dans les contacts et les discussions que nous avons les uns et les autres avec nos partenaires, et un certain nombre de camarades font des réunions dans les départements, des réunions critiques, ça fait partie de la vie politique, nous devons avoir un discours commun sur ce qu'est l'union. Le rassemblement est indispensable. Le rassemblement est essentiel. Le rassemblement, c'est ce qui peut permettre à la gauche, demain, de ne pas donner une indication lors de ces élections départementales qu'elle peut être éliminée de centaines et de centaines de cantons. Donc, mes camarades, il y a le travail que fait la direction du parti, Luc Carvounas et moi-même, dans nos responsabilités respectives, il y a le travail que font nos premiers fédéraux, toutes sensibilités confondues, pour construire, non pas des accords généraux dans les départements, mais des éléments de rassemblement dans les endroits clés pour que la gauche puisse prétendre à la victoire électorale.

Et puis, il y a les mille et un contacts qui existent dans le moment que connaît la gauche, et dans ces mille et un contacts, je vous invite à tenir partout ce même discours et à ne pas accepter qu'on justifie une division sur le terrain au nom de tels ou tels désaccords nationaux. Les désaccords nationaux, ils ont déjà existé dans la gauche, même hier, quand on était dans l'opposition. Ils n'ont jamais empêché celle-ci de se rassembler quand la volonté était présente de part et d'autre.

Je veux vraiment essayer de vous convaincre que cette question est décisive et que chacun d'entre nous doit pousser dans le même sens. Personne ne gagnera à ce que la défaite soit plus lourde que ce qu'elle sera. Personne.

Enfin, mes camarades, un mot de conclusion, et je rebondirai sur l'une des premières interventions de ce Conseil national. Il est de bon ton de venir, parfois dans la presse, parfois à la tribune de nos réunions, pour expliquer ce qui ne va pas : le Parti perd des adhérents, une oligarchie à la tête, il y a des apparatchiks à la tête des fédérations... Comme il se trouve que, dans mes fonctions depuis quelques années à la direction du parti, je le connais un peu de bas en haut, j'ai la générosité pour les camarades qui viennent faire ces effets de tribune de ne pas leur décrire ce que eux-mêmes font dans leur fédération. Mes camarades, je le dis là aussi, même si les moments sont difficiles, et j'ai eu l'occasion de le dire publiquement, quand on connaît les défaites électorales que nous avons eues au printemps dernier et les interrogations vis-à-vis de l'exécutif, il est plus vraisemblable qu'il y ait des adhérents qui nous quittent, surtout quand on y ajoute la polémique permanente entre socialistes, que d'avoir des électeurs de gauche en masse qui nous rejoignent. Mais là encore, c'est notre bien commun. Personne ne gagnera à décrire un Parti socialiste à terre, affaibli, abattu, personne, aucun d'entre nous. Et je crois que nous serons capables, nous devons être capables de mener à la fois les débats sur ce qui nous divise et de porter ensemble ce qui fait notre bien commun. C'est le sens des États généraux, mais ça doit être aussi le sens des batailles électorales.

Je n'ai pas voulu évoquer le congrès dans cette intervention, il sera bien temps de le faire dans les mois qui viennent. Merci.



## EMMANUEL MAUREL

Mes chers camarades, Jean-Christophe Cambadélis nous invitait, je reprends ses termes, à être « *sérieux, sereins et maîtrisés* ». Il a totalement raison, c'est nécessaire, d'abord parce que nous avons un climat politique, ça a été dit, qui est extrêmement tendu. C'est nécessaire aussi parce que bon nombre de nos camarades sont engagés dans des élections intermédiaires qui seront indéniablement difficiles, qu'il faut les soutenir et qu'il faut les aider. C'est nécessaire enfin, certains camarades y ont fait allusion, parce que nous avons une droite dure qui, bien que confrontée à des difficultés terribles, nous attaque durement. Donc il faut faire front, il faut savoir se rassembler, mais cet esprit de responsabilité et cet esprit de sérieux vaut pour les militants et les adhérents du Parti socialiste, vaut pour ses parlementaires, ce la vaut aussi, je le crois, pour les membres de l'exécutif qui en sont issus, et même pour les collaborateurs de membres de l'exécutif qui, eux aussi, doivent participer à cet esprit de responsabilité et de sérieux, et je pense que, dans ce cadre-là, nous arriverons ensemble à la bataille électorale dans de bonnes conditions.

Un mot sur les États généraux parce que, comme je le disais hier lors de notre réunion animée par Guillaume Bachelay, nous, notre courant, notre motion, ça existe encore au Parti socialiste, a pris ce débat au sérieux. C'est en effet un débat sérieux, même si c'était un peu compliqué d'expliquer ce qu'est une charte d'identité. On a une déclaration de principes, on a régulièrement des programmes électoraux, là, on a un texte un peu

hybride, Guillaume Bachelay a essayé de l'expliquer, une sorte de programme fondamental comme on fait dans les social-démocraties nordiques. Pourquoi pas ? Et je suis sûr que ce texte, que nous avons pu découvrir pour certains en exclusivité hier, sera intéressant, d'autant plus qu'il a été nourri en effet par de nombreuses contributions et qu'il a fait l'objet d'un travail de réécriture remarquable, je dois le dire, de la part de Guillaume, aidé par Henri et Alain Bergounioux.

Mais je vous mets en garde sur un point quand même, Henri Weber, forcément... Je vous mets en garde quand même sur un point, et il ne faudrait pas qu'il y ait un malaise. La difficulté, c'est que certains qui vont s'intéresser à nos textes, il y en a, constatent une distorsion terrible entre ce que nous écrivons et ce que nous faisons. Et cette différence entre le dire et le faire peut nous nuire, parce que moi, je suis d'accord sur les constats, je suis même d'accord sur la plupart des thèmes qui sont avancés dans la synthèse des textes des États généraux. Mais c'est difficile de dire à la fois : « *Nous nous battons et nous sommes favorables à une taxe sur les transactions financières qui soit digne de ce nom* », et de le faire avec force, et de le faire à l'unanimité, et de constater ensuite que le combat pour cette taxe sur les transactions financières, quand il est mené concrètement, n'est pas à la hauteur de nos espérances. De la même façon, c'est très bien, et nous sommes d'accord pour dire que nous sommes pour un haut niveau de protection sociale, nous sommes pour la protection maximale des sala-

riés, nous sommes pour améliorer la protection sociale dans ce pays, et voter un projet de loi de financement de la Sécurité sociale qui n'est pas forcément à la hauteur de cette ambition. Et cette confrontation entre le dire et le faire peut poser problème.

Et puis, je vois un deuxième souci, mais nous aurons le débat, je ne sais plus quand il y a le vote, je crois que c'est au mois de décembre, il ne faudrait pas que, sous prétexte d'avoir un débat théorique important sur ce qu'est être socialiste - on en a quand même plutôt une idée, et moi, je me reconnais totalement dans ce qui a été dit par Guillaume tout à l'heure -, on fasse passer en catimini un certain nombre de notions qui mériteraient bien plus que des débats de 72 heures entre nous. J'entends ici ou là, et Juliette Méadel y a fait allusion, cette idée qu'aujourd'hui, notre identité serait d'être pour un nouveau progressisme. Je pense que c'est à la fois trop large et trop réducteur, et compte tenu de la période et de ceux qui ont utilisé ce terme, trop ambigu. Moi, ce que je vous propose, c'est que nous soyons tous unis pour réaffirmer que notre identité de socialistes, c'est d'être pour un socialisme démocratique, qui en effet prend en compte les évolutions, mais enfin ça, ça a toujours été le cas, parce que je vois les camarades qui disent : « *Oui, il y a des évolutions, le monde a changé.* », ben oui, le monde a changé, mais nous avons toujours su accompagner ces évolutions. Mais en même temps, cette fidélité à nos valeurs, cette fidélité à notre identité, cette fidélité à notre mission historique, qui est la redistribution des richesses, et c'est pour ça que moi, j'y insiste, j'y insiste beaucoup à l'occasion de ce débat, et l'approfondissement de la démocratie, ça, ça doit être au cœur de notre identité. Donc ne lâchons pas ça, et soyons clairs sur les termes et sur les concepts.

Je reviens, parce que bon, certains disent : « *Je ne vais pas évoquer le congrès* », je vais quand même l'évoquer, ça a été mis à l'ordre du jour, le premier secrétaire en a parlé. Moi, je fais partie de ceux qui se réjouissent en effet de la date qui a été choisie. Il n'y a pas de date parfaite, c'est vrai qu'il y a des élections avant, il y a des élections après, c'est vrai qu'on a été un certain nombre à le souhaiter le plus tôt possible. Pourquoi ? On a déjà eu le débat entre nous, c'est que oui, il y a aujourd'hui un problème posé par la politique gouvernementale. Et ce problème n'est pas seulement dans le reste de la gauche ou dans notre électorat, ce qui est déjà un problème en soi, mais il traverse le Parti socialiste.

Ça ne sera pas un congrès comme un autre, Jean-Christophe, ça ne sera pas un congrès comme un autre. Je ne dis pas, parce que je l'ai lu ici ou là, que c'est un congrès à hauts risques. Moi, je ne crois pas, je vais vous dire, à la stratégie de dramatisation par rapport à l'hypothétique éclatement du Parti socialiste, ou le fait que nous ne serions pas capables collectivement de mener une confrontation dans la fraternité. Moi, franchement, en tout cas, en ce qui nous concerne, nous sommes prêts, comme nous l'étions au congrès de Toulouse d'ailleurs, à une confrontation claire, franche mais fraternelle. Et moi, je fais confiance à l'esprit de responsabilité des camarades, mais c'est vrai que c'est un congrès particulier parce qu'il intervient, d'abord, un, dans un contexte politique hypertendu, deux, dans un contexte économique et social très préoccupant pour celles et ceux qui

nous ont fait confiance en 2012 et qui ne voient pas de résultats, mais aussi parce que la gauche est incroyablement fracturée. Et là, j'ai quand même un petit point de divergence avec ce que vient de dire Christophe Borgel. C'est vrai que dans le passé, ça a toujours été vrai, nous avons des divergences avec les écologistes, avec les communistes, et ça ne nous empêche pas de nous unir. C'est vrai aussi que, pour nous, et nous l'avons sans arrêt répété, le rassemblement de la gauche est évidemment une impérieuse nécessité. Mais en même temps, comment ne pas reconnaître, et moi, je vous le dis franchement parce qu'il faut se dire les choses franchement, comment ne pas reconnaître que la politique que nous menons depuis deux ans et demi a contribué à fracturer davantage la gauche française ? Comment ne pas reconnaître que, à force de parler du centre, à force de parler des autres progressistes de l'autre rive qui pourraient éventuellement nous rejoindre pour une autre majorité, forcément, ça crée de la confusion, et forcément, ça fracture la gauche encore plus. Alors moi, je suis pour le rassemblement de la gauche, mais ce rassemblement de la gauche, il sera rendu plus facile, je ne dis pas que c'est évident, Jean-Christophe, il sera rendu plus facile si nous en revenons à ce qui était notre socle commun de 2012, qui a permis le rassemblement de toutes les forces politiques qui ont soutenu François Hollande le 6 mai 2012.

Voilà en tout cas ce que nous dirons à l'occasion de ce congrès. Ce n'est pas un congrès à hauts risques mais c'est un congrès à forts enjeux. C'est un congrès à forts enjeux parce que beaucoup de nos adhérents, beaucoup de nos militants ont envie de donner leur avis. Donner leur avis sur ce qui intéresse les Français, parce que là, moi je suis bien d'accord, il faut que ce soit un congrès utile, tourné vers les Français et les Françaises, c'est-à-dire l'emploi, le pouvoir d'achat, la construction européenne, les conditions de travail. Mais c'est pour ça qu'il faut que ce soit un congrès concret. Moi, je ne voudrais pas que ce soit une sorte de débat, là encore, qu'on reprenne notre identité, la préparation de l'avenir, le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est passionnant, c'est intéressant et j'y suis prêt. Mais en même temps, les militants, ils attendent de se prononcer concrètement sur ce qui est fait depuis deux ans, ce qui leur va et ne leur convient pas. Et moi, je suis désolé, mais dans le congrès, nous aurons le débat si oui ou non, est-ce que c'est bien, est-ce que c'est normal que le Parti socialiste ait décidé désormais, enfin, le gouvernement au nom du Parti socialiste, de baisser massivement les cotisations sociales sous prétexte que ce serait le problème principal du pays ? Est-ce que c'est normal aujourd'hui qu'on baisse drastiquement les dotations des collectivités locales alors qu'elles font 75 % de l'investissement public ? Est-ce que c'est normal que sur le terrain européen, nous ne soyons pas en capacité ou en volonté de peser davantage pour faire barrage aux conservateurs européens qui continuent dans une Europe austéritaire et la course au moins-disant social ?

Toutes ces questions concrètes, précises, il faudra les poser à l'occasion du congrès. Nous le devons évidemment à nos militants, mais nous le devons aussi à nos électeurs qui se posent des questions, qui se posent des questions que nous nous posons dans cette salle. Et si le congrès doit être utile, s'il doit se projeter dans

l'avenir, il faudra qu'on pose ces questions-là parce que, en effet, l'enjeu, c'est réussir la deuxième partie du quinquennat. Mais nous sommes un certain nombre à penser que pour réussir la deuxième partie du quinquennat, il faut avoir l'audace de changer, il faut avoir le courage de changer, changer de politique, changer d'orientations, renouveler profondément les mesures sur lesquelles nous allons nous faire réélire, j'en suis sûr, en 2017. Mobilisation de tous les socialistes, débats francs, débats honnêtes entre nous, débats concrets, et dans ce cas-là, ce sera un congrès réussi. Merci.





## HENRI WEBER

Mes chers camarades, à la vôtre. La démarche dans laquelle nous sommes engagés, et dont je félicite ses initiateurs, c'est-à-dire tout d'abord Jean-Christophe Cambadélis, notre premier secrétaire, qui a eu cette idée téméraire, et je montrerai en quoi elle l'est, évidemment Guillaume Bachelay et le comité de pilotage, et toute son équipe, dont je suis, donc je me félicite par cette occasion, c'est une démarche qui est nécessaire, et peut-être même salutaire, pionnière et, comme je le disais, téméraire.

Elle est nécessaire, pourquoi ? Parce que les conditions historiques de notre action, pas seulement de la social-démocratie, mais de toute la gauche, et je dirais même de tous les démocrates, les conditions historiques de notre action se sont profondément modifiées au cours des vingt dernières années. Et aujourd'hui, ça apparaît clairement. Alors, la charte, dans sa première partie, dans ses trois premières pages, énumère, liste, analyse ce bouleversement de notre écosystème politique. Il ne s'agit pas seulement de la mondialisation et de la domination de la finance sur le capital, il ne s'agit pas seulement de la troisième révolution industrielle, celle du numérique, des biotechnologies, des nouvelles énergies, mais aussi la montée de l'individualisme contemporain, l'avènement d'un nouvel âge de la démocratie, l'urgence écologique, enfin tout un ensemble que je ne vais pas ré-énumérer, mais vous pouvez compléter éventuellement cette analyse du bouleversement des conditions de notre action. Et en conséquence, il faut comprendre, on com-

prend qu'il ne s'agit pas de redéfinir notre identité et le socialisme, il s'agit de le réinventer. Il ne s'agit pas de nommer autrement, il ne s'agit pas de nous appeler progressistes plutôt que socialistes parce que le terme de socialisme serait démonétisé. On n'est pas dans le nominalisme. Il s'agit de réinventer ce qu'est la gauche réformatrice au 21<sup>e</sup> siècle, et ce n'est pas la première fois. La crise que nous traversons, la social-démocratie, en France et en Europe, ce n'est pas une crise d'agonie, comme le disent ceux qui prennent comme d'habitude leurs désirs pour la réalité, ce n'est pas non plus une crise d'adolescence ou de croissance, comme le prétendent les ravis de la crèche social-démocrate, c'est une crise de refondation. Et ce n'est pas la première ! La social-démocratie est une famille ancienne. Le SPD, l'année dernière, a fêté ses 150 ans à Leipzig. Nous-mêmes, Parti socialiste français, qui sommes le benjamin de la bande, allons fêter nos 110 ans l'année prochaine. Nous venons de loin et nous allons loin. Ce dont il s'agit, c'est de construire une nouvelle social-démocratie, construire la social-démocratie du XXI<sup>e</sup> siècle. Et c'est pourquoi ce travail est absolument nécessaire, parce qu'il ne suffit pas de dire que les conditions de notre action ont changé, il faut dire comment on y fait face.

Un exemple : la social-démocratie du siècle passé, du 20<sup>e</sup>, et surtout de la seconde moitié du 20<sup>e</sup>, avait appris, laborieusement, difficilement mais efficacement à maîtriser et à civiliser un capitalisme industriel et national. Ça a été par le biais

de l'État providence, ça a été tous les modèles scandinaves, rhénans et quelques autres, dont français.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un capitalisme mondialisé et dominé par la finance. Ce n'est pas la même chose. Comment pouvons-nous maîtriser, réguler, humaniser, un tel capitalisme ? Comment allons-nous nous y prendre ? Et sur chacun des chapitres des grands bouleversements, on pourrait faire le même raisonnement. Donc c'est une démarche absolument nécessaire.

Je dis que c'est une démarche pionnière, exactement comme a été pionnière notre invention des primaires à la française. Aujourd'hui, tout le monde est contraint de s'y adonner. Eh bien, elle est pionnière parce que le problème que je viens de soulever pour nous vaut pour tous les autres ! Il vaut pour les Verts, il vaut pour les Communistes, il vaut pour tous les démocrates ! Tout le monde s'est rendu compte que la mondialisation, le fait que les entreprises, que les marchés, que la production soient devenus mondiaux et que, en face, le politique, le syndical sont restés étroitement nationaux fait qu'il y a un déséquilibre des rapports de forces qui pose problème à tous les démocrates, qui pose un problème à la démocratie. Ce n'est pas une crise de la social-démocratie que nous vivons, c'est une crise de la démocratie, pour les raisons que je viens de dire. Tous doivent, si nous réuississons nos États généraux, eh bien, ce sera une démarche pionnière, et tous seront amenés à avoir la même démarche, parce que les Verts doivent dire beaucoup de choses sur leur propre identité, et il y a beaucoup à dire, et notamment dans leur rapport à la démocratie. Je vous renvoie au livre de Hans Jonas qui s'appelle *Le Principe responsabilité*, qui est un philosophe de l'écologie, et qui explique : « *Il y a des intérêts supérieurs qui sont les intérêts supérieurs de la préservation de la Terre, de la planète, de l'écosystème, de la biodiversité. Ces intérêts supérieurs sont supérieurs à la démocratie, supérieurs au suffrage universel. Et lorsque ceux qui défendent la planète, la biodiversité sont en minorité, ils sont plus légitimes que ceux qui sont majoritaires.* » Ça, il faudrait peut-être aussi que les Verts qui soutiennent un certain nombre de mouvements s'expriment là-dessus. Lorsque nos parlementaires, les parlementaires, au terme de dix ans de discussions, ayant épuisé toutes les procédures démocratiques, dans d'immenses majorités se prononcent pour une orientation, et que des minorités agissantes, actives et violentes, que je ne confonds pas avec les écologistes mais qui se greffent et qui parasitent leur mouvement, prétendent s'opposer à ces décisions, ça pose le problème de : qu'est-ce que c'est que la démocratie dans notre pays ? Est-ce qu'il suffit d'être ultra minoritaire pour avoir raison ?

Donc pionnière, téméraire, évidemment, ça n'a échappé à personne. Les États généraux, nous avons l'habitude de les mener quand nous

sommes dans l'opposition, généralement au terme de lourdes défaites. Or aujourd'hui, nous ne sommes pas dans l'opposition, nous sommes au gouvernement. Donc en effet, Emmanuel a tout à fait raison, on va nous faire tout de suite la critique : « *Nous lisons vos textes, à bien des égards, il est intéressant, stimulant, beau, mais quel rapport avec ce que vous faites ?* » Alors là, il faut bien comprendre la démarche. Il ne s'agit pas d'un programme gouvernemental, il s'agit de réinventer la social-démocratie du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas un programme à cinq ans, ce n'est pas un programme qui intériorise toute une série de contraintes et de rapports de forces. Ce qui est dit dans ce programme, ce n'est pas ce qui est possible dans six mois. Et de ce point de vue, l'exemple soulevé par Emmanuel est excellent. L'exemple de la taxe sur les transactions financières. Ça fait quinze ans que nous nous battons pour la taxe sur les transactions... Au début, on l'appelait la taxe Tobin, quinze ans que nous nous battons pour cette taxe ! Elle est dans tous nos programmes. Quel est le sens de dire : « *Elle est dans vos programmes, mais elle n'est pas appliquée* » ? Mais la taxe sur les transactions financières, ça montre exactement ce que sont les contraintes gouvernementales, et la différence entre le pouvoir institutionnel et la puissance. La taxe sur les transactions financières, nous ne sommes plus en situation de l'édicter pour l'Hexagone. On ne va pas faire une taxe sur les transactions financières... Encore qu'on en a fait. Voyez la taxe Chirac sur les billets d'avion. On a été très loin au plan national là-dessus. Mais pour qu'elle soit efficace, cette taxe doit être internationale et au moins européenne. Et en conséquence, nous sommes dans une discussion, dans un bras de fer, dans des négociations avec nos partenaires. Et nous avons obtenu des succès, des succès importants ! Onze pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne, se sont prononcés pour la mise en œuvre de cette taxe, en coopération renforcée. Pas toute l'Union européenne, pas les vingt-huit, mais onze ont dit : « *Nous, nous y allons.* » Et nous considérons que ça peut ramener 35 milliards par an si c'est à un certain niveau, et le double si c'est étendu à l'ensemble de l'Union européenne. Mais ça, c'est le fruit d'une longue bataille, qui n'est pas terminée ; il y a des reculs, il y a des avancées, mais c'est ça l'action gouvernementale. L'action gouvernementale est une action en partie contrainte par les rapports de force et par les contraintes objectives, ne serait-ce que, dans ce cas, par les partenaires.

Donc dire à ce texte, à cette charte, que le gouvernement ne l'applique pas, c'est un non-sens ! Il ne peut pas l'appliquer et ce n'est pas fait pour ça. Il peut et il doit s'en inspirer. Son action doit conduire, doit approcher les objectifs qui sont mis dans ce texte, dans cette charte, mais en fonction de ses possibilités. Le gouvernement fait du mieux qu'il peut mais il ne peut pas tout, et dans le contexte actuel, il a beaucoup de contraintes et beaucoup de difficultés, il faut le savoir. Et en conséquence, voyons ce texte pour ce qu'il est, ce que je viens de définir.

Mes chers camarades, si ces États généraux sont réussis, et je sens que l'état d'esprit existe pour qu'il soit réussi, parce qu'il s'agit du premier moment d'une séquence : États généraux d'abord pour définir l'identité socialiste et ce qu'est la social-démocratie, ce qu'est la gauche réformatrice du nouveau siècle. Et puis ensuite, congrès, où là, en effet, Emmanuel a tout à fait raison, on fera le point, le bilan, et on rediscutera des mesures concrètes gouvernementales, politiques. Mais on peut tout à fait partager la même identité et se reconnaître unanimement dans cette charte, comme nous nous sommes reconnus unanimement il y a huit ans dans la déclaration de principe du Parti socialiste, tout le monde l'a votée, même Mélenchon. On peut s'entendre sur l'identité et avoir des désaccords politiques. Je ne vous donne qu'un seul exemple, et je termine là-dessus. Il est de notre identité de considérer que l'extension du temps libre est un progrès majeur de la civilisation. Nous sommes pour l'extension du temps libre, le temps consacré aux activités qui ont une fin en elles-mêmes, que ce temps-là non seulement s'accroisse mais nous sommes pour le grand renversement, c'est-à-dire que la part de la vie consacrée au temps libre, celui qu'on consacre aux activités choisies par soi-même, excède le temps de travail, le temps de labeur. Mais ça, c'est notre identité ! Depuis le début, le socialisme s'est constitué, sa première mesure, c'était la limitation du temps de travail des enfants dans les mines. Depuis un siècle et demi, nous continuons sur cette ligne, et nous continuerons. Mais quelles modalités ? Certains à gauche proposent qu'on passe tout de suite aux trente-deux heures, ça réglerait le problème du chômage. Bon, ça s'inscrit dans cette identité, mais est-ce que c'est réalisable ? Est-ce que c'est praticable ? Est-ce qu'il faut l'assumer ? Là, il y a débat. Ça, c'est un débat politique.

Donc, on peut partager la même identité et avoir des désaccords politiques, parce que la politique, ça dépend des rapports de forces, des contraintes, et en conséquence, des compromis qu'on est amené à passer. Je vous remercie.



## LAURENT BAUMEL

Chers camarades, puisque le premier secrétaire a mis lui-même dans son intervention liminaire la question de la date du congrès dans ce Conseil national, je voudrais à mon tour saluer sa décision, la décision qu'il a prise, qu'a prise la direction du parti de permettre ce congrès à la première date où c'était finalement possible de le faire.

Je note d'ailleurs que ce choix crédibilise les États généraux puisqu'il répond aux inquiétudes de ceux qui pouvaient se demander si ce processus des États généraux n'était pas une façon de compenser la démocratie militante forcément amoindrie en temps d'exercice du pouvoir. Donc, ce ne sera pas le cas et nous aurons un congrès. Et nous avons besoin en effet de ce congrès rapide.

Nous avons besoin de ce congrès parce que, d'abord, dans l'exercice du pouvoir, nous avons rencontré des questions que nous avons peut-être sous-estimées : celle de l'état financier du pays, celle de l'état de notre appareil industriel, et il faut en parler.

Nous avons besoin de ce congrès parce que nous avons apporté à ces questions, dans l'exercice du pouvoir, des réponses qui suscitent des débats et des controverses. Il y a eu un tournant dans la politique mise en œuvre, un tournant qui nous a pour le moins éloigné, non seulement de ce que nous avions, les uns et les autres, dit dans notre campagne, mais plus fondamentalement de ce

qu'étaient nos analyses et nos choix politiques pendant les dix années que nous avons passées dans l'opposition.

Nous avons besoin d'un congrès parce que nous sommes aussi un certain nombre, pour ne pas dire assez nombreux, à penser que la politique que nous menons aujourd'hui, non seulement n'obtient pas de résultats sur le plan économique mais qu'elle n'en obtiendra pas dans la suite du quinquennat, et que le seul résultat, peut-être, ce sera de nous mettre dans des difficultés à la fin du cycle comparables à celles que nous avons connues en 1993 ou en 2002.

Nous avons besoin de ce congrès parce que depuis la fin de l'été, ce tournant programmatique est enrobé d'une esquisse de théorisation idéologique qui rouvre des débats qui s'étaient fermés. Nous avons eu ce débat à la fin des années 93, à la fin du deuxième septennat, non pas le débat sur le rapport de la gauche au pouvoir, non pas le débat sur le rapport à l'économie de marché, mais le débat sur le rapport à l'idéologie dominante, c'est-à-dire le libéralisme économique. Ces débats avaient existé, Lionel Jospin avait stabilisé une identité du Parti socialiste, et ces débats se rouvrent aujourd'hui, on le voit assez clairement. Donc, nous avons besoin d'un congrès pour parler de cela.

Nous aurons aussi besoin d'un congrès parce que, je le dis, plus personne n'en parle, mais depuis la fin de l'été, la base politique du gou-

vernement s'est rétrécie. Ce n'est plus l'ensemble de la gauche qui gouverne, ce n'est même plus l'ensemble du Parti socialiste, et il est important que les militants en prennent acte et en discutent.

Nous aurons besoin d'un congrès parce que, je vais le dire aussi d'une autre manière, ce n'est pas parce que la mécanique de la V<sup>e</sup> République, lorsque nous gouvernons, nous amène à faire bloc, il y a une certaine discipline de parti, qu'une ligne politique qui était minoritaire il y a trois ans est devenue majoritaire dans les cœurs et dans les esprits.

Donc, nous aurons besoin d'un congrès aussi, parce que, et cela a été dit ce matin, le Parti socialiste a subi un choc terrible, un séisme terrible en mars dernier, dont nous ne connaissons pas encore tout à fait les répliques, et que ce séisme a détruit dans les sections, dans les fédérations, ce qui faisait la base même de l'engagement de très nombreux militants, c'est-à-dire le désir et la perspective d'exercer des responsabilités locales, et que nous devons à ces militants le droit de dire à leur tour, puisqu'ils ont payé parce qu'ils étaient socialistes, le droit de dire ce que c'est que d'être socialiste lorsque nous gouvernons.

Mes chers camarades, je suis heureux de dire cela ici, de saluer le fait que le congrès est convoqué parce que nous sommes ici dans une salle un peu particulière, celle où se réunissent tous les mardis matin les députés socialistes, et que dans cette salle, depuis deux ans, il n'a jamais été possible d'avoir un débat texte contre texte, thèse contre thèse. Nous avons entendu des appels à l'unité, des appels à la discipline des députés, nous n'avons jamais pu aller au fond des débats. Et c'est sans doute le rôle du congrès du Parti socialiste que de permettre de le faire.

Et puis, je conclus en disant la chose suivante : moi, je suis militant socialiste depuis vingt-cinq ou vingt-six ans. Mon premier congrès, c'était le congrès de Rennes. Je n'ai connu finalement dans ma vie militante, lorsque j'y réfléchis, que des congrès insipides ou des congrès dont l'arrière-plan était de savoir qui serait le successeur socialiste de François Mitterrand. Pour la première fois dans mon existence politique, je vois se profiler un congrès politique, un congrès dont la question va être, dans la foulée des États généraux : qui sommes-nous ? À quoi servent nos vies militantes lorsque nous arrivons au pouvoir ? Et oui, Jean-Christophe l'a dit, ce congrès, parce qu'il a lieu au bon moment, peut être un congrès utile pour la seule chose qui compte : pouvons-nous encore sauver ce quinquennat ?



## VALÉRIE RABAUT

Chers camarades, merci beaucoup. Je crois que notre premier secrétaire a dit ce matin plusieurs choses, ainsi que Guillaume Bachelay, et je voudrais revenir sur deux d'entre elles.

La première, tu l'as dit Jean-Christophe, ce congrès doit aussi être l'aboutissement de notre besoin de discuter au sein du Parti socialiste. C'est effectivement une démarche que nous soutenons, avec plusieurs camarades ici, plusieurs camarades de « *Cohérence socialiste* ». Je crois que la parole a été libérée et je crois qu'il y a peu de formations politiques qui peuvent se targuer aujourd'hui d'avoir reçu 5 200 contributions. On lit en Une des journaux que le Parti socialiste irait mal, mais je mets au défi, mes chers camarades, je mets au défi de trouver une formation politique en France qui aurait reçu 5 200 contributions écrites, et publiques. Bon, peut-être 5 600, pardonnez-moi. J'ai mal compté, j'en ai oublié 400. La deuxième chose que notre premier secrétaire a dite ce matin : « *Il nous faut un congrès utile, un congrès qui pèse sur la fin du quinquennat.* » Ce sont bien ces deux objectifs que nous devons viser. Henri Weber l'a rappelé, un congrès, ça doit donner de la perspective. Mais dans la situation politique dans laquelle nous sommes, un congrès doit être celui qui fait réussir la deuxième partie du quinquennat.

Je voudrais prendre un seul exemple, pour ne pas être trop longue ce matin, pour vous dire que, effectivement, un congrès utile, c'est un congrès qui donne une position claire du Parti socialiste.

Nous en avons besoin pour porter nos combats dans l'exercice du pouvoir. Plusieurs ce matin ont cité un exemple qui est arrivé cette semaine sur la lutte contre l'optimisation fiscale agressive, qui fait en ce moment la Une des journaux puisqu'il y a eu un scandale au Luxembourg, puisque, en ce moment, nos dirigeants sont en train de décider en Australie de l'issue qu'ils veulent donner à ces propositions. La question pour nous, elle est très simple : La France veut-elle être moteur ou veut-elle être suiveur ? Même un suiveur actif, mais suiveur quand même. Et la question qui se pose pour nous aujourd'hui, c'est de savoir ce que veut dire le Parti socialiste : veut-on être moteur ou veut-on être suiveur ?

Je crois que, en tout cas, l'ambition que nous sommes plusieurs à défendre, c'est que nous voulons être moteurs. Encore une fois, il ne s'agit pas d'inventer des plans sur la comète, il s'agit de dire que de la richesse créée, fabriquée ici chez nous doit pouvoir servir aussi au bien collectif et à l'ensemble des concitoyens, et qu'elle ne soit pas siphonnée.

Je voudrais dire que dans ce combat, nous ne sommes pas seuls. Nous avons beaucoup travaillé avec les députés allemands, anglais, que nous voulons avancer, mais encore une fois, je crois que si le Parti socialiste affirme une position dans ce congrès, une position à l'issue de ces États généraux qui soit très claire, nous serons moteurs. C'est bien l'essence de notre parti, c'est cette ambition que nous avons portée depuis de

nombreuses décennies, que nous continuons à porter, et qu'il est important que nous puissions avoir de manière très forte.

Je vais citer une phrase de François Mitterrand, parce qu'on peut nous dire : si on va trop vite, c'est parce qu'on va trop vite... Non, non. Il disait : « *Quand la France rencontre une grande idée, elles font ensemble le tour du monde.* » Je crois que c'est l'enjeu de ce congrès, dont nous saluons la date au mois de juin, c'est de pouvoir porter deux, trois, quatre, cinq grands principes sur lesquels pourra s'appuyer notre gouvernement pour faire en sorte que notre pays soit toujours moteur, plus que suiveur, même un suiveur actif, même un suiveur qui soutient des positions, mais que nous puissions être fer de lance et être le moteur de ses grandes idées.





## FRÉDÉRIC LUTAUD

Chers camarades, j'ai bien écouté Jean-Christophe, Guillaume, que je félicite aussi pour son excellente synthèse, et magistrale, vu le nombre de contributions. J'ai bien écouté aussi Henri, qui nous dit que, effectivement, c'est un texte qui vient définir notre identité et qu'il n'a pas vocation à être un programme présidentiel ou un programme de gouvernement. Certes, mais on ne peut pas non plus faire le grand écart absolu. Dire qu'il y a quand même une relation qui doit s'exprimer à travers le projet politique qui est le nôtre, sinon, ça n'aurait pas de sens. Et dans ce sens, je rejoins un petit peu la position d'Emmanuel Maurel.

Aujourd'hui, on se pose la question de la relation entre ce que nous écrivons, ce que nous disons et ce que nous faisons.

Est-ce que je dois parler de l'affaire Jouyet, qui n'est pas vraiment à l'image de ce que nous attendons de la politique, de nos valeurs ? Est-ce que l'on doit parler de la mort de Rémi Fraisse, qui fut l'un de nos camarades, je vous le rappelle ? Oui, oui, il a même été signataire de la motion quatre, et son père, et avant de nous quitter, pour des raisons de divergence avec la politique actuelle. Et les 700 grenades, surtout, qui ont été lancées, qui ont été lancées par notre police républicaine. Est-ce que je dois parler des 48 députés socialistes qui ont voté avec la droite contre la progressivité de la CSG, qui fut quand même un des engagements de notre président ? Est-ce que je dois aussi parler des 10 000 cher-

cheurs qui sont vent debout aujourd'hui contre la politique du gouvernement parce qu'elle crée de la précarité dans les universités et pour l'avenir de la jeunesse en général ? La jeunesse, vous savez ? C'est un de nos engagements principaux. Est-ce que je dois aussi parler des déclarations méprisantes de Manuel Valls, qui traite ses propres camarades, avec qui il n'est pas d'accord, bien sûr, de gauche passiste au surmoi marxiste ? Je ne suis pas sûr que nous soyons vraiment dans la fraternité quand on apprend ça par les journaux. Est-ce que je dois vous parler des déclarations d'Emmanuel Macron, qui considère, alors tenez-vous bien : « *Angela Merkel a eu la chance d'avoir un prédécesseur qui a fait les réformes nécessaires* » ? Comme éloge à peine voilé aux réformes Hartz IV de Gerhard Schröder, on ne fait pas mieux. Je ne suis pas convaincu que nous ayons eu beaucoup de contributions dans ce sens dans nos états généraux. Est-ce que je dois vous parler de la débâcle de Michel Sapin sur la taxe sur les transactions financières ? Non, pas vraiment. C'est un sujet qui visiblement fait polémique.

Non, je voudrais juste m'arrêter quelques instants et très rapidement sur les déclarations de notre président de la République, car c'est lui qui donne la ligne politique générale. C'est lui qui a déclaré devant les Français que les bénéficiaires de notre politique, de cette politique qu'il met en œuvre, profiteront à son successeur. Excusez-moi, mais j'avais compris que le changement, c'était maintenant. C'était un petit peu la motivation. Je ne

suis pas sûr non plus que les 500 000 chômeurs supplémentaires sous notre quinquennat, sous notre mandat, apprécient vraiment d'attendre la politique, les fruits de son successeur. Non seulement ce fut un demi-million de chômeurs de plus, pour l'instant, mais en plus, les gens qui ont voté à gauche ont eu pour résultat de travailler plus longtemps, je rappelle qu'on a allongé les cotisations retraite, et qu'aujourd'hui, notre président a en tête de nous faire aussi travailler le dimanche. Je ne suis pas convaincu que nous ayons beaucoup de contributions dans ce sens-là dans nos États généraux.

Alors oui, croissance, compétitivité, emploi, c'est un petit peu ce que nous a répété encore sur TF1 le président de la République. Seulement voilà, Alain Juppé, chez Jean-Jacques Bourdin, répète exactement la même chose. Seulement, il veut aller un petit peu plus loin sur les retraites, un peu plus loin sur les déficits et un peu plus loin sur le coût du travail. Bref, il veut aller un peu plus loin sur tout, c'est la surenchère, mais la politique est la même, en tout cas, on ne la distingue pas.

Alors, je ne suis pas convaincu que la gauche puisse sortir indemne de ces renoncements économiques et sociaux. La déflation est à nos portes, vous le savez, et nous appliquons exactement les mêmes recettes qui ont conduit l'Europe à sa perte, c'est-à-dire l'austérité, le dumping fiscal et social, et la compétition entre les salariés.

Je le rappelle quand même, les dividendes ont augmenté de 30 % cette année, c'est le record d'Europe absolu. Et pourtant, il n'y aura pas d'augmentation d'impôts d'ici 2017, a déclaré François Hollande. Les inégalités se creusent, voilà. Le baromètre IPSOS 2014, vous l'avez peut-être lu, il analyse les données collectées par les permanences du Secours populaire. Et il montre quoi ? Eh bien, que sous un gouvernement socialiste, une partie croissante de la population est réduite à survivre. Mais inversement, treize milliardaires de plus cette année, 15 % d'augmentation du patrimoine des cinq-cents plus grosses fortunes de France. Je crois que c'était même vingt-cinq l'année précédente. Le chômage atteint des records insupportables, mais nous refusons de partager le travail. Pourtant, l'Allemagne l'a fait, le Canada l'a fait, les États-Unis l'ont fait. Une étude pourtant récente du cabinet Roland Berger, si on veut être un petit peu pragmatique, prévoit la destruction de trois millions d'emplois en France d'ici 2025, et cela grâce à la numérisation de notre économie. Déjà près de six millions de chômeurs, neuf millions de pauvres, je ne compte pas tous ceux qui sortent de Pôle emploi sans avoir trouvé un travail. Voilà.

Qui peut aujourd'hui sincèrement penser que la réindustrialisation remettra la France au travail quand nous produisons toujours plus avec de moins en moins de travail humain ? Comment croire que les cadeaux fiscaux accordés aux entreprises vont relancer l'économie, alors que nous souffrons d'un déficit de la demande justement à cause du chômage de masse et de la déflation salariale ? Je rappellerai au passage que 24 % des SDF travaillent.

La puissance publique, qui doit être la courroie d'entraînement de la relance économique en période de crise,

a baissé ses appels d'offres de 60 %, tout ça au nom d'un remboursement d'un déficit contracté auprès de banques que nous avons nous-mêmes sauvées.

Tous ceux qui ont voté comme moi pour François Hollande ne peuvent pas suivre cette politique. C'est toute la gauche qui est discréditée tandis que prospère le Front national, et même de nouveaux partis, vous l'avez vu, comme celui d'Alain Soral et de Dieudonné, qui se disent maintenant ouvertement national-socialistes. Et ils prospèrent pourquoi ? Sur la désespérance des accessibles, comme l'a rappelé notre camarade tout à l'heure, que nous avons abandonné au chômage et à la précarité.

Et c'est pourquoi, Jean-Christophe, notre prochain congrès ne sera pas comme les autres. C'est l'avenir de notre parti qui se joue, bien entendu, mais c'est certainement aussi celui de la gauche. Car il n'y aura pas de victoire en 2017 de la gauche sans unité. Et ce n'est pas avec la ligne politique du gouvernement que nous pourrons faire le rassemblement. Alors je dis à tous ceux qui m'écoutent aujourd'hui dans cette salle, ceux qui veulent que nous soyons moteurs, qui veulent que nous soyons l'unité, l'apaisement du Parti, nous devons la faire sur une autre ligne politique.

Quant à ceux qui ont compris que l'avenir de la gauche est ailleurs, il est temps de surmonter nos divisions, de se rassembler, vite, car nous n'avons pas plus envie d'une maison commune avec la droite que de voir Juppé et Sarkozy revenir au pouvoir. Merci.



## FRÉDÉRIC LÉVEILLÉ

Mes chers camarades, merci d'abord au premier secrétaire du parti d'avoir organisé ces États généraux. Et je crois qu'au-delà du fond et du travail constant et permanent fait par Guillaume pour arriver à un texte qui soit un texte qui nous rassemble, nous avons aussi dans le débat qui est le nôtre un certain nombre de points qui, aussi, sont notre identité, je crois que c'est le débat, l'unité et le rassemblement.

Le débat, il est indispensable dans notre parti, et il a d'ailleurs toujours été notre force. Ce débat peut être fort à l'intérieur, il ne peut l'être à l'extérieur. La vision cacophonique donnée parfois par un certain nombre de nos camarades, souvent les mêmes d'ailleurs, détruit l'image même du Parti socialiste dans nos territoires. Et je veux y insister, le Parti socialiste, ce n'est pas seulement, même si c'est indispensable, un Conseil national à Paris. Le Parti socialiste, c'est une identification sur les territoires, ce sont des élus, des militants engagés sur les territoires pour porter des politiques qui sont des politiques locales, identifiées par rapport à une orientation politique qu'ils portent, y compris au niveau national. Donc le débat, il le faut, mais le débat, ça ne peut pas être l'heure de gloire de quelques-uns sur BFM-TV ou ailleurs. Le débat, c'est dans le parti, dans nos conseils nationaux, dans la préparation de nos congrès, oui, dans les bureaux nationaux, oui. Mais le débat, ça ne peut pas être, et je le dis d'ailleurs à mon prédécesseur à cette tribune, le débat ça ne peut pas être du commentaire de commentaires. Le débat, ce n'est pas de savoir si monsieur X ou madame Y a déclaré ceci et si nous devons le commenter et

que ça fasse notre ligne politique. Ce n'est pas une ligne politique, le commentaire de commentaire. Le commentaire de commentaire, c'est l'alibi des gens qui n'ont finalement pas d'imagination. Et ce que je souhaiterais, moi, dans notre parti, c'est que nous ayons justement de l'imagination collective. Et pour avoir de l'imagination collective, il nous faut aussi porter ce qui se fait, positiver ce qui se fait. Beaucoup parlent de ce qui se fait de mal, ce n'est pas suffisant, ce n'est pas assez, le gouvernement, le parti, etc. Certes, sans doute, peut-être, on peut en discuter. Mais il y a tant de choses que nous avons faites depuis 2012 et dont on ne parle pas, et dont la presse ne veut pas que nous parlions, et qui évidemment aujourd'hui nous donnent l'occasion de leur donner de l'importance, non pas à ces journalistes ou ces animateurs qui n'ont plus de culture politique ou si peu. Je crois que notre enjeu à tous il est justement de porter ce que nous faisons, ce que nous faisons de bien, de le dire, de l'expliquer, de le partager, à la fois dans le parti tout entier, et avec nos concitoyens. Parce que l'enjeu majeur, il est de faire de la proximité : les militants, les élus doivent être en proximité avec citoyens, en dialogue avec les citoyens. Et donner de la perspective politique à l'ensemble, les citoyennes aussi oui, bien sûr, et donner de la perspective politique à l'ensemble de nos habitants, partout dans notre territoire.

Je crois que ça fait partie de nos défis. J'espère que nous retrouverons cela dans l'identité même des socialistes dans le cadre des états généraux et que le congrès qui s'annonce sera un congrès d'idées mais pas un congrès de commentaires. Merci.



## EMMANUELLE DE GENTILI

Chers camarades, les États généraux renvoient à une situation de crise, c'est vrai, mais pour nous, socialistes, ils renvoient surtout à une opportunité extraordinaire de pouvoir enfin proposer, innover, surprendre, bousculer et agir ensemble. Aujourd'hui, je voudrais profiter de cette tribune pour vous parler d'un sujet, un sujet qui me semble capital pour l'avenir de notre parti, bien sûr, mais surtout pour l'avenir de notre pays. Un sujet que nous avons trop longtemps laissé à la droite et à l'extrême droite. Ce sujet, c'est l'identité et la nation. J'entends déjà au loin certains de mes camarades s'agiter sur ce sujet mais ces mots sont-ils tabous chez nous ? Nous font-ils peur ? Ces sujets nous effraient-ils ? Ces débats ne nous concernent-ils pas ?

Mes chers camarades, nous ne devons pas avoir peur, peur justement d'aller sur ce champ, peur d'engager précisément ce combat, peur de gagner en premier lieu cette bataille car la cohésion de la nation redonnera à coup sûr confiance aux Français dans leur capacité à affronter l'avenir. Aujourd'hui, nous le sentons tous, notre pays traverse une zone de turbulences. À la crise économique s'est ajoutée une crise morale profonde. Les Français doutent, on leur répète tous les jours qu'il faut qu'ils changent, que ça ne peut plus durer, qu'ils vont droit dans le mur. Ils entendent sans cesse qu'ailleurs tout va mieux. Ils entendent par exemple que les Allemands réussissent mieux en économie, que le système social suédois est meilleur, que le système scolaire finlandais réussit là où la France échoue. Pire, ils entendent chaque jour que la France, princi-

pal artisan de la construction européenne, se fait taper les doigts par les technocrates. Osons le dire : sans la France, il n'y aurait pas eu l'Europe. Mes chers camarades, les Français ont l'impression que les valeurs républicaines en lesquelles ils croient toujours ne sont plus adaptées au monde moderne. Ajoutez à cela les disparités entre les territoires, les clivages sociaux entre les riches toujours plus riches et les classes moyennes en régression constante, la diversité des origines, des confessions et des cultures, quel pays pourrait résister à une telle accumulation de questions, de pessimisme et de reproches ?

Faisons le parallèle maintenant avec le Parti socialiste. On nous fait finalement à peu près les mêmes reproches, nous serions dépassés, nos valeurs seraient inadaptées voire obsolètes, nous serions complètement à côté de la plaque. En vérité, c'est tout le contraire, mais c'est à nous et à nous seuls qu'il revient de nous affirmer avec vigueur et fierté tellement nous sommes à contre-courant d'un monde cupide et égoïste. Mes chers camarades, discuter de son identité, c'est se rassembler pour préparer l'avenir. Ce n'est certainement pas se renier ou faire de la fuite en arrière. Alors entre nous, pourquoi ne pas faire pour la France ce que nous avons fait pour le Parti socialiste : revenir aux fondamentaux et demander directement aux Français ce que signifie pour eux être Français aujourd'hui. Parce qu'à force de subir les assauts de ceux qui veulent casser son identité, la France est en panne d'espoir, elle est en panne de projets collectifs, elle est en panne d'objectifs communs et partagés.

Aujourd'hui, les Français ont besoin d'être animés d'un espoir, d'être portés par des idées et une mission. Cette exaltation n'est pas perdue, elle est juste engourdie par de trop nombreuses années de doutes.

Alors ensemble, chers camarades, réveillons l'enthousiasme des Français pour la France, réinstallons la fierté d'être Français, réhabilitons l'identité, la nation, le drapeau. Chère à Jaurès, la nation et l'identité ne devraient pas effrayer ses héritiers politiques. Défendre l'identité, oui je l'affirme, c'est de gauche. Défendre notre territoire, oui, c'est de gauche. Défendre nos couleurs, oui, c'est de gauche. Défendre nos produits et nos entreprises, oui ça aussi c'est de gauche. Nous, femmes et hommes et gauche, nous sommes aussi légitimes à nous octroyer le droit de clamer ce qu'est la nation française.

La France, ce sont des symboles, un drapeau qui rappelle les combats pour la dignité humaine de ceux qui nous ont précédés. Une belle devise : Liberté, Égalité, Fraternité. Un hymne et une Fête nationale qui porte les espoirs des sans-grade, des abandonnés, des exclus. Honorons-les pour ce qu'ils représentent. La France, c'est un peuple intelligent et dynamique, redonnons-lui le sens du collectif et de la citoyenneté. La France, c'est un esprit, une culture, un savoir-faire. Préservons-les, valorisons-les et imposons-les dans le monde. La France, c'est un territoire riche et beau, reconnaissons-le tel qu'il est dans sa diversité et osons l'identité de ces régions garantes de l'unité de la République. La France, c'est une langue extraordinaire, respectons-la, renforçons-là, diffusons-là partout dans le monde. La France, c'est une histoire, rappelons-nous ceux qui avaient construit notre nation, donnons-lui du sens pour le futur. La France, c'est un État, assurons sa cohésion, son équité, la solidarité entre les générations, les territoires et les catégories sociales. La France, c'est un projet de société, bâtissons-le sur la démocratie, la citoyenneté, la protection sociale, en quelque sorte, les valeurs de la République. La France, c'est une ambition universelle, humaniste et généreuse, redonnons-lui un rayonnement international.

Enfin, la France c'est l'Europe. Nous sommes des citoyens français, soyons aussi citoyens européens. Comme le disait Guillaume, réinventons l'Europe, acceptons-la dans la pluralité des nations qui la compose. Comme la pluralité de ses territoires est une richesse pour la France, la diversité des nations est une force pour l'Europe. Europe, nation, région, chacun s'enrichit au contact de l'autre pour renforcer l'unité européenne.

Vous l'aurez compris chers camarades, une France sûre de son identité aura confiance en l'avenir, ne cédera pas aux populismes ni au Front national, et saura rester accueillante. Profitons des instants qui nous sont donnés au PS pour faire ce travail nécessaire sur la nation, que

notre identité nous redonne confiance en l'avenir car comme le disait Winston Churchill : « *Plus vous regardez loin derrière, plus vous pourrez apercevoir loin devant.* »

Je vous remercie.



## MAYA AKKARI

Bonjour à toutes et à tous. Depuis le congrès de Toulouse, je suis membre du Conseil national, pour la première fois, et je viens très régulièrement, j'écoute tous les débats. Moi qui suis très attachée aux questions éducatives, je vois qu'on débat longuement des questions de démocratie, des questions économiques, européennes. Pourtant, l'éducation, c'est le premier budget de l'État, ça fait partie de notre identité. Emmanuel Maurel disait tout à l'heure que, au prochain congrès, il nous faudra arbitrer des sujets en lien avec la fiscalité, la relation à l'Europe. Jamais entre nous nous ne débattons de sujets en lien avec la question de l'école. Pourtant, ces jours-ci, nous voyons dans tous nos territoires, ici ou là, les professeurs se mettre en grève, les parents s'organiser parce qu'ils sont confrontés à des inégalités territoriales. La semaine dernière, j'étais frappée au moment de la manifestation de la FIDL, des jeunes vendredi dernier sur la mort de Rémi Fraisse, de leur slogan qui était : « *Luttons contre le racisme à l'école* ».

Nous avons eu une grande loi d'orientation, la loi Peillon. Vous savez que la vie éducative de notre nation est bercée par ces grandes lois. Il y a eu la loi Ferry, la loi Haby, la loi Jospin, la loi Fillon. Nous avons cette grande loi, la loi Peillon 2013 et nous avons, je note dans cette loi une avancée, une avancée et vous allez voir le lien avec nos États généraux. Je note dans cette loi une avancée, et je vais citer la phrase, parce que c'est la première fois où dans une loi d'éducation la question des inégalités apparaît, c'est la première fois

où le mot apparaît, j'ai bien étudié tous les textes bien sûr. Dans l'article 1-1, on y dit : il faut lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative. C'est important de noter que c'est la première fois que ça apparaît. Néanmoins, nous sommes aux affaires, nous avons nommé les recteurs dans les différents territoires. Et à quoi on assiste ? Je suis élue à Paris. Des établissements parmi les plus durs de France, les 300 les plus durs de France, que l'on appelle REP+, une sur-représentation des professeurs contractuels, c'est-à-dire allant jusqu'à un tiers des effectifs des professeurs. À trois stations de métro des établissements extrêmement favorisés où on a 85, 90 enfants de milieu socialement très favorisé, deux, trois professeurs contractuels. L'affectation des professeurs titulaires dans les ZEP, vous en avez 7, 10 par établissement. Dans les quartiers favorisés, vous en avez zéro, un. Comment pouvons-nous tenir un langage... Moi aussi je suis frappée par le décalage entre nos discours en Conseil national et la réalité du terrain. On parle d'égalité réelle mes camarades, réelle, mais on est dans l'irréel. Allez voir les parents de la Seine-Saint-Denis qui se sont mis en mouvement parce que dans leur département, il n'y a même pas de professeurs. Comment pouvons-nous laisser faire ça ? Quand nous parlons d'égalité réelle, nous allons réformer le collège, là, nous avons mis en place plusieurs réformes qui sont louables, etc. Comment pouvons-nous réformer le collège en laissant les filières cachées, que sont les filières induites, ce ne sont pas mes propos, ce sont les propos

de Nathalie Mons, présidente du CNESCO, du Conseil national d'évaluation du système scolaire français. Comment pouvons-nous dire que nous luttons contre les inégalités lorsque nous laissons des filières dites cachées induites par les options allemand, russe, chinois, latin ? Tous ici dans cette salle, nous avons des enfants, nous avons mis, moi je le dis, nous avons mis en place des stratégies individuelles pour que nos enfants soient dans les bonnes classes, dans les bons établissements, tous ici, mais parce que nous ne pouvons pas faire autrement, nous savons que dans notre Education nationale il n'y a pas la même qualité d'éducation. Que votre enfant, s'il est à Henri IV, à niveau social et à niveau scolaire égal, votre enfant s'il est à Henri IV ou s'il est dans un établissement à Bondy-Nord, il n'a pas les mêmes chances de réussite. Et ça, on ne fait rien jusqu'à maintenant pour lutter contre ça. Et moi je pense que, dans le texte de nos États généraux, la question de l'accès à la réussite scolaire, l'égal accès à la réussite scolaire pour tous devrait apparaître. Parce que massifier est une chose, c'est-à-dire donner l'égal accès à tous à l'école, tout le monde va à l'école maintenant. Mais nous n'avons pas un égal accès à la réussite scolaire. Et ça, nous devons mettre en place des mesures. Voilà, c'est juste par rapport à cette phrase, je vous remercie.





## GUILLAUME MATHELIER

On n'est plus à cinq, il n'y a plus d'égalité de traitement comme nous l'avons vanté juste avant. Surtout que je suis un nouvel intervenant puisque je n'ai jamais pris la parole devant ce Conseil national, et c'est un véritable honneur aujourd'hui. Je me présente à vous, Guillaume Mathelier, premier fédéral de Haute-Savoie et maire d'une commune en Haute-Savoie aussi. Je vais être un peu iconoclaste, mais j'ai l'habitude. En Haute-Savoie, quand on est maire, on est très iconoclaste parce qu'on se retrouve souvent un peu seul.

D'un côté, et c'était l'esprit des États généraux, chacun a pu contribuer, et j'ai voulu contribuer avec l'animateur des Jeunes Socialistes de Haute-Savoie, sur quelque chose qui peut apparaître comme étant un peu de science-fiction. Je vous invite à peut-être rentrer dans ce champ de la science-fiction maintenant et à vous rappeler, peut-être pas de façon extensive puisque nous sommes passés à trois minutes, les lois de la robotique d'Isaac Asimov. Par rapport à la science-fiction, j'aimerais maintenant vous bercer dans une fiction, et cette fiction, c'est le récit que nous devons réellement contribuer nous-mêmes à écrire, cette vision du monde que nous devons porter, du progrès, de la justice sociale. La question pourrait être celle-là Guillaume Mathelier, premier fédéral de Haute-Savoie: et si les robots étaient l'une des clés de notre progrès économique et social Guillaume Mathelier, premier fédéral de Haute-Savoie? Oui, peut-être, et on va essayer de le démontrer. L'intelligence arti-

ficielle et l'intelligence va aux robots, ils vont de plus en plus vite. Ce matin, dans le train, lorsque les robots montent en puissance. Et puis nous, nous n'en parlons pas, alors que peut-être nous devrions le faire.

Fidèle à l'esprit de Philadelphie auquel je tiens beaucoup et à l'esprit de Genève, puisqu'étant familier de l'esprit juste à côté de chez moi, nous pensons que le marché n'est pas une fin en soi mais doit trouver sa place dans une perspective qui doit allier non seulement la justice sociale mais aussi le progrès technologique et la vision partagée du travail. Et c'est grâce à nos convictions socialistes et régulatrices que nous pouvons lancer cette proposition concrète, et loin de la sinistrose actuelle, et facilement applicable : taxe the robots, taxons les robots.

Je crois qu'il faut un véritable débat politique sur le sujet. Il n'est évidemment plus surprenant pour un usager d'être confronté au quotidien à des machines dans la réalisation de tâches de service : les péages d'autoroute, certains ont dû les prendre ce matin ; « *bouh* » à eux puisqu'ils auraient dû prendre le train, caisses automatiques, distributeurs ou autres. Dans d'autres secteurs, les progrès vont très vite notamment en médecine. On peut remarquer aujourd'hui que certains médecins, notamment aux États-Unis, et ce sont les recherches du Memorial Sloan Cancer Center à New York, font de très grands progrès. Le médecin restant toujours le prescripteur. La majorité aussi de nos produits finis. Il n'y a qu'à

regarder une vidéo très intéressante sur les premières minutes, parce que c'est trente minutes, de la construction à la chaîne d'une des dernières BMW où elle est quasi intégralement construite par les robots, pour nous rendre compte que les robots sont très largement présents et que nous n'y réfléchissons pas plus que ça.

Et notre proposition s'inscrit dans une nouvelle donne économique, que le politique et le Parti socialiste, qui s'inscrit dans la durée longue, peut-être loin des faits de gestion d'un gouvernement, eh bien, notre Parti socialiste doit tâcher d'anticiper et de promouvoir cet événement. Et au moment où nous écrivions cette contribution, paraissait au Journal du dimanche une Une qui peut faire peur si nous n'y consacrons pas un peu de temps, sur la destruction des emplois à 2025 : trois millions d'emplois perdus, 20 % des tâches automatisées, et cela toucherait en priorité la classe moyenne, celle aussi pour laquelle nous nous battons pour qu'il y ait un lien entre les classes populaires et les élites.

En taxant les robots, nous proposons trois pistes de réflexion, donc c'est un débat très ouvert. Les conditions du travail humain, quelqu'un en a parlé tout à l'heure, la recherche et l'investissement technologique. En ce qui concerne les conditions du travail humain, cela nous permettra d'investir massivement dans la formation, la spécialisation des salariés, le coworking, comme on l'appelle, entre les hommes et la machine, la maintenance, l'amélioration de la qualité des produits finis. Cette perspective, et là j'invite les députés à y réfléchir, pourrait engager en partenariat, en responsabilité avec les entreprises, dans une version étendue d'un pacte de responsabilité par exemple, une relocalisation d'emplois actuellement détruits en France au profit d'un salarié à bon marché à l'étranger en misant sur la compétence d'une main-d'œuvre qualifiée localement.

En ce qui concerne la recherche, nous proposons la création d'un fonds de recherche et le développement d'une industrie de pointe pour des appels à projet qui valoriseraient l'effort d'innovation technologique sur le territoire, et les Régions pourraient prendre parfaitement leur place avec la force institutionnelle qu'elles ont aujourd'hui. Et puis enfin, par rapport à l'investissement, il est considéré qu'il y aurait un besoin à 2025 de 60 milliards d'investissement pour les entreprises dans ce cadre-là.

Alors, cette mesure d'envergure, mais qui repose sur une idée simple, s'inscrit dans un projet, à mon sens, de cohésion nationale entre le monde de l'entreprise et le citoyen actif, autour d'une performance économique, sociale et technologique retrouvée. C'est aussi un vaste projet de modernisation, avec une image revalorisée de la France à la pointe du progrès pour tous, et qui pourrait me faire rêver, comme quand j'étais jeune, à la France du TGV ou à la France du Concorde.

Cessons de nous lamenter et commençons à travailler sur ce projet ensemble, je vous y inviterai et je ferai peut-être une contribution puisque nous garderons, semble-t-il, les contributions pour le prochain congrès sur cette question-là. Merci beaucoup.



## GUILLAUME BALAS

Tout le monde a salué depuis ce matin Guillaume Bachelay donc je le fais aussi, mais je voudrais saluer l'intervention de Guillaume Mathelier, celle qu'il vient de faire parce qu'on est là un peu au nœud des choses, c'est sur la question de l'avenir et du rapport du socialisme et de l'avenir. Je fais partie des gens qui pensent que l'évolution aujourd'hui du capitalisme mondial, de la limite écologique qui accompagne cette évolution du capitalisme mondial, fait que le socialisme est une idée d'avenir. Je veux préciser, c'est-à-dire un rapport critique au capitalisme qui amène à la maîtrise commune d'un certain nombre de biens, à une maîtrise partagée de ces biens et aussi au fait qu'on redistribue ces biens. Aujourd'hui, quand on regarde la question de l'eau, quand on regarde la question la santé, quand on regarde la question de la terre, celle sur laquelle on produit, on comprend bien que le marché qui s'étend à l'infini dans un monde fini, avec des ressources finies, ça ne peut pas fonctionner. Ça amène la crise, et je vais vous dire, je pense que la crise de 2008 tire déjà son origine de cela. C'est-à-dire que nous sommes déjà maintenant non pas dans l'extension du capitalisme à l'infini, nous sommes déjà dans l'extension de la crise du capitalisme. C'est ça qui est en train de se produire partout. Et nous, nous serions là en train de nous excuser d'être socialistes, de nous excuser d'encore utiliser ce mot.

Et c'est là où, je l'ai dit au premier secrétaire, il ne faudrait pas que la construction très louable à travers les États généraux et à travers la vision

du congrès qui a déjà été évoquée, congrès utile mais qui sache nous rassembler, nous empêche quand même d'avoir le vrai débat. Tout à l'heure, je crois qu'il était évoqué par Karine Berger les débats interdits. Mais les débats ne sont pas interdits au Parti socialiste, encore faut-il qu'il y ait des débatteurs. Et je voudrais dire que si nous, nous arrivons à trouver en notre sein une certaine forme de cohésion sur un positionnement finalement assez à gauche du Parti socialiste, mais que d'autres considèrent que de toute façon les débats au sein du Parti socialiste n'ont aucune importance et qu'une vision nouvelle de la gauche, qui invalide d'ailleurs le socialisme et j'y reviendrai, se fait par les faits.

Je crois que le Premier ministre a dit que la gauche ça changeait quand on était au pouvoir ; et que jamais une motion n'est présentée en ce sens, que jamais les militants ne peuvent voter pour savoir si oui ou non ils pensent, par exemple, qu'aujourd'hui nous devons changer de nom, que par exemple, aujourd'hui, notre projet principal, c'est l'émancipation individuelle sans aucune référence à l'émancipation collective, par exemple que la question du rapport critique au capitalisme, ce qui est pour moi la définition du socialisme, n'a plus lieu d'être parce que le marché a gagné et que finalement, il faut une gauche moderne qui saurait accepter cela. Cette vision de l'avenir, que je crois fautive, fautive dans les faits, c'est-à-dire que ce n'est pas ce qui est en train de se dérouler, est crue par certains parmi nous. J'ai parlé du Premier ministre, mais il y

en a d'autres qui en tirent des conclusions d'ailleurs, j'allais dire stratégiques.

Quand le président de notre Haute autorité dit qu'il faut une alliance avec la droite maintenant, mais ce n'est pas un débat honteux. Tony Blair, ce n'était pas honteux ce qu'il disait, ça posait des vraies questions. Clinton, quand il veut rénover le Parti démocrate, ce n'est pas honteux, Schröder non plus. Pourquoi se cacher ? Pourquoi cacher cette orientation ? Pourquoi ne pas mettre devant les militants le fait que, aujourd'hui, il y a deux visions de l'avenir ? Il y a ceux qui pensent que le capitalisme a définitivement remporté la bataille et que donc il faut s'y adapter et qu'il faut donc liquider aujourd'hui le rapport critique au capitalisme, construire une autre gauche qui doit se baser sur l'émancipation individuelle. Et de l'autre côté, ceux qui pensent qu'au contraire, le cours de l'histoire amène à une socialisation de plus en plus progressive de l'ensemble des ressources. Et donc, se pose la question de comment on fait démocratiquement et socialement pour utiliser ces nouveautés et notamment ce que Mathelier disait sur la robotisation est totalement juste. Et c'est un élément d'avenir.

Donc, c'est ce débat que nous devons avoir. Et c'est ce débat que nous devons trancher. On verra quelle motion se faire autour de quel thème. Mais si nous ne tranchons pas ce débat, quelle est notre utilité ensuite par rapport à notre gouvernement ? Et je termine. Il y a aujourd'hui un problème, c'est que vous discutez avec des gens au niveau gouvernemental qui vous tiennent des discours qui sont des discours de réorientation complète de ce qu'est aujourd'hui la gauche, en invalidant la question du socialisme en disant très franchement qu'ils n'y croient absolument plus, qui en tirent des conclusions et des conséquences dans le rapport de force européen. D'ailleurs, Henri, je ne suis pas d'accord avec toi, je parle d'Henri Weber, ce qui s'est passé sur la taxe sur les transactions financières est un très bon exemple de ce que je suis en train de dire. Si nous nous étions battus, la France, pour la taxe sur les transactions financières, je parle de l'État français, je ne parle pas de toi au Parlement européen, et puis en face, c'est vraiment compliqué, on trouve le meilleur compromis possible, ça irait, mais ce n'est pas ce qu'on fait. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est ceux qui se battent pour une taxe la plus minimale possible sur les transactions financières, c'est la France. Et c'est bien là où on voit l'hypocrisie dans laquelle nous sommes.

Donc, je n'appelle qu'à une chose, c'est qu'à travers les États généraux, on verra pour ma sensibilité qui est « *Un monde d'avance* » comment nous nous positionnerons sur ce sujet, quels amendements nous allons déposer, quelle réponse il y aura à ces amendements. Nous nous déterminerons à partir de cela.

Et par rapport au congrès, c'est ce débat que je viens d'indiquer que nous porterons. Et nous vou-

drions avoir des contradicteurs, c'est-à-dire que pour une fois, dans ce parti, on assume ses positions.



## SARAH PROUST

Bonjour à tous, d'abord Michel, tu me le permettras, comme tu as cité l'ensemble des camarades et néanmoins ministres présents ce matin, il se trouve qu'au fond de la salle, pendant une bonne heure et demie, Myriam El Khomri était là, Secrétaire d'État à la politique de la ville, il m'a semblé juste, même si elle n'est plus là, de dire qu'elle était présente ce matin, ainsi que Laurence Rossignol.

Autre élément, on commence à être très avancés dans le débat, beaucoup de camarades ont parlé du congrès, à vrai dire, je ne vais pas du tout en parler et du coup, essayer de n'avoir que deux minutes pour laisser les autres camarades parler.

Je souhaite aujourd'hui parler de la question des États généraux car il me semble que nous sommes à la fin d'un processus extrêmement important, qui a duré plusieurs semaines, et disons-le, ce parti que d'aucuns aiment volontiers dire qu'il est fatigué, qu'il est sans projet, qu'il est sans avenir. Ce parti, en réalité, ses militants, se sont saisis des États généraux pour travailler à la question de notre identité.

Comme beaucoup de secrétaires nationaux, depuis le lancement des États généraux à La Rochelle, je me suis déplacée dans beaucoup de fédérations. Et ce qui est intéressant, c'est qu'en trois mois, c'est la façon dont les militants et les fédérations se sont saisis de ce débat-là. Début septembre, quand je me déplaçais, je

voyais des militants un peu interrogatifs, parfois un peu circonspects sur le processus et sur la méthode. Deux semaines après, dans une autre fédération, je voyais des militants se dire : on a une opportunité, il faut s'en saisir, donc essayons d'organiser une réunion. À la première réunion, ils étaient trois, à la deuxième réunion ils étaient quinze. Puis fin septembre, on a vu des militants qui essayaient de se convaincre les uns les autres de participer à ce processus-là pour arriver en octobre à des réunions remplies à plus de 5 000 contributions et au fait que les militants, effectivement, ont voulu se saisir de ce débat, se saisir de cette opportunité-là. En trois mois, il y a eu un travail remarquable qui ne correspond pas du tout à ce que nous entendons de ce parti à l'extérieur.

Alors maintenant la question qui nous est posée c'est : quel est l'enjeu ? Quel est le sujet ? Quelle est l'actualité du jour sur les États généraux ? Moi, il me semble qu'il ne faut pas se tromper de débat aujourd'hui. L'idée de cette charte, de ce que Guillaume Bachelay a beaucoup travaillé et présenté ce matin, c'est de parvenir à un texte commun, et il faut qu'il nous rassemble. Il ne faut évidemment pas qu'il nous distingue. Le temps sur lequel nous chercherons les uns et les autres à nous distinguer sur des textes viendra, nous en avons discuté mais j'ai promis que je ne parlerai pas de congrès. Notre enjeu, c'est de faire en sorte de pouvoir ensemble revendiquer ce texte et ce travail. Quand je dis revendiquer, c'est qu'il me semble qu'aujourd'hui, c'est de cela dont

nous avons besoin ensemble sur la question de l'identité. Ce texte, et en tout cas c'est ce que j'en appelle et ce que j'en souhaite, doit nous permettre de dire : oui, le Parti socialiste réfléchit, pense, propose, même lorsqu'il gouverne. Oui, le Parti socialiste a donné la parole à des militants qui l'ont beaucoup pour décider, qui l'ont beaucoup pour voter, qui l'ont eu moins ces dernières années pour réfléchir, pour penser et pour écrire. Oui, les États généraux ont montré notre capacité à nous saisir de vrais sujets de société compliqués, de nous entourer à nouveau de spécialistes, de chercheurs, d'intellectuels, et surtout des acteurs de ces sujets-là.

Oui, les États généraux, et c'est pour moi le point majeur, constituent à mon sens un outil supplémentaire pour mener la bataille politique face à la droite et face à l'extrême droite. Pourquoi ? Parce que les autres, à droite et à l'extrême droite, cherchent aujourd'hui à rendre floues les frontières de leurs lignes politiques. Et en faisant ça, ils pensent qu'ils attireront de plus en plus de nouveaux électeurs. Quand, à droite et à l'extrême droite, nous avons des partis qui cherchent à rendre floues leurs lignes politiques, nous, nous travaillons sur la question de nos fondations. C'est avec des fondations qu'on arrive, mes camarades, à mener des combats politiques extrêmement compliqués qui sont devant nous. Effectivement, la question des cantonales et des régionales, mais au-delà de ça, ce que l'on va dire de ce que nous sommes.

Pour conclure, je dirai qu'il y a un petit travail d'amendement qui s'ouvre là, et ce que je souhaiterais, c'est que l'on puisse là aussi ne pas se tromper de débat sur la question des amendements. S'il y a des amendements, nous y travaillerons, on a le cadre pour cela. Ceci dit, pour tous ceux, et peut-être en ferai-je partie, qui souhaiteraient déposer un petit amendement à la charte, la question n'est pas de savoir si l'amendement que je dépose me permet de me redéfinir dans la charte. La question est de savoir si l'amendement que je dépose permettra aux socialistes d'être mieux outillés, d'avoir une charte plus complète, mieux identifiée pour que les socialistes soient mieux repérés. Il me semble que la vraie erreur à ne pas commettre là, c'est de considérer que ce texte reste à l'intérieur. Ce texte, nous parlons de nous, nous parlons de ce que nous sommes, mais il doit surtout nous servir à parler aux autres, à l'extérieur. Donc n'en faisons pas un sujet interne, faisons-en ensemble un texte commun sur notre identité, nos fondations pour pouvoir partir au combat politique dès son vote. Je vous remercie.



## MARYSE MARTIN

Chères et chers camarades, j'aborde un thème peu développé dans les contributions des États généraux mais qui, transversalement, est très important pour notre avenir.

Le jeudi 20 novembre, nous célébrerons le 25<sup>e</sup> anniversaire de la CID, de la Convention internationale des droits de l'enfant, signée en 1989. Certains pays du Nord appliquent l'équivalent de cette convention depuis les années 1960. Et depuis une trentaine d'années, ces mêmes pays ont mis en place une véritable lutte contre toutes les violences faites aux enfants. Si cette convention a permis à la France de faire baisser légèrement les taux de maltraitance, elle n'a pas permis comme ailleurs une véritable prise de conscience des racines de cette maltraitance que sont les violences éducatives ordinaires. Aujourd'hui, de très grandes inégalités subsistent dans l'éducation des enfants, et la plus grave de ces inégalités se situe dès la petite enfance, de la naissance à l'entrée à l'école, de zéro à deux ans et demi. Certaines familles ne peuvent pas bénéficier d'une socialisation collective pour leurs enfants, et ceci est encore plus flagrant en milieu rural, comme ça a été précisé tout à l'heure avec la personne qui a parlé de l'Éducation nationale. Car quand on habite en milieu rural, si on a un collègue à 10 kilomètres, on ne va pas mettre nos enfants à 30 kilomètres.

Dominique Bertinotti, dans le projet de loi sur la famille, avait prévu de mettre en place de véritables aides à la parentalité parce que le plus dur des métiers, celui de parent, ne bénéficie d'au-

cune formation. Beaucoup de parents sont désarmés devant leurs enfants. Comment éduquer un enfant sans violence quand on n'a pas appris. On reproduit inconsciemment la même façon de faire que celle que l'on a reçue. C'est donc dès la naissance qu'il est indispensable de repérer les difficultés des enfants et d'aider les parents pour leur apporter un meilleur savoir-faire, de les encourager à respecter leurs enfants, à être en empathie avec eux, de leur apprendre à donner tout leur amour et à éduquer les enfants sans aucune violence.

Un petit exemple : la violence provoquée par une gifle, c'est quoi ? Premièrement, c'est une violence physique qui fait mal, et même peut faire très mal, et c'est aussi une humiliation. Deuxièmement, c'est un mensonge puisque celui qui la donne dit : « *C'est pour ton bien.* » Or, elle fait du bien à qui ? Uniquement à celui qui la donne. Troisièmement, c'est une manipulation, puisque la personne qui est censée protéger l'enfant lui inculque inconsciemment que c'est pour son bien qu'elle lui fait mal. À ce moment-là, chez le tout-petit, les synapses qui se mettent en place sont incapables de faire le tri entre ce qui est bon et ce qui est mauvais. Et là, tout part de travers, et c'est dans les deux premières années de la vie. Donc, la protection de l'enfance est indissociable avec une véritable loi contre toutes les violences éducatives ordinaires. Depuis plusieurs années, ce sont plus de 245 associations qui ont signé la charte contre la violence éducative ordinaire. Ces associations, ainsi que de nombreux services publics, attendent une véritable loi pour la

protection des mineurs dès la naissance, ceci en application des directives européennes de 2004 et 2007. Nous constatons que la France a déjà dix années de retard dans ce domaine alors que les enfants doivent être véritablement protégés. Aujourd'hui, ce sont deux enfants par jour qui décèdent toujours en France sous les coups de leurs parents. Ces chiffres sont insoutenables. C'est à l'État de poser les interdictions de la violence éducative ordinaire pour que les associations d'aide à la parentalité puissent véritablement soutenir les parents afin d'apporter un bien-être non seulement aux enfants mais aussi aux familles.

Alors oui, aujourd'hui, le Parti socialiste et notre gouvernement se doivent d'être les porteurs d'une véritable protection des mineurs, des plus faibles, des êtres les plus exposés dans des familles où il est toujours si difficile de pénétrer. Il est impensable de continuer à nier les racines de la violence que sont les violences éducatives ordinaires, celles qui sont subies par les enfants chaque jour, aux plus petits, et qui les marqueront pour toute leur vie.  
Merci.





## JÉRÔME GUEDJ

Mes chers camarades, dans ce moment, non pas d'unanimité mais de convergence sur beaucoup d'éléments, qu'il s'agisse de la date du congrès ou de la démarche et du travail sur les États généraux, même si nous pouvons, sur la base du texte qui nous sera prochainement soumis, enrichir, amender, corriger, je voudrais me livrer à des travaux pratiques parce que la redéfinition de l'identité des socialistes, exercice au cœur de ces États généraux, est le dernier rendez-vous avant un rendez-vous et des rendez-vous que nous avons avec les Français. Les Françaises et les Français, bien évidemment.

Après la séquence électorale de 2014 qui s'est traduite par les résultats que nous connaissons en matière municipale, en matière européenne et en matière sénatoriale, nous avons à nouveau des rendez-vous électoraux l'année prochaine, sur lesquels l'ensemble des militants socialistes sont amenés à se prononcer dans quelques jours puisqu'ils vont désigner celles et ceux des conseillers généraux qui représenteront les socialistes, ou en tout cas, des candidats dans ce nouveau dispositif dont, je le dis tout de suite, que nous nous félicitons qu'il permette d'introduire la pleine parité dans les conseils départementaux à partir du 29 mars de l'année prochaine. Parce que ce rendez-vous électoral, nous ne souhaitons pas l'enjamber. Parce que la dimension de l'ancrage territorial du Parti socialiste est partie prenante de son identité, que c'est même un des éléments de cette singularité française du Parti socialiste par rapport à d'autres traditions socialistes ou social-démocrates en Europe. Nous devons tout

faire pour que ce rendez-vous électoral, ces rendez-vous électoraux, ne soient pas, au mieux une sorte de passage obligé, au pire des rendez-vous auxquels nous nous présentons quasiment en s'excusant.

Ces élections, elles ne sont pas perdues d'avance. Partout, pourtant, la petite musique se répand. Partout, pourtant, des élus, des militants, s'interrogent sur : va-t-on revivre en mars et en décembre 2015 ce que nous avons vécu en mars 2014 ? C'est-à-dire des collectivités locales gérées ou pilotées à majorité socialiste qui se fracassent sur l'abstention de gauche, qui volent en éclat sur le désenchantement du peuple de gauche, qui saisit l'opportunité qui lui est offerte pour exprimer son désamour.

Notre première responsabilité, elle est de ne pas être dans le déni, de reconnaître, parce que ici ou là, on nous dit : « *Mais les municipales de mars 2014, il y avait des considérations locales, etc.* »

La première des lucidités, c'est de dire que le contexte national détermine et surdétermine cette élection locale. Bien sûr, nous avons d'excellents bilans, et le président du Conseil général de l'Essonne que je suis ne vous dira pas le contraire. Mais nous savons désormais que cela ne suffit pas, loin de là, pour préserver du tsunami, plutôt du reflux des électeurs de gauche. C'est la raison pour laquelle le contexte national, la manière dont le gouvernement, par ses décisions, la manière dont le parti, par ses messages, la manière dont les fédérations, par la capacité à construire des accords avec nos partenaires,

tout ceci est absolu déterminant et ne peut pas être renvoyé, je le dis, à la responsabilité de chacun des territoires, de chacun des présidents de région ou de chacun des présidents de conseils généraux. Nous ne sommes pas une somme de wilayas locales, nous sommes le grand Parti socialiste qui doit être en capacité de pouvoir dire quelque chose dans ces rendez-vous locaux. La première d'entre elles, je le dis, mes camarades, puisque c'est le premier rendez-vous, c'est les élections départementales. Et je ne le fais pas dans un corporatisme de président de Conseil général.

Mais j'ai été passablement agacé de la séquence que nous avons vécue depuis le discours de politique générale jusqu'au discours de Manuel Valls, notre Premier ministre, devant le congrès de l'assemblée des départements de France la semaine dernière. Nous aurions pu tellement nous épargner un psychodrame totalement inutile qui a consisté, pour un gouvernement de gauche, à jeter en pâture les collectivités locales et les départements en particulier, en leur disant que la suppression de ceux-ci allait permettre de faire des économies, de moderniser le pays, etc. Le résultat n'est pas celui-là. Moi, je me félicite que le rapport de force qui a été établi après ces annonces, dont je rappelle qu'elles ne s'appuyaient sur aucune position des socialistes, jamais et nulle part les socialistes n'avaient abordé la question de la réforme territoriale en disant qu'il fallait urbi et orbi supprimer un niveau de collectivité, et la manière aussi brutale avec laquelle c'était envisagé, je me félicite donc que la sagesse ait pu l'emporter et que le Premier ministre ait renoncé à son funeste projet, parce qu'il l'a dit avec sincérité devant les présidents de conseils généraux, et je souhaiterais qu'il le dise avec autant de tonitruance devant le pays tout entier, qu'aujourd'hui, il n'y a pas de suppression des conseils généraux.

Parce que quand nous allons devoir aller dans les campagnes électorales et expliquer que la gauche aux responsabilités, dans les conseils généraux, nous en gérons 61 aujourd'hui, dont 51 ou 52 à direction socialiste, avec des présidents de conseils généraux socialistes, vous voyez bien ce que ça signifiait comme difficulté que d'arriver dans une campagne électorale alors que, un message de très haut niveau, celui du président de la République, relayé par le Premier ministre, a déjà imprimé les esprits en disant : « *Les conseils généraux vont être supprimés.* » Ils ne vont pas être supprimés. Leurs compétences vont être ajustées, les élections maintenues, confirment l'existence de ces départements. Et encore une fois, en disant cela, je suis ouvert comme le Parti socialiste, comme le texte et les positions qui ont été exprimées, à ce que cette réforme intervienne. Mais je souhaite que, dans la période, il y ait un message fort, par le parti comme par l'exécutif, s'il peut avoir la gentillesse d'écouter de temps en temps ce que propose le Parti socialiste. Et d'ailleurs, Manuel Valls l'a dit

en ces termes : « *La France a besoin d'un échelon intermédiaire entre les régions, les communes et les intercommunalités, ce sont les conseils généraux.* » C'est déterminant dans la conception républicaine de notre pays mais je ne veux pas avoir le débat ici, mais de manière très cynique, dans l'exigence de gagner ces élections. Première nécessité.

La deuxième nécessité, c'est celle de pouvoir créer les conditions du rassemblement de la gauche partout dans les élections départementales, et pourquoi pas, après, dans les élections régionales. Mais c'est encore plus vrai dans les élections départementales. On a évoqué à plusieurs reprises le Front national. Nous savons aujourd'hui qu'en l'absence de rassemblement intelligent, construit, méthodique, dans ces nouveaux tickets aux élections départementales, le risque est immense, le risque est réel, le risque est avéré, c'est celui de l'élimination des candidats de gauche au deuxième tour de ces élections départementales.

Et je le dis : nous devons avoir pour priorité, non pas de mettre le pistolet sur la tempe de nos partenaires, en leur disant : « *Vous devez faire alliance avec nous parce que sinon, nous serons absents du deuxième tour.* » Ça ne marche pas comme ça, ça ne marche plus comme ça, et certainement pas dans le contexte que nous vivons aujourd'hui. Les conditions du rassemblement se construisent d'abord et avant tout sur un programme politique. Et nos candidats socialistes, nos responsables fédéraux, doivent assumer et doivent entendre non pas dans une logique de soumission ou d'alignement, ce que ceux de nos partenaires du Front de gauche comme d'Europe écologie les verts, comme du PRG, nous demandent d'intégrer dans des plateformes de rassemblement et de construction de projets de pilotage politique de ces collectivités.

Alors, bien sûr, il ne revient pas de tomber dans les pièges parfois grossiers qui nous sont tendus, qui consistent à dénaturer cette élection et à en faire un référendum pour ou contre la politique gouvernementale. Mais nous ne pouvons pas non plus faire comme si ceux des sujets mis sur la table n'existaient pas. Il en est un qui nous percuté dès à présent : la baisse des dotations aux collectivités locales votée dans le budget 2015 affecte considérablement la qualité des services publics et des missions que nous avons la responsabilité de mettre en œuvre. Il ne doit donc pas y avoir d'états d'âme pour la part de militants socialistes, d'élus socialistes, de responsables fédéraux, de dire que ça va trop fort, trop loin, sans assez de discernement, et que nous sommes dans une difficulté. Cette nécessité-là, nous la vivons, mais elle s'impose aussi dans la construction de ces accords avec l'ensemble de nos partenaires. Moi, je souhaite que dans le plus grand nombre d'endroits en France, nous puissions avoir des tickets qui construisent ce rassemblement avec nos partenaires de gauche.

Le dernier élément, mais ça va de soi, c'est que nous pouvons aussi saisir l'occasion de ces élections départementales pour être un point d'appui sur ceux des éléments de la politique nationale et gouvernementale qui méritent d'être relayés. Je ne prends que trois exemples en une seule phrase, que j'ai déjà mentionnés dans d'autres enceintes : le président de la République et le Premier ministre nous parlent de lancer un plan d'équipement numérique dans l'Éducation nationale, ça tombe bien, les conseils généraux ont encore la responsabilité des collèges. Encore faut-il que nous puissions développer cet argument. La loi sur le vieillissement de la population est en cours d'examen à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ce sont les conseils généraux qui la mettent en œuvre. L'investissement des collectivités locales est un levier de l'emploi de la transition énergétique, raison de plus pour le préserver et raison de plus pour pouvoir dire que nous avons cette responsabilité en termes d'aménagement. Bref, ces élections départementales dont j'ai beaucoup parlé, et un peu moins des élections régionales qui viennent un petit peu plus tard, elles ne sont pas hors sol du travail que nous faisons ici, elles ne sont pas non plus hors sol des questions de rassemblement de la gauche qui se posent à l'échelle nationale et qu'il nous faudra, de toute façon, approfondir et expérimenter à l'occasion de la préparation des élections présidentielles.



## FRÉDÉRIC CHÉREAU

Mes camarades, bonjour. Beaucoup d'entre vous ne me connaissent pas encore, même si je suis régulièrement membre de ce Conseil national. Je suis conseiller régional, membre de la puissante fédération du Nord, Jean-Christophe, et maire d'une ville, Douai, qui a basculé au Parti socialiste en mars dernier. Mais ce n'est pas en l'occurrence de ça, ou directement, que je voulais vous parler ce matin. Je voulais revenir sur la question, finalement, qui a été beaucoup abordée aujourd'hui, et qui, je pense, le sera largement dans notre prochain congrès, celle de notre identité. En reprenant une phrase de Jaurès que je n'ai pas besoin de citer, que vous connaissez tous, et que nous citons régulièrement sur le réel et l'idéal. Pourquoi au fond citons-nous si souvent cette phrase de Jaurès ? Je pense que c'est tout simplement parce qu'elle nous résume, parce qu'elle exprime ce qu'est notre ADN. Nous n'avons pas à choisir entre l'idéal et le réel. Nous devons concilier l'inconciliable, concilier ces deux termes antagonistes. Et quel parti, au fond, en France, se donne pour objectif en France, à la fois de gouverner, la France, le monde, tel qu'il est, et de prétendre encore le transformer ? Quel parti veut à la fois réfléchir sur l'avenir et se confronter au quotidien ? Quel parti veut parler de l'horizon tout en regardant la boue et les cailloux du chemin ? Notre identité, justement, grâce à cela, à cause de cela, n'est pas statique. C'est une identité toujours en évolution, toujours problématique parce que nous ne sommes pas des pragmatiques, nous ne sommes pas des idéalistes. Le Parti socialiste ne se résume pas à l'un de ces deux termes ou au choix entre ces deux

termes, il se résume à la volonté toujours impossible, mais toujours nécessaire de les concilier. Et le pragmatisme et l'idéalisme, au fond, nous fournissent deux outils complémentaires pour agir. Du côté du pragmatisme, n'oublions pas l'utilisation nécessaire, le recours nécessaire aux rapports de force. Nous devons, sans relâche, bâtir des rapports de force au niveau national, en rassemblant toujours la gauche parce que c'est le socle nécessaire, en allant chercher, s'il le faut, et là-dessus, je sais que c'est un sujet polémique, une partie du centre droit avec qui nous gouvernons régulièrement au local, et ça, nous n'osons pas toujours le dire.

En n'ayant pas peur du mouvement social, même quand il va contre nos projets parce que c'est le mouvement social qui pousse, quand c'est nécessaire, les plus puissants et les plus riches aux concessions dont nous avons besoin. Rapports de force au niveau européen aussi, en allant, non pas sur des grands discours, mais sur la recherche, pays après pays, de la majorité qui permettra de renverser cette politique Merkelienne de la ménagère souabe, mortifère pour l'Europe aujourd'hui. Rapports de force au niveau mondial en défendant, sans faiblesse, les atouts de nos entreprises dans une mondialisation qui est aujourd'hui de plus en plus concurrentielle et toujours capitaliste, où nous avons notre place à tenir face aux grands ensembles chinois, américains, etc. Puisque je parle des États-Unis d'Amérique, je veux citer deux Américains. Warren Buffet disait : « *évidemment, la lutte des classes existe toujours. Et c'est ma classe qui*

*est en train de la gagner* ». Cette lutte des classes se mondialise, alors, ce rapport de force, cette lutte des classes, cette brutalité nécessaire de l'action politique, pragmatique, ne l'oublions pas, elle est aujourd'hui nécessaire dans notre action. Mais en face de cet aspect pragmatique, il y a l'idéalisme. La force des idées, en apparence, est moins puissante que le rapport de force. Pourtant, les idées ont cette étrange force virale, biologique, qui fait que quand une idée puissante s'impose, s'installe, peu à peu, elle contamine toutes les autres. Peu à peu, elle devient d'une telle puissance qu'elle renverse les idées plus anciennes. Et nous devons continuer à défendre des idées qui paraissent impossibles aujourd'hui. Regardons ce que les Socialistes défendaient en 1840 et ceux qui défendaient cela, à l'époque, étaient bons pour l'asile, moqués. La fin du travail des enfants : impossible. La semaine de 40 heures : utopique. Les retraites et les congés payés : n'importe quoi, c'était mettre en danger l'économie française. Et pourquoi pas imaginer à l'époque l'abolition de la peine de mort ? L'égalité hommes-femmes ? Des États-Unis d'Europe ? Toutes ces fadaïses-là, nous y avons cru en 1840 et elles sont aujourd'hui réalité. Alors, nous devons aujourd'hui, sans relâche, continuer à défendre les idées d'aujourd'hui, de demain mais aussi d'après-demain. Le revenu universel, qui permettra que justement, le temps libéré dont parlait Henri Weber, ne soit pas un temps punitif, un temps de chômage subi, honteux, mais un temps d'émancipation. L'impôt sur le stock de capital que défend aujourd'hui Thomas Piketty, et qui est la solution pour financer les politiques dont nous avons besoin, et pour réduire les inégalités qui s'installent très fortement au niveau mondial. Toutes ces idées novatrices, la Sécurité sociale mondiale : pourquoi pas demain ? Un syndicalisme européen : nécessaire. Ces idées, défendons-les avec opiniâtreté, en sachant que certaines, ce n'est pas nous qui en verrons la réalisation, mais peut-être nos petits-enfants. Je termine là-dessus, je voulais terminer sur un troisième terme, il faut toujours un troisième terme, comme dans la devise républicaine pour concilier les deux premiers. C'est celui de fierté. Je suis maire d'une petite ville, Douai, je l'ai dit tout à l'heure, qui a souhaité aujourd'hui sortir d'un déclinisme récurrent, de l'idée que son avenir était derrière elle et que la flamme était passée à d'autres. Soyons fiers d'être Français, nous ne sommes pas des Allemands en moins efficaces. Nous ne sommes pas des Anglais en moins dynamiques. Les Français sont aujourd'hui incroyablement pessimistes. Plus que les Nigériens ou les Palestiniens et les Afghans. La France d'aujourd'hui me fait penser à celle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui inventait l'avion, qui inventait le cinéma, qui inventait le tour de France, qui inventait les Jeux Olympiques, et qui avait tellement de doutes sur ses institutions et sur ses valeurs.

La France d'aujourd'hui, c'est une France qui innove dans tous les arts du XXI<sup>e</sup> siècle de manière

extraordinaire : le cinéma, les séries télé, les jeux vidéos, la bande dessinée, les œuvres sur internet. C'est une France qui est en tête de la course sur les prix Nobel de littérature, sur les médailles Fields, une France qui va jouer la Coupe Davis dans une semaine, une France qui a participé aux résultats extraordinaires de la mission Rosetta. Osons, nous, Socialistes, arrêter ce qui est un de nos péchés mignons, c'est le goût de la cendre sur la tête. Disons à la France qu'elle est belle, qu'elle est forte, et qu'elle a de nombreux atouts pour s'en sortir. Et je termine là-dessus, Colombe : ayons aussi la fierté de nous-mêmes. La fierté d'être socialistes. Ce mot-là est un mot du XXI<sup>e</sup> siècle. L'individualisme, le fétichisme du marché, disons-le, sont sans avenir. Et nous aurons besoin, face aux problèmes complexes du XXI<sup>e</sup> siècle, d'une réflexion collective, socialisée sur l'énergie, sur l'écologie, sur l'industrie, sur la question sociale. Alors, oui, contre ceux qui veulent changer le nom du Parti socialiste, disons-le : socialisme, c'est un mot du XXI<sup>e</sup> siècle.



## HENRI CHAZELLE

Chers camarades et amis, bonjour. Nos militants sont prêts à écouter leurs camarades, les citoyens, les forces vives du pays. En retour, ils veulent être écoutés et surtout entendus. Ils ont raison, un parti vivant est un parti au sein duquel on échange. C'est ainsi qu'on peut être créatif, faire preuve d'intelligence collective. C'est plus que jamais nécessaire pour sortir de la pensée unique dans laquelle les forces dominantes de la société nous enferment, le fameux Tina : There is no alternative. C'est plus que jamais nécessaire pour sortir du recyclage des idées anciennes ou de nos propres solutions anciennes et inventer celles de demain. C'est pourquoi, lorsque le premier secrétaire a lancé ces États généraux, nous, membres de la motion 4, avons décidé d'y participer pleinement. Et c'est ce que nous avons fait. Nous avons participé à toutes les auditions de personnalités externes ou internes, une vingtaine. Nous y avons participé activement dans la phase de débat en demandant des précisions ou des éclaircissements et en soumettant nos propres idées à la réaction des intervenants. Tout ceci est visible sur le site des États généraux. Quelquefois, d'ailleurs, nous étions si peu nombreux que ça frisait un petit peu l'incorrection vis-à-vis des intervenants, qui étaient tous de grande qualité.

Une quarantaine de contributions ont été publiées sur le site. Vous pouvez les consulter sur notre site [oplpv.fr](http://oplpv.fr). De nombreuses autres sont présentes sur le site, on n'a pas pu en faire le compte parce que le site ne s'y prête pas très bien.

Dans de nombreuses contributions, mais aussi dans d'autres motions, nous retrouvons les idées que nous défendons : la reprise en main des moyens permettant de financer nos politiques, reprise en main de la création monétaire, véritable séparation des activités bancaires, lutte contre les paradis fiscaux. Et surtout, véritable révolution fiscale pour aller vers un système plus juste, plus efficace, plus transparent et donc, mieux accepté, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. De vraies mesures pour aller vers le plein emploi, l'investissement massif dans le logement, les énergies renouvelables et le partage du travail. La réponse à la crise écologique avec la transition énergétique et la conversion à l'agroécologie. La construction d'une Europe coopérative, sociale et démocratique, avec une convergence fiscale et sociale, et un système parlementaire. La réponse à la crise démocratique au sein de notre pays avec des avancées conduisant ou amenées par une VI<sup>e</sup> République, système parlementaire, représentation proportionnelle, non-cumul des mandats dans le temps et dans l'espace, statut de l'élu.

En participant à ces États généraux, les militants de ce parti ont ainsi accompli un travail considérable, ils ont ainsi constitué une véritable mine d'idées, de diagnostics et de propositions. Nous avons le devoir d'exploiter et de mettre en valeur ce gisement. Cela passe par plusieurs exigences : les militants, en publiant leurs contributions en ont fait, en quelque sorte, don au parti. Ce mine-rai est ainsi devenu leur propriété commune. Ils peuvent souhaiter l'exploiter selon leurs préoc-

cupations et ils en ont le droit. Il faudrait donc mettre à leur disposition de manière pérenne et sous une forme permettant des analyses méthodiques, systématiques, et pourquoi pas, statistiques, toutes ces informations. Ces États généraux ne doivent pas être un feu de paille sans lendemain. La matière réunie ne doit pas être oubliée, elle doit, comme nous venons de le dire, rester à la disposition des militants. Ces États généraux, on l'a dit déjà, n'ont pas vocation à se substituer à un congrès. Nous aurions souhaité que la synthèse ne soit pas un texte monolithique et fermé sur lequel nous devrions nous prononcer par oui ou par non avec un fort appel à l'unanimité sur un vote positif. Le danger d'un tel texte est qu'il ne reflète pas la diversité ou les nuances des positions et que les formulations utilisées et leur sens sous-jacent puissent conduire à imposer de manière insidieuse une interprétation majoritaire.

Ce que je dis là n'est probablement pas une préoccupation de la seule motion 4. Hélas, ce souhait n'a pas été exaucé. Le comité de pilotage vient de recevoir hier soir un projet de synthèse en neuf pages qu'il doit amender d'ici lundi, 11 heures. Nous déplorons qu'un travail collectif de trois mois se conclue ainsi dans la précipitation. Nous reconnaissons la qualité rédactionnelle du texte qui nous est proposé et le travail que son élaboration a représenté. Nous ne mettons aucunement en doute la volonté de fidélité de son auteur envers ce qu'ont exprimé les militants, mais pour s'assurer que les amendements que nous avons proposés auront la même fidélité envers ces militants, nous aurions souhaité les élaborer au moins avec ceux qui ont été les plus actifs pendant ces États généraux. Le court délai qui nous est imposé ne le permet pas, nous le déplorons. La synthèse ne doit pas être un aboutissement, mais un point de départ vers de nouvelles réflexions. J'ose une suggestion : pourquoi ne pas rendre permanent le dispositif des États généraux, amélioré comme je l'ai évoqué précédemment, et en faire une sorte de forum pérenne ? Vous le voyez, le travail est loin d'être terminé, courage, camarades. Merci.



## GÉRARD FILOCHE

Bonjour chers camarades. Le socialisme, en fait, est une idée neuve. Elle est celle du XXI<sup>e</sup> siècle et c'est celle que nous avons à défendre dans toute la continuité de notre histoire. Nous avons fêté le centenaire du Parti entre 1905 et 2005, nous avons adopté une déclaration de principes en 2005 qui affiliait le Parti dans la tradition de la Commune de Paris, du Front populaire, de la Libération et de mai 68. Nous sommes issus du mouvement des forces sociales et nous sommes issus de nos électeurs qui nous demandent de conduire une politique de gauche. Bien sûr, il faut réussir le quinquennat, encore deux ans et demi, maintenant il faut le sauver, le quinquennat, parce que les choses vont mal effectivement. Pour sauver le quinquennat, il faut infléchir la politique. On ne peut pas sauver le quinquennat sans rassembler les socialistes. François Mitterrand disait : « *Il faut rassembler les socialistes d'abord.* » Et le gouvernement ne rassemble pas les socialistes. Il ne faut pas exclure des socialistes du gouvernement. Il ne faut pas exclure des députés du groupe parlementaire. Il ne faut pas exclure des socialistes du Parti socialiste. Il faut rassembler dans le Parti socialiste. Et toutes les nuances et toutes nos nuances et toutes nos forces sont la possibilité de réussir les États généraux et de réussir le congrès. Il ne faut pas rester dans une situation où la gauche est divisée, sinon nous ne gagnerons par les prochaines élections. Il faut effectivement avoir un programme rose, rouge, vert, pas seulement un accord de sommet ou d'appareil au dernier moment, mais quelque chose qui indique que nous voulons faire une inflexion.

J'ai écouté le président de la République. Pendant deux ans et demi, il nous a dit : « *Ça ne marche pas parce que nous n'avons pas encore les résultats, mais les résultats vont venir.* » Et l'autre jour il nous a dit : « *Les résultats ne vont pas venir, mais il faut quand même continuer la politique que nous faisons et mon successeur bénéficiera ou pas de ces résultats.* » Cela veut dire que si on considère les deux années et demi à venir avec l'idée : il n'y aura pas de résultat, on ne fait pas d'inflexion, on ne rassemble pas les socialistes dans un gouvernement, on ne fait pas un gouvernement rose, rouge, vert, et nous n'avons pas une orientation à gauche, nous perdrons. Ce sera pire qu'en 1993. Moi, je n'aime pas ça, je ne suis pas Cassandra, je ne veux pas pronostiquer des échecs, je veux pronostiquer des victoires. Pour pronostiquer des victoires, il faut le dire dans les États généraux, il faut le dire au moment de notre congrès, il faut résister aux tentations putschistes qui voudraient dire que notre gauche est passéiste, qui voudraient dire que nous sommes une étoile morte, qui voudraient changer le nom de notre parti. Ces tentations sont un échec fatal et terrible qui nous détruira toutes et tous et qui détruira toute la gauche en même temps que nous.

Il faut donc revenir à nos fondamentaux, c'est ça l'objet de notre congrès. On peut avoir des tas de nuances pour discuter ce qu'on veut sur le droit du travail, pour discuter ce qu'on veut comme nouvelles réformes fiscales, pour discuter ce qu'on veut comme nouvelles institutions de la VI<sup>e</sup> République. Mais il y a une nuance qu'on ne peut pas, à mon avis, avoir, c'est l'idée qu'on va

braquer quelque part le nom de notre parti, l'histoire de notre parti, l'orientation de notre parti et l'unité de la gauche.

Je voudrais, comme Benoît Hamon, pour terminer, prendre un sujet d'actualité qu'à mon avis on n'a pas traité et qu'on ne traite pas comme il faudrait, c'est l'affaire Juncker. Nous sommes en Europe, et nous avons le président de la Commission européenne qui vient d'être démasqué parce que pendant 30 ans, il a fait de l'évasion fiscale, de la fraude fiscale, de l'optimisation fiscale, et ça ne joue pas sur quelques millions, parce que parfois on discute pour 400 millions, 800 millions sur les allocations familiales, on discute le matin pour 9 milliards sur la Sécurité sociale. Là, il s'agit de dizaines et de dizaines de milliards. On dit que la totalité des fonds déposés est de 2 400 milliards, 2 900 milliards, et on dit que la fraude joue sur plusieurs centaines de milliards. 340 sociétés et multinationales ont soustrait à leurs États respectifs, dans toute l'Europe des 29, des dizaines et des dizaines de milliards dont les peuples ont besoin, dont nous avons besoin, dont nos écoles ont besoin, dont les hôpitaux ont besoin. Et en France, 58 multinationales sont passées par le Luxembourg pour déposer des fonds et frauder notre propre République, de façon à ce qu'elle n'ait pas les dizaines de milliards dont elle a besoin.

Quand nos concitoyens se réveillent le matin et qu'ils entendent : il faut des économies, nous dépensons trop, il faut resserrer les ceintures, il faut moins pour notre santé, il faut bloquer les salaires, il faut limiter le Smic, on doit avoir moins de fonctionnaires. Tous les matins, tous les matins, et là nous avons quelque chose au niveau de l'Europe, par le président de la Commission européenne, qui nous explique que, depuis des années et des années, des décennies, on nous prend les dizaines de milliards dont nous avons besoin. C'est un scandale Cahuzac à la puissance 10 000. Finalement, Cahuzac, c'était 600 000 euros. Là c'est 10, 20, 30, 40, 50, on ne sait pas encore, peut-être plusieurs centaines de milliards. Si nous voulons une Europe qui donne envie aux gens, dénonçons immédiatement cette fraude massive. On ne peut pas vivre avec une Europe qui a ça par-dessus nous. Et en même temps on résout toutes les questions budgétaires et financières sur lesquelles on bute chaque matin. C'est quand même le cœur d'un exemple... Là, on peut mener une lutte pour une autre Europe. Quand on a un tel fait sous les yeux, si spectaculaire, qui touche tous les peuples d'Europe et qui nous touche, nous, au premier chef.

La dernière chose pour conclure, je ne vais revenir sur le fait que nous faisons beaucoup de propositions pour aider les employeurs, les 1 000 entreprises de plus de 1 000 qui vont siphonner tout l'argent qu'on donne aux PME et aux PMI, et on a donc au-dessus de nous le Medef. Je n'ai jamais vu depuis 25 ans ou 30 ans, je ne sais pas comment, Henri, tu vois le XX<sup>e</sup> siècle et maintenant le

XXI<sup>e</sup>, mais je n'ai jamais vu quelque chose d'aussi réactionnaire, d'aussi choquant que ce que monsieur Gattaz nous propose. Quand j'énumère qu'il veut nous licencier sans motif, qu'il ne veut plus de délégué du personnel, qu'il ne veut plus de comité hygiène, sécurité et conditions de travail, qu'il ne veut plus les 35 heures, qu'il ne veut plus de Smic, qu'il veut qu'on travaille le dimanche, qu'il veut qu'on travaille de nuit et qu'il ne veut plus de contrôles de l'Inspection du travail et qu'il ne veut plus de médecine du travail. Vous avez là une somme, pour 93 % des actifs de notre pays qui sont salariés, vous avez là une somme de revendications d'un patronat, contre lequel, au lieu de le saluer tous les jours, nous devrions nous battre contre lui fermement tous les jours, et contre tous les PDG qui, comme lui, se goinfrent de 200, 300 ou 600 Smic par an.



## SANDRINE CHARNOZ

Chers camarades, bonjour. Cher Jean-Christophe, comme tu nous y invitais dans ton propos liminaire, pour nous parler du prochain congrès, date qui fait consensus ici chez nous, je pense qu'il est important pour nous que nous nous retournions sur la période écoulée depuis le dernier congrès, celui d'octobre 2012, et voir la crise qui s'aggrave chaque jour, les fonds publics qui diminuent, voir nos trois défaites consécutives aux dernières élections, et le Front national dont beaucoup d'entre nous ont parlé soit clairement soit entre lignes, qui s'invite maintenant systématiquement dans nos débats et qui se présente comme une alternative possible.

Je voudrais, moi, que ce congrès soit un congrès qui ne soit pas qu'interne, qui serve aux Français, et qui nous serve à nous pour reparler de certains thèmes et pour repartir au combat sur certains thèmes auprès des Français. Nous ne pouvons pas laisser les questions sociales, nous ne pouvons pas laisser la question du pouvoir d'achat, qui est un vrai sujet qui heurte nos concitoyens, nous ne pouvons pas laisser la question de lutte contre les injustices et les inégalités à l'extrême droite. Il nous faut réinvestir, de manière massive, lors de ce prochain congrès, ces thèmes-là. Vous avez cité, et vous avez marqué dans cette charte des États généraux, Jaurès, et c'est l'année de Jaurès, de sa mort. Et Jaurès nous invite à penser que la République doit être souveraine dans l'ordre économique. Et nous poserons dans cette charte la primauté du politique sur l'économique.

Mais au-delà du principe, je pense qu'il faut que l'on aille clairement sur les propositions. Et je vais prendre un seul exemple qui est l'exemple du logement. Le logement, qui impacte énormément le pouvoir d'achat de nos citoyens. La primauté du politique, respecter la République, c'est d'abord, mes chers camarades, quand le Parlement souverain prend une loi, c'est de la mettre en œuvre jusqu'au bout. Et l'encadrement des loyers, nous devons le dire haut et fort, doit se mettre en œuvre aujourd'hui. Le logement, c'est aussi la lutte contre la spéculation, et nous nous rendons compte que, nous, Parti socialiste, nous devons aller plus loin. À Paris, vous ne le savez peut-être pas, nous avons, depuis 2001, lutté contre l'insalubrité et traité plus de 1 000 immeubles et chassé des marchands de sommeil, chassé des délinquants immobiliers. Et nous les avons indemnisés, parce qu'actuellement la loi qui respecte la propriété nous oblige à les indemniser. Et avec cet argent, ils sont allés racheter en périphérie et en banlieue. Là, actuellement, Paris et la métropole, les communes périphériques sont en train de se battre pour rechasser à nouveau ces spéculateurs. Là, nous socialistes, nous devons lutter et dénoncer ce travail-là et dire que ça a un coût pour notre société. L'argent public que nous investissons pour racheter des biens et redonner des conditions dignes à nos concitoyens est en déperdition par rapport à d'autres services que nous pourrions développer. Et il nous faut, nous socialistes, porter cette lutte contre la délinquance immobilière, haut et fort.

Alors vous l'avez beaucoup dit, nous souhaitons un congrès utile. Je suis également de cet avis, il nous faut un congrès qui serve. Mais rien ne serait plus mortifère que des beaux textes, que nous débattions et que nous échangions, que des incantations. Je nous invite à éviter le décalage entre les textes et le réel. Je nous invite à éviter le décalage entre ce que nous faisons actuellement au gouvernement et le réel. Nous sommes en responsabilité et ce congrès devra également poser cette question. Il est encore temps de réussir ce quinquennat. J'y crois, et je pense que ce congrès, appuyé sur ces États généraux qui ont montré que les socialistes sont en mesure d'échanger et de débattre, doit nous amener à la clarification et à débattre des enjeux, et en tout cas à ce que chacun puisse échanger sur des projets différents dans la transparence.





## BENOIT-JOSEPH ONAMBELE

Chers camarades, il me revient l'honneur d'introduire le propos du premier secrétaire, je vous en remercie. Et je vais d'ailleurs remercier Jean-Christophe, non pas pour ce qu'il fait depuis qu'il est premier secrétaire seulement, mais pour un propos qu'il a eu au précédent Conseil national où il nous a invités à être présent le plus nombreux possible jusqu'à la fin des débats. Tu vois, cher Jean-Christophe, qu'on commence à évoluer dans le sens de l'efficacité de la parole du premier secrétaire. J'ai peut-être une proposition à te faire pour poursuivre dans ce sens. Lorsque nous avons des réflexions en ce qui concerne les taxes et les impôts, peut-être pouvons-nous imaginer une taxe ou un impôt sur les discours, sur nos interventions. Et je vous rassure, on peut imaginer un système de progressivité, on peut même imaginer des abattements ou même parfois, pour le cas de la parité par exemple, quelques franchises. Et bon, allez, je serai un peu démagogique, excusez-moi, une petite pincée pour la diversité.

Ceci étant dit, je voulais répondre à un camarade qui est intervenu juste avant parce que c'est toujours un peu compliqué dans notre parti, à partir du moment qu'une date est annoncée, on se met tous en ordre de bataille et on fonce. Mais mes chers camarades, il y a eu les États généraux, et on voit bien que les choses ne sont pas binaires. Il n'y a pas d'un côté les méchants et de l'autre les gentils, il n'y a pas d'un côté les ultra-réformistes et ceux qui ont renoncé. Je veux dire, c'est un débat qui parcourt notre parti depuis des décennies, je ne vais pas remonter jusqu'au discours

des deux méthodes entre Jaurès et Guesde, mais prenons quand même gare à avoir entre nous des propos définitifs.

Alors, je voulais souligner dans cette intervention au nom de la motion que je représente autour de Juliette, Jean-Louis Bianco et tous les autres, que nous pour nous, nous sommes dans une démarche intéressante. Parce qu'avec les États généraux, et je vais me servir de l'actualité pour prendre une citation un peu tronquée, vous m'en excuserez, on réalise là un petit pas pour le PS, mais probablement un grand pour la France. Parce que beaucoup de personnes l'ont souligné ce matin, on est dans un contexte particulier qui nous a permis de caractériser un certain nombre de besoins des Français, de besoins pendant que nous sommes dans l'exercice du pouvoir. Le premier besoin que nous avons caractérisé, c'est le besoin d'échange. Nous avons remarqué, nous avons compris qu'on voit bien que le début de notre quinquennat n'a pas totalement répondu à ce besoin d'échange qui est exprimé par la société française, et nous devons en tenir compte dans le cadre des propositions que nous devons formuler. Le deuxième besoin que nous avons ressenti et qui s'exprime dans l'actualité, c'est le besoin d'écoute, le besoin d'écoute qui aujourd'hui permet de dire qu'il existe toujours, et c'est un point sur lequel nous sommes insuffisants aujourd'hui, il existe toujours une différence de niveau de langage et de langage entre la classe politique et nos citoyens, mais également un problème dans l'analyse de la temporalité, qui à bien des égards, parfois, peut augmenter cette distorsion qu'il y a

entre le temps politique et le temps citoyen, entre le langage politique et le langage citoyen. L'autre besoin que nous avons souligné dans le cadre des réflexions de notre motion, c'est bien évidemment la question de la confiance. Beaucoup de choses ont été énoncées ici, je rappellerai juste quelques chiffres, une seule donnée, c'est le fait qu'aujourd'hui, 68 % des Français estiment ne pas pouvoir faire globalement confiance aux élus, et 62 % d'entre eux considèrent qu'ils sont corrompus. Mais en même temps, nous avons remarqué qu'il y a une vraie compréhension de la nature de notre exercice du pouvoir, et notamment dans notre capacité à laisser les institutions jouer leur rôle, notamment en ce qui concerne la justice. Et enfin, j'en terminerai par là, le dernier besoin qui a été exprimé, et c'est en ce sens qu'il y a une cohérence entre les États généraux et le congrès, c'est qu'il y a un besoin de projets communs.

Aujourd'hui, au fond, quelle est l'insatisfaction la plus importante qu'on voit au niveau du peuple de gauche, qui est venu en masse aux primaires citoyennes ? Mais cette insatisfaction est, au fond, non pas seulement que certains aient l'impression qu'on leur a volé leur victoire, mais parce qu'ils n'ont plus la certitude d'avoir un projet que nous avons en partage. Donc, notre responsabilité, et j'en terminerai vraiment par là, pour cette fin de quinquennat, c'est de formuler un grand projet commun pour les socialistes et pour la gauche. Ça peut être la question institutionnelle, en tout cas, nous avons pris le parti avec mes camarades de travail sur cette question-là.

Alors, donc oui, évidemment, cela n'avait pas été dit aussi clairement, nous sommes favorables au calendrier qui nous est proposé, tout en étant totalement conscients des contraintes lourdes qu'il pose au calendrier électoral et que très probablement, nous aurons des difficultés parfois à concilier les deux.

Donc, voilà, je voulais vous remercier et il est temps d'accueillir le premier secrétaire.



## JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Bien, chers camarades, je vais répondre nécessairement d'une manière un peu succincte vu l'heure mais je crois que ce conseil national est en fin de compte très important. D'abord par la qualité des interventions. Nous n'avons pas été dans le répétitif. Je crois que l'esprit de responsabilité a soufflé sur ce conseil national. Et il y a une envie de réussir. Les interventions ont été riches, intéressantes, pour certaines, ont fait des propositions qui peuvent enrichir notre action, et c'est un peu comme cela que j'envisage les débats entre nous.

Mes chers amis, je voudrais vous résumer ce que je pense de la situation politique française et même européenne. Nous sommes dans un moment très particulier, historique on l'a dit, dramatique, on peut le penser. Sur le plan économique nous sommes dans la déflation c'est certain. Et la déflation, c'est bien sûr, peu ou pas de croissance, c'est bien sûr l'effondrement des prix, mais c'est surtout un chômage de masse. Et cette situation-là va irriguer toutes les sociétés européennes tout autant que la montée du national-populisme ou le terrorisme. Mais dans cette situation de déflation, la gauche, la gauche française, la gauche européenne, en général, est fractionnée, divisée et très largement minoritaire. Rarement, dans l'histoire, on a abordé des moments historiques économiques avec une gauche aussi basse, une gauche aussi divisée, une gauche aussi fractionnée. Et quand nous appelons à l'unité des socialistes, et à l'unité de l'ensemble de la gauche, ce n'est pas pour taire

les débats, mais pour faire en sorte que ceux-ci soient utiles au remembrement de la gauche. D'emblée, je dirais, en écoutant vos interventions et en évoquant le congrès, celui-ci ne peut pas être un congrès pour endiguer la gauche du parti. Mais il ne peut pas être non plus un congrès pour débusquer la droite du parti. Il doit être un congrès pour réussir la fin du quinquennat. Et je dirai à Guillaume que s'il a l'impression qu'il y a des formules évoquées quelque part et non dites dans le parti, c'est aussi parce que, il devrait l'intégrer, le premier secrétaire a fait son travail. Et lorsqu'il y a eu des formules, qui ne correspondaient pas à l'ADN de notre formation politique, il a été capable de le dire. Et lorsqu'il a été évoqué la possibilité de changer le nom du Parti socialiste, il a pu dire non. Et lorsque la déclaration outrepassait le libre débat faisant de notre gouvernement les responsables de la catastrophe qui viendrait, il est encore intervenu, appelant à l'unité. Je l'ai fait au compte de notre collectif. Je crois que c'est ça le rôle du parti. Le rôle du parti, ce n'est pas non plus se substituer au gouvernement. Dans le débat du Conseil national à propos de la charte, certains ont dit « *quelle distorsion entre les paroles et les actes* ». Même si nous avons dans nos folles pensées un gouvernement Maurel-Balas. Je ne suis pas certain que le lien organique avec le Parti socialiste serait toujours à la hauteur de leurs espérances. Parce que ça n'existe pas. Le Parti socialiste est une entité en tant que telle. Dans la solidarité gouvernementale, il y a une double spécificité : Gouvernementale et celle du parti. J'ajoute que

la vision du lien organique et le strict respect des décisions sous-entendant que le gouvernement ne saurait s'adapter au produit même de la vie politique ou économique, cela n'a pas de sens. Cette posture mécaniste ou organique n'a pas de sens. Par contre, le discours du PS a une importance politique. Quand vous entendez ici ou là les uns dire ou les autres : mais ça, ça ne peut pas fonctionner ou passer parce que le Parti socialiste n'est pas d'accord. Il pèse à sa manière dans la situation politique. Et croyez-moi, il n'est pas inerte dans les débats. Jérôme a parlé tout à l'heure de la question de la réforme territoriale. Il me semble qu'il a fait une intervention au bureau national, cette intervention avait été reprise dans un texte et ce texte avait été soumis à l'exécutif et c'est ce qui fait qu'il n'y a pas eu ce qu'il redoutait. Alors ? C'est ça le parti, et c'est ça son activité et son action. Le Parti socialiste pèse à nouveau dans les débats. Il procède de lui-même et non de l'exécutif. Il ne va pas aussi loin que certains ici le penseraient, mais il va plus loin que d'autres le souhaiteraient. Il ne s'agit pas d'une « synthèse » mais d'un compromis qui ne se subordonne ni aux uns ni aux autres. Nous voulons être ni dans le commentaire, ni dans l'attentisme mais être utiles pour le redressement du pays. Pour le reste je pense que notre formation politique doit sortir de nos débats par le haut. Elle doit être capable en plusieurs rendez-vous de définir ce qui est sa propre et sa seule identité, et de définir comment elle voit la fin du quinquennat et au-delà les autres échéances qui viennent. Mais moi, je ne suis pas non plus de ceux qui disent : la fin de quinquennat, c'est obligatoirement ce que je pense parce que si ce n'est pas ce que je pense, on va à la perte.

Je ne pense pas que nous soyons dans un moment où les uns et les autres puissent dire : la réalité, la victoire passe exclusivement par « Ma » position. Nous savons tous qu'il y aura des compromis entre nous. Je sais très bien qu'un Parti socialiste à gauche, utile et rassemblé ne fera pas faire la joie de tous les socialistes parce que tout le monde ne peut pas être à gauche, utile et rassemblé.

Il y a un problème entre nous. Il ne s'agit pas de chercher la défaite de telle ou telle idée. Il ne s'agit pas de se délimiter. Il ne s'agit pas de débusquer l'autre. Il ne s'agit pas d'obtenir des gains symboliques enregistrés par d'autres. Il s'agit de trouver un chemin pour une idée juste pour progresser et trouver un chemin pour une idée juste lorsqu'on est dans cette situation de division, éparpillée, eh bien ce n'est pas facile, voire impossible. Voilà pourquoi il faut de la responsabilité ! Ce que nous avons eu aujourd'hui. Nous avons à faire des choses simples dans un moment compliqué.

Mon désaccord, il est personnel, il ne sera pas au centre des débats. Mais je peux le citer en toute amitié, mon désaccord avec beaucoup de camarades porte sur l'appréciation de la période

politique. Nous ne sommes plus dans les années 1970, pas plus que dans celles des années 1980. Nous sommes du point de vue de la gauche dans une situation défensive. Mieux notre écosystème, comme dirait notre ami Weber, a totalement changé. La question qui est posée à l'ensemble des socialistes est : Comment faire perdurer leurs idées dans un rapport de force qui n'est plus celui que nous avons connu dans les années 1970, comment faire perdurer ces idées dans un moment qui n'est plus du tout le même sur le plan géopolitique du modèle de production et de l'action politique. Je ne parle pas simplement de l'effondrement de l'URSS, je ne parle pas simplement du recul de l'ensemble du « mouvement de gauche » dans l'ensemble de l'Europe. Je ne parle pas seulement de la montée de l'extrême droite et du national populisme. Je ne parle pas des révolutions et de la barbarie dans le Maghreb et le Machrek, de l'avenir de la planète, de l'effondrement industriel, que sais-je... J'évoque surtout le retournement idéologique ou l'identité a pris la place de l'égalité dans les discours politiques ou les élites se sont détournées de la pensée progressiste ou le débat est devenue émollient.

Et il faut, dans cette analyse du rapport de force, reprendre ce qu'a développé très justement Gérard Filoche tout à l'heure, vous voyez tout est possible, à propos du Medef. Mais oui, il n'y a pas de désaccord là-dessus, mon cher Jérôme ! Mais précisément cette offensive du Medef prend en compte le rapport de force actuel. Et il faut en tirer toutes les conséquences. Le Medef n'est pas le dos au mur, c'est le moins qu'on puisse dire. Il s'appuie sur le recul des forces sociales, de la situation économique, du chômage de masse, de la dépolitisation mais aussi de l'émiettement ! Et ce n'est pas à toi Gérard, à qui je vais apprendre, la situation du mouvement syndical. Mais c'est l'état du rapport de force tel qu'il est aujourd'hui. Et si vous ajoutez la nécessité de répondre aux défis du moment dans une marge de manoeuvre réduite avec le spectre de la dépression, ce n'est peut être pas le moment de décréter l'offensive générale. Cela ne veut pas dire qu'il faut abdiquer nos positions politiques, ou qu'il faudrait adapter, édulcorer mais qu'il faut prendre en compte le rapport de force politique. Faut-il décréter l'offensive dans une situation défensive ? Faut-il le faire sur des thèmes d'hier forgés par des concepts d'avant-hier ? Nous avons le devoir d'inventer.

L'objectif est de reconstruire dans les conditions d'aujourd'hui, avec les défis d'aujourd'hui, les bases d'un renouveau pour préparer une nouvelle offensive.

Et donc, de ce point de vue, il nous faut tout à la fois reconstruire une identité politique, et là, moi, je partage ce qu'a dit Henri tout à l'heure, elle doit répondre aux défis de notre temps et... nous devons agir dans notre temps. Il nous faut le faire, si possible, dans le rassemblement, parce que nous pourrions ainsi poser des actes. Et je sug-

gererai même à ceux qui ont en tête la distinction dans nos rangs l'idée suivante. Une charte réaffirmant les fondamentaux du socialisme, le progrès humain, et le développement durable, ce n'est pas rien dans les débats qui viennent. Il vaut mieux un rassemblement sur ces grandes questions qu'une petite distinction qui interdirait à l'ensemble de peser parce qu'il serait divisé. Ah oui ! Il y a un autre sujet, j'y reviens. La vraie question ! La grande question ! Ce serait la distorsion entre ce que nous serions amenés à décrire et le faire. D'abord cela sous-entend que le texte est juste. Mais, poursuivons, depuis l'aube des temps du socialisme, combien de textes ont été votés, combien de déclarations ont été faites qui n'ont pas trouvé leur débouché politique immédiatement ? Et alors ? Nous sommes un parti, nous sommes une organisation, nous avons une histoire, et à travers ces textes - car nous croyons aux textes - nous faisons définition ! Le reste c'est un combat politique, nous ne sommes pas seuls. Oui il existe la vie, oui il existe des rapports de forces politiques. Bref, nous devons renouveler notre identité sans nous fractionner, à quelques bouts que ce soit.

Puis nous aurons un congrès. Et ce congrès, il devra être utile, je l'ai dit tout à l'heure. Utile pour la fin du quinquennat. Ce qui implique continuation et inflexion. Et en tout cas une fin de quinquennat sous le drapeau de la lutte contre les inégalités, nous y reviendrons. Et pourquoi je parlais, au début de mon propos, enfin au début du conseil national, de l'éclatement du Parti socialiste ? J'ai dit ça, non pas parce que nous aurions des débats entre nous, non pas parce que certains penseraient telles choses et d'autres telles autres, non pas parce que des camarades seraient en dynamique, peut-être, on le verra. En fait je ne sais pas ce qu'il y aura dans leurs textes, comme vous ne savez pas ce qu'il y aura dans les autres textes. Bien.

Ce n'est pas par rapport à ça. C'est parce qu'on est dans une conjoncture particulière où la gauche est divisée et le PS faible. On veut provoquer une recomposition politique et celle-ci passe par l'éclatement du Parti socialiste. C'est valable sur notre gauche. Je veux bien qu'ils soient devenus les meilleurs du monde, que sur notre gauche tout le monde soit beau et gentil mais quand même ! Vous ne croyez tout de même pas que sur notre gauche on loue la gauche critique du PS pour se mettre derrière elle. Je vous le dis car, comme moi, vous lisez tous les jours l'Humanité. Et en ce moment, dans L'Humanité, on critique beaucoup plus ceux qui sont à gauche dans le Parti socialiste et ne passent pas à l'acte que la majorité du PS... C'est tout dire ! On veut mettre au pied du mur ces camarades pour faire éclater le PS et ainsi recomposer derrière le front de gauche. On y reviendra.

Mais c'est valable aussi de l'autre côté. Les centristes qui viennent de se doter d'un Jean-Christophe... Lagarde, viennent de déclarer qu'ils étaient favorables à l'éclatement du Parti socialiste pour en capter une partie comme par

hasard. Et c'est aussi valable pour la droite classique, pour une raison toute simple, cela leur faciliterait le travail pour les prochaines élections présidentielles et législatives. Même Alain Juppé fait le détour par les Inrocks pour séduire certains des nôtres et les ramener à lui espérant que certains chez nous préféreraient - certain de l'élimination du PS - Alain Juppé plutôt que Nicolas Sarkozy pour affronter Marine Le Pen. Prenez la une des journaux, tous les jours, toutes les semaines, lisez les éditorialistes, ils sont sur cette orientation-là, ils jouent sur nos contradictions, qui sont des contradictions réelles, pour essayer, à la fin des fins, de faire éclater ce Parti socialiste parce que ça permettrait une recomposition politique. Mais cette recomposition politique a un centre de gravité politique, une économie budgétaire de 150 milliards, une offensive sociale sans précédent contre le code du travail et les fonctionnaires, une réaction implacable sur les questions sociales et l'immigration. L'éclatement du PS ouvre la voie au tchatchérisme de combat. Regardez, mes chers camarades, nos États généraux n'ont intéressé personne. Mais pourquoi ? Parce que les militants participaient, parce que ces États généraux sont un moment de rassemblement. Et si nous étions d'accord sur un texte final, vous verrez que la thématique sera : unité de façade, attendons le congrès. C'est ça la situation ! Le Parti socialiste au delà du président de la République et du Premier ministre est un obstacle à cette recomposition. On cherche un nouveau bipartisme entre des républicains-souverainistes - conservateurs et des démocrates européens plus ou moins sociaux réduisant l'ultra-droite et marginalisant la gauche classique. C'est ainsi que l'on réfléchit dans les sphères dirigeantes du moyen de surmonter le tripartisme.

Quant à l'action de modernisation du pays... La réforme territoriale... L'action pour la compétitivité... La lutte contre la désindustrialisation... La loi sur la transition énergétique... La décelération des dépenses publiques... La pénibilité qui fâche le Medef... ou l'inflexion européenne ça n'intéresse personne car ce qui est retenu c'est l'écume des choses et le désir de recomposition. Alors ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas débattre, qu'il ne faut pas s'affronter, qu'il ne faut pas que nos militants tranchent, qu'il ne faut pas infléchir, qu'il ne faut pas revenir sur des positions, qu'il ne faut pas ou peut-être même continuer ou explorer d'autres orientations. Cela veut dire que nous conduisons notre débat dans un univers qui est hostile, et qu'il faut l'avoir en tête. Mon travail, comme celui de la direction, comme celui du secrétariat national, c'est de faire en sorte que le Parti socialiste s'exprime, tout en prenant soin à notre rassemblement. En oubliant jamais, ce serait un comble, que nous sommes au pouvoir. Et oui, Emmanuel nous pouvons discuter dans la fraternité, évidemment, et nous le feront. Ce qui veut dire qu'on n'est pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui se dit, mon cher Frédéric. Nous devons le faire pour le congrès, pour les États généraux, pour la préparation de la convention sur

la fracture territoriale, et dans les élections où tout serait écrit en ce domaine. Je partage l'idée émise aujourd'hui. Il ne faut faire l'impasse sur rien, ni sur les élections départementales, ni sur les élections régionales, ni sur les élections présidentielles. Il faut mener tous les combats en se redéfinissant, en se renouvelant, en gouvernant, en débattant. Il n'est pas dit que dans le moment présent, les socialistes soient totalement, dans la même situation que pour les élections municipales. Parce que les enjeux commencent à être perceptibles. Parce que les enjeux sont plus perceptibles au delà d'une colère plus ou moins légitime. Parce que la montée du Front national inquiète. Parce que la droite s'est radicalisée dans son combat interne. La droite a capitulé. Oui elle a capitulé sur la République dans le débat sur l'immigration. Elle a capitulé sur la République sociale dans le débat sur le code du travail ou la fonction publique etc. Et si nous sommes intelligents, nous déclinons l'offensive pour l'inégalité de l'UMP et de l'exclusion du Front national. Et nous combinerons ceci à la défense et la promotion de la gauche d'en bas, la gauche de terrain. Et là je ne suis pas d'accord avec certaines interventions! Il ne faut pas faire comme si nous n'avions rien fait au niveau départemental, ce que nous avons fait, il faut en être fiers, il faut le porter. Il faut souligner que lentement certes... la situation s'améliore. Les mesures sur l'impôt ont été prises. La croissance est faible mais l'Allemagne où est-elle ? François Hollande est critiqué ici, mais la France tient son rang. Il n'y a pas de désir politique dans la situation française même le vote frontiste est un rejet. Tout est volatile, tout va très vite. Regardez l'écoute du Président lors de son émission. Cela ne change rien mais enfin, cela n'est pas une adhésion certes, mais il a rallumé la lumière. Le gouvernement malgré les critiques se tient à un tout autre niveau qu'au moment des municipales. Mais là, dans cette élection, il ne s'agit pas de désigner les députés ou le Président mais de construire la politique de proximité, la politique locale. Disons aux Français : Si vous n'avez pas la gauche de terrain, sur qui vous pouvez compter pour vous protéger ? Disons aux Français l'enjeu est clair entre le retour de Nicolas Sarkozy et l'arrivée de Marine Le Pen et la gauche.

Un dernier mot sur l'extrême-droite, un peu absente de notre débat aujourd'hui. C'est quand même, en ce moment, à cette étape, la première force politique en France. Ce n'est pas dans le seul pays d'ailleurs, nous voyons ça dans un certain nombre de pays en Europe. L'extrême-droite en France a réussi à combiner la xénophobie et le souverainisme, à absorber formellement le souverainisme. Elle se présente sous le masque de la sortie de l'Europe et de la sortie de l'euro. Ce qui n'est pas tout à fait la même chose que de se présenter sous le masque de la xénophobie. Un certain nombre de nos compatriotes sont favorables à une partie de la nature du Front national, et d'autres, favorables à tenter cette expérience. Le Front national va être haut dans les élec-

tions départementales. Ceci d'autant plus que la course-poursuite de la droite légitime complètement les positions du Front national. Je ne sais pas si le problème de la situation politique française est l'attitude du secrétaire général de l'Elysée, Frédéric, mais la manière dont M. Fillon cherche à se sortir de ce guêpier en allant totalement sur les thèses défendues par le Front national depuis trente ans démontre l'espace politique de cette formation. Je reviens à l'extrême-droite. Aujourd'hui, la droite classique a capitulé sur la République. Et pour courir après ses électeurs, elle radicalise sur le plan social et elle radicalise sur le plan de la xénophobie. Moyennant quoi, elle ouvre le champ au Front national. La droite est sans rivage à droite et l'extrême-droite n'a pas de limite. Elle n'a pas de limite parce qu'il n'y a plus de frontières. Et la seule frontière, c'est la gauche en général et le Parti socialiste en particulier. Mais pour cela, je le dit souvent, il faut accepter que, sur un certain nombre de sujets, nous ne soyons pas majoritaires. C'est le principe même de la période. Si nous voulons être majoritaires, nous allons être emportés, on dira, peu ou prou, ce que disent les autres par exemple sur l'immigration.

Il faut tenir, ce n'est pas facile, surtout quand nous sommes à la veille d'élections. Il faut tenir parce que ce que nous développons, c'est la défense de la République. Mais, chers camarades, s'il s'avérait, et c'est possible, que le Front national gagne des conseils généraux, ouvre la porte des régions, le résultat des élections présidentielles pourrait être un désastre. Un désastre pour la France, la République et la gauche. Je sais que quelques uns le pensent. Parce que nous ne sommes pas capables d'aborder à gauche et autrement les problèmes de la France. Je sais que d'autres pensent que nous abordons mal les problèmes de la France. Je sais que d'autres enfin estiment que cela est dû au fait que l'on refuse de s'adapter. Certes... Certes... le débat économique recouvre des débats de doctrine mais si celui-ci n'est pas maîtrisé, c'est plus que la doctrine qui sera en jeu. Et il faut avoir ça maintenant en tête dans la manière dont nous abordons les problèmes politiques. J'avais l'habitude de dire, je disais : nous sommes dans une situation où nous nous battons à trois : le Front national, l'UMP et la gauche, le Parti socialiste. Mais ce tripartisme peut déboucher sur un bipartisme où nous serions marginalisés. C'est ce que ne comprennent pas nos partenaires. Eux aussi ils se voient dans les années 1970. Ce qui est en jeu ce sont des positions électorales pour le PS. Ce qui est en jeu pour nos partenaires, qui au passage administrent avec nous les collectivités, c'est leur existence électorale. Alors on peut penser « après on reconstruira ». Après... c'est le trou noir pour vingt ans. Aujourd'hui, il faut bien voir que Marine Le Pen est d'un certain point de vue propulsée par les médias... Il y a comme une fascination morbide... Vous avez vu que Marine Le Pen est l'animatrice, la responsable la plus sollicitée par les médias. Elle a fait le plus de unes

d'hebdomadaires. Elle est en dynamique, elle est en situation. Et donc, notre rôle est fondamental. On peut peut-être de s'interroger ou de critiquer ou de louer ou de défendre la politique gouvernementale mais surtout on ne doit pas retenir ses coups contre la droite, qui a capitulé sur la République, ni contre l'extrême-droite. Il faut ré-introduire cela dans nos discours. C'est un enjeu majeur, c'est un enjeu majeur pour nous et c'est un enjeu majeur pour la République. Merci.







États  
généraux  
des  
socialistes

# VOTE DU 3 DÉCEMBRE 2014

## BULLETIN DE VOTE

Charte des socialistes pour le progrès humain

- Oui
- Non
- Abstention



États  
généraux  
des  
socialistes

# INVITATION

Grand rassemblement national des États généraux  
LE SAMEDI 6 DÉCEMBRE 2014 À PARIS

AU «PARIS EVENT CENTER»  
20, AVENUE DE LA PORTE DE LA VILLETTE - 75019 PARIS

À PARTIR DE 9H

Ouverture dès 8h30 de l'accueil

Inscription obligatoire : [parti-socialiste.fr](http://parti-socialiste.fr)